

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
NOBLESSE ANGLAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 16 juin 1911, à 3 heures

PAR

Georges PINEAU

Président : M. CAPITANT, professeur.

Suffragants : { *MM. ESMEIN, professeur.*
SALEILLES, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
NOBLESSE ANGLAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

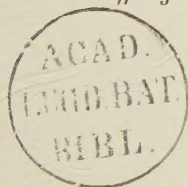
Le vendredi 16 juin 1911, à 3 heures

PAR

Georges PINEAU

Président : M. CAPITANT, professeur.

Suffragants : { MM. ESMEIN, professeur.
SALEILLES, professeur.



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911

BIBLIOGRAPHIE

RUDOLPH GNEIST. — Adel und Ritterschaft in England, — 1853, travail qui présente la synthèse du sujet.

FRANCIS-BEAUFORT PALMER. — Peerage Law in England, a practical treatise for lawrjers and laymen, — 1907 (Londres ; Stevens and Sons).

AUTEUR X. — The Right to bear Arms, — 1893 (Londres : Elliot Stock).

FOX-DAVIES ET CARLYON-BRITTON. — A treatise on the Law concerning Names and changes of Name, — 1906 (Londres : Elliot Stock).

EDWARD JENKS. — Mr. Serjeant Stephen's New Commentaries on the Laws of England, partly founded on Blackstone, — 1908 (Londres : Butterworth et C^o), dernière édition, quatre volumes, précis classique de droit anglais.

GLASSON. — Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre, — 1883 (Paris : Pédone-Lauriel), six volumes, en particulier le tome IV, chap. IV et le tome VI, chap. II à VI.

Revue des Deux Mondes : 15 mars 1872 ; Laugel ; L'Aristocratie anglaise, son origine et son caractère.

Deutsche Rundschau : octobre 1889. Ascher ; Die Gentry und deren Abstammung von englischen Koenigen.

The Ancestor, a quaterly review of county and family history, numéro VI.

OSWALD BARON. — The Genuinely Armigerous Person.

CONTEMPORARY REVIEW. — 1899, p. 249. Auteur Z. Arms and the Gentleman.

— 1900, p. 94. Hutton. A Reformed College of Arms

NINETEENTH CENTURY. — Janvier 1894. Earl Dundonald. Protection for Surnames.

- A. TRAVELLER. — British and Continental Titles of Honor, being an explanation of their relative rank, and of some popular errors that exist regarding them, both at home and abroad, — 1842, pamphlet curieux, qui semble être l'ouvrage du fils d'un baronet écossais.
- SELDEN. — Titles of Honor, — 1672. il n'y a guère à s'occuper de la noblesse anglaise que le chapitre V. de la deuxième partie, d'ailleurs très développé.
- WILLIAM CRUISE. — A Treatise on the Origin and Nature of Dignities or Titles of Honor, — parut pour la première fois vers 1820.
- J. HORACE ROUND. — Peerage and Pedigree, studies in Peerage Law and Family History, — 1910 (Londres : James Nisbet), deux volumes.
- SIR HARRIS NICOLAS. — The Historic Peerage of England, revised by William Courthope, — L'Introduction.
- Whitaker's Peerage, Baronetage, Knightage and Companionship for 1910. — La préface.
- FOX-DAVIES. — Armorial Families, a directory of Gentlemen of coat of Armour. — 1910. La Préface.
- A complete Guide to Heraldry, — 1909 (Londres : Jack).
- CHARLES BOUTELL. — Heraldry, historical and popular.
- HUGH CLARKE. — An Introduction to Heraldry.
- ANSON. — The Law and Custom of the Constitution, the Parliament.
- MEDLEY. — A Student's Manual of English Constitutional History.
- BAGEHOT. — The English Constitution.
- HENRY HALLAM. — Constitutional History of England, — ne commence qu'au règne d'Henri VII ; trois volumes.
- State of Europe during the Middle Ages, — deux volumes.

MACAULAY. — Essays, — dans le premier volume l'Essai sur l'Histoire Constitutionnelle d'Hallam.

STUBBS. — Constitutional History of England, — trois volumes ; plus spécialement le chapitre XV, dans le second volume ; complet mais fort indigeste ; les documents intéressant le sujet se trouvent groupés en bon ordre dans l'Encyclopaedia Britannica, aux articles ; Peerage, Knighthood.

ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA. — Les articles indiqués ci-dessus et aussi : Curtesy, Gentleman, Honourable, Heraldry, Nobility.

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE. — Au mot Noblesse, une demi-page à peu près sans intérêt sur « la Nobility et la Gentry ».

Ces ouvrages se trouvent tous à la bibliothèque de l'Université, Cambridge.

LA NOBLESSE ANGLAISE

CHAPITRE PREMIER

Notions élémentaires : les nobles, les gentilshommes

SOMMAIRE

- I. — Nobles titrés ou pairs.
- II. — Gentlemen.
- III. — Que faut-il entendre par un lord ? Lords de parlement qui sont pairs et lords de courtoisie. — Lords spirituels ou non-pairs. — Lords à vie. — Lords qui sont pairs des anciens parlements d'Écosse et d'Irlande.

I. — NOBLES TITRÉS OU PAIRS

La noblesse anglaise comprend les nobles titrés ou pairs et les simples porteurs d'écussons héraldiques ou gentlemen. Les premiers, auxquels les Anglais réservent en général l'appellation de *noblemen* comprennent les ducs, marquis, earls ou comtes, vicomtes et barons, le titre de prince n'étant pas davantage reconnu qu'il ne l'était en France, si ce n'est dans la famille royale. Chacun de ces titres confère la pairie, c'est-à-dire le droit héréditaire à un siège dans la chambre haute et à la qualité de conseillers habituels

de la couronne. Il ne saurait se rencontrer de *noble-men* au sens strict en dehors des lords. Les fils puînés d'un baron ou d'un comte restent toute leur vie des *commoners*, expression qui englobe à la fois les roturiers et les gentlemen. Lui-même le fils aîné d'un pair n'est en droit qu'un *commoner*, bien que *par courtoisie* l'usage ait prévalu d'accorder aux fils aînés d'un duc, d'un marquis ou d'un comte un des titres secondaires de leur père, qui sont dits alors *titres de courtoisie*.

II. — GENTLEMEN

L'acception courante du nom de gentlemen ne doit pas faire illusion. En droit ce terme ne désigne pas autre chose qu'un gentilhomme, au sens français du mot ; c'est l'« armigerens », celui qui peut arborer des armoiries. On a pu le confondre avec l'expression d'un certain idéal de snobisme, parce que la gentry, à l'encontre de notre ancienne noblesse, a fini par devenir une classe ouverte, les officiers et les avocats étant considérés comme Esquires de droit. Les usurpations innombrables depuis le xvii^e siècle ont contribué à répandre même dans la nation cette conception inexacte. Elle ne doit pas faire oublier la seule que reconnaissent à la fois les hérauldistes et les jurisconsultes.

III. — QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR UN LORD ?

Lords de parlements qui sont pairs. — Le nom de lord s'applique aussi bien aux pairs qu'aux possesseurs de simples titres de courtoisie. Donc tout noble est lord, étant pair. Ainsi en parlant du premier William Pitt après son anoblissement, on dira indifféremment : « the earl of Chatham » ou « lord Chatham ».

Leurs héritiers dits dans certains cas lords de courtoisie. — L'héritier présomptif d'un pair qui est au moins comte, et son propre héritier, si le pair est au moins marquis, peuvent adopter, à titre de courtoisie, les titres secondaires possédés par ce pair. C'est ainsi que le fils aîné du duc de Westminster se fait appeler d'ordinaire : « Earl Grosvenor » ou « lord Grosvenor », son petit fils « Viscount Belgrave » ou « lord Belgrave ». Il n'est pas d'usage de désigner les barons par leur titre ; en revanche on ne parlera pas de « lord Devonshire » mais du « duc de Devonshire ». Il y a donc d'autres lords que les lords de parlement ; à savoir les fils aînés de ces lords et les fils aînés de ces derniers dans certains cas. Les fils puînés des ducs et des marquis n'ont pas davantage de titres de courtoisie que les autres fils de lords, mais on fait précéder leur nom de famille accompagné du nom de baptême de l'appellation « lord ». Ainsi lord John Russell était un fils puîné de Henry Russell, duc de Bedford.

Lords spirituels. — Tous ces lords sont pairs ou fils de pairs. Il y a des lords de parlement qui ne sont pas considérés comme pairs, ni nobles par suite : ce sont les lords spirituels, c'est-à-dire les vingt-trois évêques ou archevêques privilégiés, qui en conséquence n'ont pas droit au jugement par les pairs. Il leur manque l'*ennobling of blood*, la possibilité de transmettre leur qualité à leurs descendants.

Lords à vie. — La doctrine de l'ennoblissement du sang est tenue en échec par l'existence des *lords of appeal in ordinary*, qui ont le rang de barons. Ces pairs à vie au nombre de quatre ont été créés en 1876, afin de faciliter aux lords l'accomplissement de leurs fonctions judiciaires. Ce sont d'anciens magistrats, et ils touchent un salaire. Bien que les moins prestigieux, ils sont en réalité les plus puissants des pairs, puisque la présence de trois au moins d'entre eux est de rigueur, lorsque la chambre haute siège en qualité de juridiction d'appel.

Lords qui sont pairs des anciens parlements d'Ecosse ou d'Irlande. — S'il y a des lords de parlement qui ne sont pas pairs il y a parmi la noblesse un certain nombre de pairs qui ne sont pas à proprement parler des lords de parlement, bien qu'appelés lords. Ces pairs ne sont lords de parlement que dans les parlements distincts que possédaient les royaumes annexés en 1707 et en 1800, dans le cas où ils viendraient à être rétablis. En 1707, lors de l'union avec l'Ecosse, il fut décidé que les pairs d'Ecosse, à chaque convocation des Chambres, éliraient seize d'entre

eux pour les représenter parmi les lords du royaume de Grande-Bretagne ; à l'époque de l'union avec l'Irlande, en 1800, il fut décidé que les pairs irlandais éliraient 28 représentants auprès des lords du Royaume-Uni. A la différence de ce qui s'était passé en 1707, il fut réglé que chaque lord ainsi choisi ne serait remplacé qu'à son décès.

En résumé, il faut distinguer des « lords of parliament », pairs ou lords spirituels (ces derniers n'étant pas nobles), les nobles qui sont appelés lords, sans être lords de parlement, c'est-à-dire les fils aînés de pairs, possesseurs de titres de courtoisie et les pairs d'Écosse ou d'Islande.

CHAPITRE II

Idée générale du sujet: que la noblesse anglaise est plutôt une aristocratie qu'une noblesse au sens continental.

SOMMAIRE

- I. — La noblesse titrée ou pairie. — Des deux idées d'où dérive le prestige de la noblesse française. — 1^o Les nobles titrés d'Angleterre n'ont pas eu les mêmes pouvoirs féodaux. Erreur commune. — Différence essentielle avec notre régime féodal. — Situation des possesseurs de grands fiefs en Angleterre. — 2^o Pas de privilèges en ce qui concerne l'impôt.
- II. — La gentry. — Le Roi recrutait de préférence ses agents parmi les gentlemen.

I. — LA NOBLESSE TITRÉE OU PAIRIE

Des deux idées d'où dérive le prestige de la noblesse française. — A ne considérer que ces titres, il semble que le système de la noblesse anglaise soit identique au nôtre, puisqu'on y retrouve les mêmes dénominations, bien qu'une comparaison numérique incline déjà à réfléchir. La noblesse titrée d'Angleterre compte en effet à peine 800 membres en y comprenant les pairs d'Écosse et d'Irlande. La vérité est qu'il n'y a aucune analogie entre un pair anglais et un comte ou un baron français. Je ne prétends pas

mentionner ici des différences secondaires en soi telles que la transmission du titre à l'aîné seul, ou aux fils d'une fille aînée à défaut d'héritiers mâles, mais des différences dans l'idée même du prestige qui s'attache à cette institution. Deux idées contribuent en effet à fonder le prestige de la noblesse française : le souvenir de pouvoirs féodaux et de privilèges abolis. Ce qui faisait convoiter des bourgeois l'anoblissement, ce qui leur faisait rechercher l'alliance d'une famille titrée, c'est l'espoir d'être confondu avec ces seigneurs du moyen âge, véritables petits souverains sur leurs domaines, ou avec ces hobereaux de l'ancien régime qui exerçaient le droit de chasse et ne payaient pas la taille : tant il est vrai que ce qui excite l'envie engendre en même temps le respect.

1° Les nobles titrés d'Angleterre n'ont pas eu les mêmes pouvoirs féodaux.

Erreur commune. — On entend dire souvent que le droit anglais est tout imprégné d'esprit féodal. La réalité est que les Anglais ont gardé plus de vestiges que nous de ce régime, tels qu'ils l'ont connu au moyen âge, mais qu'il n'y fut pas organisé d'une façon aussi oppressive que dans notre pays. La situation insulaire de l'Angleterre la mettant à l'abri d'un coup de main militaire, la nécessité s'en faisait moins sentir les grandes invasions passées.

Différence essentielle avec notre régime féodal. — Il demeure que l'organisation de la grande pro-

priété tend à créer des rapports de clientèle analogues à ceux qui caractérisent le régime féodal, particulièrement à une époque de communications malaisées ou périlleuses. C'est pourquoi cette organisation s'étant maintenue jusqu'à nos jours, elle a préservé des souvenirs si nombreux des anciennes tenures féodales : notamment la distinction du domaine éminent et du domaine utile dans son système foncier. Mais en ce qui concerne le droit public, les Anglais sont toujours restés sous la domination plus ou moins puissante du pouvoir central. Les tenures féodales obligeaient bien à la prestation de l'hommage par le sous-vassal envers le vassal, comme par le vassal envers le suzerain, mais le sous-vassal était l'homme liege du suzerain en même temps que du vassal immédiat.

Situation des possesseurs de grands fiefs en Angleterre. — Par suite les earls, les plus puissants vassaux à l'origine n'ont jamais eu le droit de battre monnaie, de lever les impôts, de faire la guerre privée, bien que le système des milices aux ^{xiv^e} et ^{xv^e} siècles rendit facile à un rebelle le recrutement de partisans. Mais c'étaient des rebelles, et il semble bien que même à l'apogée de son pouvoir, le comte ou *earl* siégeant dans la cour de comté n'ait pensé à se considérer comme autre chose qu'un fonctionnaire royal. Un fonctionnaire royal héréditaire, tel fut son titre, au début, analogue à celui des gouverneurs du temps de Louis XIV et comme eux rapidement supplanté par celui d'un fonctionnaire révocable au gré

du souverain, à savoir le sheriff. Trois grands fiefs seulement devinrent palatins, c'est-à-dire comparables à ceux du continent : Chester, Lancastre et l'évêché de Durham.

2° Absence de privilèges en ce qui concerne l'impôt.

D'autre part les nobles titrés n'ont pas eu ces privilèges qui finirent par rendre nos nobles si odieux. Les pairs étaient trop peu nombreux pour que le roi pût même penser à recruter parmi eux ses officiers ou ses agents ; il est vrai qu'il les recrutait dans la classe plus large des gentlemen. Mais le plus onéreux des privilèges, l'exemption de l'impôt pour certains, fut inconnue à l'Angleterre. En 1297, le roi Édouard I^{er}, à qui l'on envoya une requête à cet effet jusqu'en Flandre, s'engagea « à ne plus lever jamais d'impôts sans le consentement du Parlement et à ce que les griefs du peuple seraient redressés toujours avant qu'il fût pourvu à de nouveaux subsides », et cette promesse formelle était en conformité avec l'esprit qui avait dicté la Magna Charta et les Provisions d'Oxford en 1215 et en 1264. Ainsi le peuple votait les subsides qu'il voulait bien accorder. Or on sait que jusqu'au xiv^e siècle, les différents ordres de la nation ; clergé, barons, chevaliers du comte, bourgeois des villes furent dans l'habitude de s'imposer séparément. Quand les barons avaient fixé leur contribution, il était facile aux autres corps de refuser la leur s'ils ne l'estimaient pas suffisante.

II. — LA GENTRY.

Le roi recrutait de préférence ses agents parmi les gentlemen. — Il y avait pourtant une catégorie de citoyens parmi lesquels le roi recrutait de préférence ses fonctionnaires : c'était la gentry, composée en majorité par les fils puînés des pairs et leurs descendants. Il avait été difficile de les empêcher de former une caste. Ils héritaient d'après les règles du blason des armoiries de leur père, à condition en principe d'y ajouter ce qu'on nomme une différence héraldique : merlettes, fleurs-de-lys, lambels. Mais comme les héraldistes n'ont jamais prévu que neuf sortes de différences, il arriva, de bonne heure, que l'arbre généalogique devint si touffu qu'on ne savait plus par quel moyen différencier, et ainsi l'on ne distingua plus l'écusson des barons de celui des gentilshommes, Mais cette caste des *gentlemen of coat of armour* resta ouverte plus libéralement que celle de nos gentilshommes, parce que l'exemption de l'impôt n'obligerait pas, comme en France, tous les trois ans, à arrêter par le recensement une liste déjà trop longue. Les visitations des rois d'armes qui cessèrent à partir du xvii^e siècle n'arrêtèrent plus les fraudes ; jamais du reste elles n'avaient été accomplies qu'à intervalles irréguliers et largement espacés.

Ainsi en Angleterre les titres nobiliaires furent

réservés aux pairs qui y formèrent la noblesse proprement dite, à côté de laquelle s'est développé une sorte de patriciat qu'on nomme la gentry. Expliquons les causes qui ont provoqué ces deux phénomènes historiques.

CHAPITRE III

Comment le principe de la souveraineté nationale a amené historiquement la réduction de la *nobility* à la pairie et permis toutefois le développement de la *gentry*.

SOMMAIRE

§ I. — Réduction de la *nobility* à la pairie.

I. — Première cause concourant à la formation d'une noblesse parlementaire ; principe de la souveraineté : 1° Sa force. — 2° Sa diffusion sur tout le territoire grâce à la persistance du lien national. — 3° Le lien national est respecté par la féodalité anglo-normande. La Féodalité. — La Subinféodation. — Le serment de Salisbury.

II. — Deuxième cause concourant au même objet : égalité civile. — Ses indices en dehors de la Grande Charte. — Explication de l'attitude des barons en 1215 dans l'obtention de ce document. — Explication de leur revirement d'attitude.

III. — Résultat des causes indiquées : chambre des lords. — Transformation apportée à l'autorité du Grand Conseil. — Scission du Parlement en deux corps.

IV. — Cause de la limitation à l'accroissement de la noblesse titrée : droit d'ainesse.

§ II. — Développement de la *gentry*.

I. — Prestige de la Chevalerie. — 1° La Chevalerie obligatoire. Origine germanique. — Rôle militaire. — L'idéal chevaleresque. — II ne fut pas inspiré par l'Église. — Hypothèse d'une influence orientale. — 2° La Chevalerie devenue un honneur. Elle tend à former une caste. — Catégories de chevaliers.

II. — Prestige des Tournois.

III. — Prestige des Armoiries. — 1° L'écusson symbolique. — 2° L'écusson ornemental.

§ I. — Réduction de la *nobility* à la pairieI. — PREMIÈRE CAUSE CONCOURANT A LA FORMATION
D'UNE NOBLESSE PARLEMENTAIRE : PRINCIPE DE LA
SOUVERAINETÉ.1° *Sa force*

La Féodalité est le triomphe du système patrimonial ; son antipode est le régime démocratique qui place le principe de la souveraineté dans la nation. Bien que la constitution anglaise soit restée monarchique, on peut dire que la notion de ce principe ne s'est jamais éteinte dans la conscience du peuple. Le pape eut beau déclarer Henri III relevé du serment qu'on lui avait arraché, saint Louis pris pour arbitre à la Mise d'Amiens juger qu'un roi avait le droit d'être absolu, ni les craintes de l'excommunication, ni la vénération universelle, inspirée par le caractère du grand roi, n'empêchèrent d'éclater la Guerre des Barons. Avant l'occupation normande, les affaires semblent avoir été tranchées par le *witan* ou grand conseil de la nation. Ce fut la politique du conquérant de toujours prétendre qu'il ne régnait pas par droit de conquête, mais en sa qualité de successeur d'Édouard le Confesseur ; par suite il ne gouverna jamais sans prendre l'avis de son conseil, composé en majorité de barons normands, sans doute aussi de quelques partisans d'Harold ralliés à sa cause.

L'ignorance où Guillaume resta de la langue et des usages anglais lui fit du reste de cette politique une nécessité. Sa situation n'est pas sans analogie à cet égard avec celle de Georges I^{er}, électeur de Hanovre, choisi comme successeur de la reine Anne. De même que par suite de son manque d'influence sur le cabinet s'établit la théorie du gouvernement parlementaire, il n'est pas impossible que l'autorité du conseil des barons, nucleus du futur parlement, soit dérivée de cette habitude du conquérant, en un pays où un enchaînement de précédents est suffisant pour constituer le droit.

*2^e Sa diffusion sur tout le territoire grâce
à la persistance du lien national.*

Cette notion de la souveraineté resta vivement empreinte dans l'esprit de tous les habitants, grâce à la persistance de l'idée nationale, entretenue par les exactions des envahisseurs. « Dieu voit, dit le chroniqueur saxon en 1124, la misère des gens que l'on opprime injustement ! On les dépouille d'abord de leurs possessions, puis on les massacre. Celle-là fut une triste année. Quiconque avait quelque bien le perdit grâce aux taxes accablantes et à d'iniques saisies. »

C'est le cas de dire qu'ils se conduisirent comme en pays conquis. Les dévastations que subirent les Yorkshire et le pays appelé la Nouvelle Forêt n'ont

de comparables dans l'histoire que les incendies du Palatinat. Si l'on en croit la compilation du Doomsday, des villes de 1.600 feux sous le règne d'Édouard tombèrent à 960. Grâce aux confiscations et malgré des guerres coûteuses, le nouveau souverain put laisser, à sa mort, un trésor de 60.000 livres, à distribuer, de par ses dernières volontés, parmi les églises et les pauvres du royaume : « Piètre expiation, dit l'historien Hallam, des crimes par lesquels il l'avait accumulé. »

Rien ne servit comme la haine des oppresseurs à développer, s'il n'existait déjà, le sentiment de la patrie commune. Or ici l'invasion normande avait été précédée de l'invasion danoise. Nous ne parlons pas de l'invasion saxonne, car celle-là avait été si complète qu'elle avait obligé une population entière à se réfugier jusqu'au fond de la Cornouaille insulaire et même, par delà la mer, jusqu'en Armorique qui reçut ainsi le nom de Bretagne. Un phénomène juridique dénote avec évidence la force de cette unité : l'existence et le mot lui-même de *common law*. Il n'y avait qu'une coutume pour tout le royaume, en sorte qu'il était possible d'administrer la justice à l'aide de tribunaux ambulants qui tenaient, dans un district puis dans un autre, leurs grands jours qu'on appela assises.

3° Le lien national est respecté par la féodalité anglo-normande.

La Féodalité. — Le régime féodal était le seul sous lequel on pouvait concevoir alors l'existence d'un grand état, tel que les Normands le sentaient nécessaire, s'ils tenaient à garder leur conquête. Mais d'eux-mêmes les Normands parèrent à la difficulté en modifiant le régime, de façon à n'avoir pas à reprendre plus tard les régions déjà soumises. Ils étaient les maîtres, en effet : la féodalité du continent avait été une précaution prise contre eux, contre leur retour. Mais eux-mêmes n'avaient pas de raison d'adopter cette forme intégrale. Toutefois les usages de la recommandation et de l'hommage s'établirent ou du moins s'étendirent en Angleterre. Tout fief fut censé tenu d'abord directement de la couronne, le fondateur pouvant à son tour subinféoder.

Subinféodation. — Cette pratique de la subinféodation était même nécessaire, car les fiefs dont nous parlons étaient des fiefs de tenure militaire, c'est-à-dire concédés à charge de fournir un service de cette nature ; mais le roi n'exigeait pas ce service directement de son vassal. Celui-ci s'engageait simplement à lui amener, quand il le requerrait, un certain nombre d'hommes, habiles aux armes et pourvus d'un bon équipement de cavalier, *milites*, comme on disait dans le latin de l'époque. Tel un colonel qui de-

mande à un officier de lui amener tant d'hommes au jour fixé. On voit le pouvoir impliqué par ce devoir imposé au vassal. Le vassal pouvait contraindre les sous-vassaux à revêtir l'armure pour partir en guerre. C'est qu'il avait à son tour distribué les terres confiées par le roi et les avait baillées à charge d'un autre service militaire, direct cette fois. Tous ces fiefs étaient dits fiefs de haubert ou *par loricam*, les plus nobles d'entre eux étant les fiefs de grande sergenterie.

Serment de Salisbury. — En France le sous-vassal s'abandonnait entièrement entre les mains de son suzerain personnel, duc ou comte. Quoi que lui commandât celui-ci, son devoir était d'obéir, le menât-il en armes contre le roi : c'était là affaire entre la conscience du grand vassal et Dieu. En Angleterre, le sous-vassal ne fut tenu d'obéir au grand vassal que sous réserve du droit suprême du roi. La situation du chevalier anglais avait davantage d'analogie avec celle du soldat moderne, qui entre deux chefs doit obéir au plus élevé en grade. Cette idée fut symbolisée par un rite solennel en 1085, à Salisbury, lorsque Guillaume, après avoir reçu l'hommage de ses vassaux immédiats, exigea un hommage pareil de la part de leurs propres vassaux. Évidemment une telle exigence n'aurait pas été tolérée du roi de France ; mais Guillaume en l'imposant comptait sur son renom de conquérant et surtout sur l'autorité que lui donnait vis-à-vis de ses vassaux sa qualité en quelque sorte de bienfaiteur, puisque c'était lui qui leur avait distribué leurs

domaines alors que les grands vassaux de France ne devaient rien au roi. Quoi qu'il en soit, c'était une dérogation à l'une des clauses essentielles du pacte féodal habituel, dérogation qui peut, certes, dit Hallam, « être dénombrée parmi les diverses causes qui empêchèrent la notion continentale d'indépendance vis-à-vis de la couronne de jamais prévaloir parmi l'aristocratie anglaise. »

En effet supposons un instant que ce serment n'ait pas été prêté, que serait-il advenu ?

Il n'aurait plus été loisible aux sous-vassaux d'en appeler de leurs seigneurs au roi. Il n'aurait plus été possible au roi de les opposer les uns aux autres, et de privilèges en privilèges les seigneurs auraient soumis les sous-vassaux, militaires ou civils, et se seraient transformés en véritables petits souverains pour le plus grand dommage de l'unité nationale d'abord et surtout de l'égalité civile. Ce ne fut pas ce qui arriva. Les pouvoirs des grands feudataires restèrent soumis à toutes les limitations qu'il plairait au roi d'imposer.

II. — SECONDE CAUSE CONCOURANT A LA FORMATION D'UNE NOBLESSE PARLEMENTAIRE : ÉGALITÉ CIVILE.

Indices de cette égalité en dehors de la Grande Charte. — Ils durent avoir quelques privilèges de fait. Mais en dehors du Conseil du roi ils demeurèrent en droit les égaux des commoners. Ils subi-

rent, avec les tenanciers des tenures civiles eux-mêmes ou *freeholders*, l'empire d'une loi commune. Plus tard sous Henri III, il est intéressant de comparer les divisions auxquelles Bracton d'une part, Beaumanoir de l'autre, soumettent leur théorie de la condition des personnes. Pour notre compatriote, la nation se divise en trois ordres : noble, libre et servile. Le juriconsulte anglais ne connaît que la liberté ou le villenage. Comme alors le pouvoir était lié à la possession de la terre, il devait suffire d'acquérir la tenure pour devenir le seigneur.

Explication de l'attitude des barons en 1215.
— « Une égale distribution des droits civils à toutes les classes d'hommes libres forme une des beautés particulières de la Grande Charte. » (Hallam.)

Les clauses auxquelles l'auteur fait allusion doivent plutôt être d'un caractère confirmatif que déclaratif. Autrement, sans cette égalité relative, il serait impossible de comprendre comment fut arraché ce document. On ne se représente pas facilement les grands feudataires de France, le duc de Bretagne, le duc de Bourgogne ou le Dauphin de Grenoble allant implorer à Paris une charte d'égalité pour les sujets du roi ; c'était là leur affaire, ses sujets étant les leurs. S'ils souhaitaient une charte pour les Français, que ne l'accordaient-ils de leur propre mouvement ? Mais il n'y avait pas en Angleterre de seigneurs comparables au duc de Bretagne ni au duc de Bourgogne, et puisque nous avons mentionné le nom du duc de Bourgogne, disons tout de suite que

les Anglais ignorèrent aussi le fléau d'une féodalité apanagée. On s'explique au contraire que les barons aient adressé des remontrances au roi et défendu la cause du peuple anglais, du moment que cette cause était la leur, les deux classes étant soumises aux mêmes lois et aux mêmes impôts.

Explication du revirement d'attitude des barons. — Ce qui demeure plus obscur, c'est le revirement qui se produisit en trois générations dans l'esprit des barons et fit des pires ennemis du peuple ses fidèles alliés. Au début de la conquête, rien n'avait égalé leurs exactions, et le peuple chercha plus d'une fois à recourir contre eux à la protection du roi. Quels motifs avaient déterminé ce changement? Que les Plantagenets étaient de mauvais rois, cela serait vrai pour Jean-sans-Terre, mais ne s'appliquerait ni à Henri II ni au Cœur-de-Lion, ni à tout prendre à Henri III. On a dit que les barons étaient devenus anglais, et cette raison déjà satisfait mieux l'esprit, surtout si l'on se souvient que la cour était demeurée normande. Dans les premières années de la conquête, il était difficile aux vaincus de se faire entendre de leurs vainqueurs ; l'obstacle de la langue s'interposait entre eux. Guillaume lui-même avait essayé de triompher de cette difficulté ; mais il y avait renoncé, à cause de son grand âge. Il est probable que les descendants des conquérants, comme il se passe en cas semblable, furent d'abord bilingues, mais au bout de deux générations oublièrent la langue de leur origine. Et fait digne de remarque, ils héritè-

rent ainsi de la tradition de haine que leurs pères avaient provoquée. Ils firent plus que parler la langue, ils se sentirent saxons (leurs mères l'étaient du reste), et ils poursuivirent dans la royauté le vainqueur d'une conquête dont leurs aïeux avaient été les instruments. Mais cette transformation n'aurait pu être si complète sans une circonstance à laquelle on a peut-être trop peu prêté d'attention : la bassesse de leur extraction. Les premiers grands vassaux étaient d'anciens foulons, des chaudronniers de Coutances, Falaise ou Bayeux. Gens du peuple, il était à prévoir qu'ils se conduiraient comme des gens du peuple élevés trop brusquement : par là s'expliquent les abus commis au début. En revanche lorsqu'ils viendraient à connaître la langue, un rapprochement était inévitable vis-à-vis de sujets qui étaient en fait plus que leurs égaux pour l'éducation et la race.

III. — RÉSULTAT DES CAUSES INDIQUÉES :

CHAMBRE DES LORDS.

Transformation du Grand Conseil en Parlement.

— Quand le droit d'avis qu'accordèrent les rois normands à leur grand conseil eût été transformé, de précédents en précédents en droit de décision, il y eut partage d'autorité entre ce Grand Conseil et la couronne. La consécration de cette transformation, que l'on estima un retour aux anciennes libertés du Witan et de l'époque du Confesseur, fut peut-être le

fait le plus saillant de l'octroi de la Grande Charte, bien qu'aucune clause ne l'ait indiquée expressément.

Scission en deux Chambres. — Le nom de Parlement lui-même n'existait pas encore. Il fut du reste emprunté aux Français et employé seulement à l'époque du « Great Earl », Simon de Montfort, par sa mère Earl of Leicester et le fils du héros français de ce nom qui commandait à la croisade contre les Albigeois. Il était passé au service des Anglais insulaires, après avoir été pour leur compte gouverneur de Guyenne. Placé par les barons à la tête de la guerre qu'ils déclarèrent contre leur roi, qu'il tint même un moment prisonnier, il convoqua au nom d'Henri III un parlement où il appela non seulement les chevaliers du shire, suivant le précédent de 1254, mais aussi des bourgeois élus par certaines communes dites « boroughs ». Mais ni les chevaliers ni les bourgeois ne votaient avec les barons. Dans la suite les moins importants des barons, les *barones minores* furent assimilés dans les votes aux chevaliers, puis perdirent leur titre et ne furent même plus convoqués séparément, et peu à peu l'idée s'établit que la noblesse était inséparable de la pairie.

IV. — CAUSE DE LA LIMITATION A L'ACCROISSEMENT DE LA NOBLESSE TITRÉE : DROIT D'AÎNESSE.

Grâce à cette idée de la noblesse-pairie, les Anglais n'ont eu qu'une noblesse très restreinte et contente du privilège de législateurs héréditaires. La théorie

du droit d'aînesse vint aussi à leur secours. Aurait-il été possible que tous les fils de pairs devinssent pairs à leur tour ? A la rigueur on aurait conçu une représentation à deux degrés, par exemple tous les descendants de pairs choisissant des pairs représentatifs comme font maintenant les anciens pairs des royaumes d'Ecosse et d'Irlande. Et de cette façon les nobles auraient encore été très nombreux. Mais avec le droit d'aînesse pareille transformation devint impossible. La pairie fut rangée par les juristes parmi les « *incorporeal hereditaments* », c'est-à-dire dans la catégorie des biens qui en l'absence de testament passent à l'aîné ; il fut même décidé qu'elle serait inaliénable, en sorte que le père ne pourrait modifier la dévolution successorale. De cette façon le titre devint fixé sur une tête unique, l'aîné lui-même n'étant considéré comme noble qu'à la mort de son père. Au cours des âges, le nombre des pairs tendrait à diminuer sans les nouvelles créations.

Il est digne de remarque que le droit d'aînesse ait servi une fois à protéger l'égalité des citoyens, alors que les législateurs de notre révolution le battirent en brèche comme l'un des vieux remparts de l'esprit féodal. Pourtant sous l'ancienne France, ses bienfaits auraient été grands, si on s'en était servi pour exclure tous les cadets de la noblesse.

§ II. — Développement de la gentry.

I. — PRESTIGE DE LA CHEVALERIE.

1° *La chevalerie obligatoire.*

Origine germanique. — « Ils (les Germains) ne traitent qu'en armes de toutes les affaires publiques ou privées. Mais personne n'a le droit de s'en revêtir, s'il n'a rempli les conditions exigées par la Cité. Alors devant le Grand Conseil, soit l'un des chefs (*principum*), soit le père ou un proche remettent au jeune homme le bouclier et la framée ; c'est là leur toge virile, le premier honneur de la jeunesse. Avant cela, ils ne semblaient que les enfants de la maison : désormais, de la république. » (*De moribus Germanorum*, c. 13.)

Il est d'usage de rattacher à ce texte de Tacite l'institution de la chevalerie. Peut-être faut-il voir dans cette cérémonie une initiation, la détermination du moment où l'aspirant militaire cesse d'être considéré par ses frères d'armes comme un nouveau, un corvéable et un peu un intrus, et acquiert le respect dû aux guerriers. Quoi qu'il en soit de cette origine, le rite paraît s'être conservé dans plusieurs tribus germaniques, en particulier chez les Francs et les Saxons. On semble avoir attribué à cette cérémonie une importance telle, que bientôt on la réserva aux cavaliers : d'où le nom de chevalerie. Un passage d'In-

golfus ferait conjecturer que, sur le continent, l'investiture n'avait encore subi aucune mainmise de la part de l'Église, à l'époque de la conquête. Il rapporte que les Anglo-Saxons faisaient précéder leur investiture par une confession de leurs péchés et recevaient l'ordre des mains d'un prêtre, non d'un chevalier, mais que les Normands se moquaient de ces mœurs efféminées.

Rôle militaire. — L'éducation du combattant à cheval et la consécration rituelle qui l'attestaient commencèrent par être une obligation. Il s'agissait de recruter des cavaliers. Les fiefs de haubert étaient subinféodés à charge de satisfaire à ces conditions. En général, on estimait qu'une terre qui, affermée par franc-socage, aurait rendu 20 livres annuelles équivalait au service d'un chevalier : cette mesure fut appelée (opinion de Stubbs) fief de chevalier ou *knight's fee*.

L'Idéal chevaleresque. — L'Église intervint pour réglementer l'institution, sans doute sur la prière des chevaliers, désireux en ce temps de superstition d'obtenir la bénédiction de leurs armes, puis d'elle-même, lorsqu'elle sentit le besoin d'une armée pour ses croisades. Dans la société des guerriers de toute nation ainsi réunis autour d'une même cause, s'élabora naturellement une espèce de statut moral ou Code d'honneur, resté célèbre par les amplifications des chansons de geste.

Cet idéal ne fut pas engendré par l'Église. — On a soutenu que cet idéal aurait été inspiré par

l'Église : c'est la thèse énoncée par M. Léon Gautier dans son ouvrage sur la Chevalerie. L'Église fut capable au ^x^e siècle d'inspirer cette œuvre de défense que furent les croisades. Les vertus de chevalerie : courtoisie envers les dames, valeur, loyauté et magnificence purent être recommandées par le prêtre dans la cérémonie d'investiture. Mais on ne communique en somme que ce qu'on possède. Or ces vertus semblent-elles avoir été pratiquées par le clergé avec une préférence particulière? Même, sans parler, comme il va de soi, de la première, n'allait-on pas jusqu'à accuser plutôt les moines d'avarice et de couardise? Ni le courage (en dehors du martyre) ni une stricte loyauté ne sauraient être exigées scrupuleusement de personnes que leur profession condamne à rester un peu timorées, comme le sont d'ordinaire les ecclésiastiques.

La force de ces arguments subsiste si on prétend étayer la thèse grâce au rôle joué par la poésie. L'Église, pourrait-on soutenir, n'a jamais imposé directement cet idéal aux chevaliers, sans cesse guerroyant et qui échappaient à ses prises, mais elle peut l'avoir inspiré aux ménestrels, plus abordables, et qui avaient, eux, l'accès facile auprès des guerriers. Nous répondrons que d'abord la doctrine de l'Église est demeurée une à toutes les époques ; si on a pu en déduire l'idéal chevaleresque au ^{xii}^e siècle, on aurait dû pouvoir le faire plus tôt. En outre qu'il nous soit permis d'appliquer ici la méthode des variations concomitantes : la France passe, sans trop d'objection, pour

avoir été la plus soumise des nations chrétiennes ; qui osera soutenir pourtant que les Anglais furent moins chevaleresques que nous ?

Hypothèse d'une influence orientale. — Nous ne nions nullement l'influence des chanteurs. A la vérité les seigneurs à qui ils inculquaient ces notions auraient été fâchés s'ils avaient pensé en être redevables à ces troubadours. Mais ils étaient incapables de discerner la part de la légende dans les Gestes qu'ils entendaient. Ils les admettaient en bloc, et méditaient de les surpasser. De là cette part d'extravagance inhérente à la Chevalerie et qui devait être si antipathique à l'Église, puissance politique, officielle et raisonnable. S'il est possible d'attribuer jamais une origine aux inventions des poètes, nous nous rallierions assez volontiers à l'idée suggérée par Hallam d'une influence orientale. Ajoutons que ces peuples sont restés chevaleresques, alors que nous ne le sommes plus, peut-être pour avoir perdu le contact avec eux. Le rôle de la femme dans la chevalerie semble jeter un défi à cette argumentation ; mais il faut faire la part de la différence des rapports sociaux et de la monogamie.

2° *La chevalerie devenue un honneur.*

La chevalerie tend à former une caste. — A force d'exaltation, cet idéal fit considérer l'investiture des armes comme une véritable ordination, et le prestige des chevaliers ayant grandi, ils tendirent à for-

mer une caste. D'abord l'entrée en chevalerie avait été ouverte et même imposée parfois. Il est probable que beaucoup des tenanciers qui s'y étaient soustraits en préférant payer l'amende se virent ensuite exclus d'un honneur dont ils avaient acheté l'exemption.

Catégories qui y eurent accès. — Ce ne fut jamais un droit d'ailleurs, sinon pour les aînés des familles titrées et pour ces anciennes familles de *barones minores* qui finirent par être exclues de la pairie.

Mais les cadets de grande famille aspiraient à conquérir leurs éperons sur le champ de bataille, honneur qui les plaçait d'emblée sur un pied d'égalité avec leurs aînés, lorsqu'ayant reçu l'accolade, à la suite de quelque prouesse, sous la bannière déployée, ils passaient au rang de *chevaliers bannerets*, opposés aux bas chevaliers appelés en Angleterre *bacheliars*. Ces cadets de pairs étaient par l'éducation les pareils de leurs aînés ; ils durent être imbus des mêmes préjugés et ne contribuèrent pas peu à fermer aux roturiers l'entrée de la chevalerie.

Mais tout fils de chevalier put devenir chevalier. Ainsi à côté des fils des magnats du royaume se retrouvaient les descendants des anciens tenanciers de fiefs de haubert, pourvu que leurs pères ne se fussent pas dérobés à leurs obligations.

Enfin par la suite, l'investiture chevaleresque ayant été assimilée à un sacrement, on osa rarement exclure les roturiers qui s'y étaient introduits par ruse. Le chevalier imprudent qui les avait armés était seulement passible d'amende. Et les fils de ces intrus firent

eux-mêmes des chevaliers. Mais les rois anglais, pour parer au danger, se réservèrent d'assez bonne heure le pouvoir de conférer l'ordre, même aux gentilshommes.

II. — PRESTIGE DES TOURNOIS

L'esprit militaire produisit les tournois. Seuls les chevaliers y furent admis. Ces combats simulés aidèrent encore à accroître le prestige de la Gentry. Ils étaient des combats dont tout le monde (les dames s'en absteaient rarement) pouvait être témoin : avantage inappréciable. Pour concevoir une faible idée de l'enthousiasme qu'ils provoquèrent, il faut penser aux corridas d'Espagne, il faut penser aussi au sérieux, sérieux qui ne laisse pas que de faire sourire, avec lequel les Anglais de nos jours causent du sport et de leurs équipes bariolées. La notion de noblesse dont l'idéal moral fut déterminé par les récits des poètes est elle-même une poésie, mais ce fut à l'origine une poésie du jeu et du sport, comme celle qui enflamma dans l'antiquité les Odes de Pindare. L'Église dut renoncer à discréditer ces dangereux plaisirs. On n'oubliait plus en effet, pour les avoir contemplés une seule fois, ces cortèges de guerriers en armures de parade (différentes de celles qu'on portait à la guerre) environnés d'un cercle de seigneurs et de dames en étoffes multicolores, avec les écussons des plus nobles d'entre les assistants sus-

pendus sur les tapisseries des lices, à la hampe des étendards,

III. — PRESTIGE DES ARMOIRIES.

L'écusson symbolique. — Les héraldistes attribuent justement à ces représentations l'origine du culte des armoiries. L'idée d'orner les boucliers est vieille comme le monde ; mais ce fut l'emploi des armures closes et cachant le visage qui suggéra aux chefs, alors que la connaissance des lettres était rare, de se faire reconnaître à l'aide de figures symboliques peintes sur leurs boucliers. Comme la féodalité militaire fut la patrimonialité des grades, le fils héritant du rang de son père dans les armées, ce fils recourut aux mêmes marques distinctives, et l'on eut de cette façon la première notion du blason. Les armoiries primitives ne furent que des signes, et c'est parce qu'elles devaient être reconnaissables au premier coup d'œil qu'elles sont si simples.

L'écusson ornemental. — Au ^{xiv}^e siècle, l'âge d'or des tournois, le blason se compliqua. Dans les tournois, le nom des seigneurs qui devaient combattre était connu d'avance. Le bouclier peint fut un motif de plus d'ornementation. Cette influence des tournois sur l'art héraldique est si certaine, que, si les diverses pièces qui lui servirent sont d'ordinaire empruntées aux armes, il est à noter que ce n'est pas aux armes qui étaient en usage à la guerre,

mais à celles que les chevaliers adoptaient pour ces exercices. C'est ainsi que l'usage des cimiers ou *crests*, qui est universel dans les armoiries anglaises, n'était pas pratiqué dans les combats en campagne, mais très en faveur dans les tournois. Les armoiries, conséquence lointaine de la chevalerie servirent plus tard à l'attester. Il y eut une sorte de prescription acquisitive, qui autorisa l'usage des armoiries, pourvu que l'on prouvât seulement qu'elles avaient été portées dans une famille antérieurement à la bataille d'Azincourt, soit avant 1415.

Nous avons énuméré les divers éléments qui firent de la Gentry une aristocratie en sous-ordre, environnée du triple prestige de l'idéal chevaleresque, du souvenir des tournois et du symbole voyant des armoiries. Cette classe n'eut plus de privilèges à proprement dire, dès que la chevalerie fut tombée en désuétude. Son ascendant dépendit d'un choix raisonné, mais jamais de la loi. Il était dans l'ordre en effet que les rois anglais songent à utiliser l'influence de ces chefs naturels du peuple en les créant les agents du pouvoir central. Tout gouvernement bien assis s'oriente de lui-même vers cette politique qui assure une économie des forces sociales. Aujourd'hui encore, on trouve la Gentry à la tête de tous les grands postes.

CHAPITRE IV

Les pairs, nobiles majores ou noblemen.

Modes d'acquisition de la pairie.

SOMMAIRE

§ I. — Baronnies par tenure.

- I. Au point de vue historique : il fallait posséder treize fiefs de chevalier pour être baron par tenure à l'origine — il fallait les posséder par grande sergenty pour le rester dans la suite, — il fallait jusqu'en 1272 être baron par tenure pour être baron. — II. En droit moderne : 1° Cas de baronnies par tenure actuellement reconnues, — 2° Cas de baronnies par tenure non reconnues : exemple de la baronnie de Berkeley. — 3° Peu de chances de succès des revendications à venir de baronnies par tenure.

§ II. — Baronnies par writ.

- I. Formes du writ. — II. Origine de son emploi comme mode de création. — III. Importance actuelle des writs anciens ou nouveaux : 1° Revendications fréquentes de baronnies par writ. — 2° Raisons de cette fréquence. — 3° Preuves à fournir dans ces revendications : que la citation avait été envoyée et qu'elle avait été obéie.

§ III. — Baronnies par brevet.

- I. Formes facultatives : chartes ou lettres patentes, — volonté du roi seul ou assentiment du parlement. — II. Clauses de transmission ; sanction du défaut de ces clauses, — clauses de limitation, — clauses de remainder. — III. Investiture.

§ IV. — Élévation aux autres degrés de la pairie.

- I. Créations de comtes sous forme verbale et rituelle. — II. Ces créations de comtes étaient-elles des nominations de fonctionnaires ? — Duchés, marquisats et vicomtés.

Nous laisserons de côté présentement la basse noblesse pour ne nous occuper que de la pairie, et pour passer du simple au composé, parlons d'abord des

baronnies ; elles ont pu au cours des âges s'acquérir de trois manières : par tenure, par writ ou par brevet.

§ I. — Baronnies par tenure.

I. — AU POINT DE VUE HISTORIQUE.

Il fallait posséder treize fiefs de chevalier pour être baron par tenure à l'origine. — A l'époque de la conquête, au-dessous du souverain, roi d'Angleterre et duc de Normandie, on ne connaissait d'autres nobles titrés que les barons, avec les earls. En effet le premier duc, le fameux Prince Noir, ne fut créé duc de Cornwall qu'en 1337 ; le premier marquis, Robert de Vere, comte d'Oxford, ne fut créé marquis de Dublin qu'en 1383, sous Richard III ; le premier vicomte, Jean de Beaumont, ne fut créé vicomte Beaumont qu'en 1440, sous Henri VI. — Les premiers barons, comme nous l'avons indiqué précédemment, tiraient leur rang de la condition de leurs fiefs, fiefs de haubert, qu'ils tenaient directement du roi. Il fallait que ces terres fussent toutefois d'une certaine importance, qu'on évaluait à treize fiefs de chevalier, pour rendre leurs possesseurs à même de siéger dans le grand Conseil de la Nation avec le rang de barons.

Il fallait posséder la tenure par grande serjeanty pour rester baron par tenure dans la suite. — Il y avait une catégorie de privilégiés parmi ces barons *lato sensu*, auxquels le service dont ils étaient redevables permettait un accès constant auprès du

souverain : les lords dont la tenure était dite de grande sergeanty, à qui incombait le soin de porter le glaive du roi ou son heaume, etc., honneurs qui étaient évidemment une récompense, une noblesse de choix s'élaborant déjà, comme on voit, au sein de la noblesse territoriale. Le commun des barons fut appelé *minores barones* ; on les confondit dans les convocations avec les chevaliers du shire, sans les astreindre cependant à l'élection, régime qui lui-même ne dura qu'un temps, jusqu'à ce qu'ils perdissent toute marque distinctive et jusqu'à leur nom de barons. Ni eux, ni personne n'était du reste particulièrement ambitieux de siéger au Parlement. Rappelons que ce fut là à l'origine un devoir, bien plus qu'un droit, une obligation en rapport étroit avec le service militaire, puisque appelés à administrer la justice dans la *curia regis*, ils étaient exposés au risque d'avoir à défendre la sentence, les armes à la main.

Il fallait jusqu'en 1272 être baron par tenure pour être baron. — Les anciens *barones majores* devinrent ainsi les « barons » sans plus, aristocratie à qui la terre n'était plus que la condition nécessaire pour conserver leur rang, dont on vit la source dans le writ de convocation, qui leur était adressé au début de chaque session. A côté, se fondait peu à peu une aristocratie complètement indépendante de la propriété foncière : la noblesse dérivée uniquement des prérogatives de la couronne, fontaine des honneurs. La date de cette transformation peut se placer aux

environs de l'avènement de Édouard I^{er}, soit vers 1272. Dès lors s'imposa la distinction des baronnies par nomination (writ ou brevet) et des baronnies par tenure.

II. — EN DROIT MODERNE.

1° Cas de baronnies par tenure actuellement reconnues.

De nos jours les anciennes baronnies par tenure n'ont plus guère qu'un intérêt historique ; mais c'est seulement en 1861 qu'a été tranchée à peu près définitivement, semble-t-il, la vieille controverse relative à leur existence en droit actuel, réserve faite de deux cas : les dignités attachées à la possession du manoir d'Arundel (ainsi qu'il fut décidé en 1433), et à la possession du manoir de Kingston Lisle. Pour ce dernier, c'est le brevet même qui assez bizarrement fait de sa possession la condition d'existence de la pairie.

2° Cas de baronnies par tenure non reconnues : exemple de la baronnie de Berkeley.

En 1604, à propos de la baronnie d'Abergaverny, la question avait été éludée grâce à l'anoblissement des deux adversaires en présence. En 1861 les lords au contraire tranchèrent le cas resté célèbre de la pétition de Sir Maurice Berkeley. Sa prétention s'ap-

puyait sur deux faits dont le premier au moins semblait assez en sa faveur.

A. — Sous le règne d'Edouard III, Thomas lord Berkeley, ayant opéré ce qu'on appelle un *settlement*, sorte de legs avec adoption du régime des substitutions *ad infinitum*, prescrivit de la sorte qu'à sa mort son château et ses terres passeraient à son fils et aux héritiers de celui-ci (directs ou collatéraux) en taille mâle, c'est-à-dire mâles issus de mâles. Il n'était point question dans cet acte de la baronnie. Néanmoins lorsque ne survécurent plus que des descendants par les femmes, descendants qui auraient en principe été capables d'hériter de la baronnie, château, terres et baronnie devinrent l'héritage des collatéraux : résultat qui ne s'explique qu'en admettant que la baronnie de Berkeley ait été considérée baronnie par tenure. En réponse à cette argumentation, les lords se bornèrent à prétendre qu'il devait s'agir là d'une erreur dans l'envoi du writ de convocation.

B. — Le second fait s'était produit sous Henri VII. William lord Berkeley avait opéré, lui aussi, un *settlement* de ses terres : elles devaient passer à ses descendants en premier lieu — à défaut de ceux-ci à Henri VII et aux descendants de ce monarque — enfin à défaut des dits descendants, elles devaient retourner aux collatéraux de William Berkeley.

Confusion de la baronnie, corrélatrice de l'absorption de la tenure par la couronne. — Le lord mourut sans postérité. Les biens passèrent donc

entre les mains du roi, et, suivant le précédent du règne d'Édouard III, avec les biens, la baronnie qui fut éteinte ainsi par confusion dans la personne royale. Et, de fait, le frère du *de cujus* ne fut jamais convoqué au Parlement. Son fils, en revanche, le neveu de William, le fut, mais prit rang suivant la date de son writ, comme si une nouvelle baronnie avait été créée en sa faveur, l'ancienne sommeillant toujours dans le domaine de la couronne.

Complication provenant d'une irrégularité. — L'argument semble seconder jusqu'ici les prétentions du demandeur de 1861. Mais le cas se complique parce que l'héritier du nouveau baron occupa le rang des anciens barons de Berkeley. Comment expliquer ce fait inattendu ?

Explication par la commission d'une erreur tant que vivait le roi Edouard VI. — Berkeley aurait eu droit à ce rang ancien, à la mort d'Édouard VI sans descendants, en admettant que la baronnie fût liée à la tenure, puisqu'alors, d'après le settlement de William, la tenure devait retourner aux collatéraux, et avec la tenure, la baronnie. Mais c'est avant ce décès que l'ancienne baronnie a l'air d'avoir été rendue aux Berkeley. Les partisans de la baronnie par tenure invoquent à leur tour la possibilité d'une erreur, erreur consistant à avoir anticipé l'effet du retour imminent de la baronnie.

Explication par la commission d'une erreur avant et après la mort du roi Edouard VI. — Mais les lords soutiennent que l'erreur continua même

après la mort d'Edouard VI, que les Berkeley n'avaient aucun droit à cette préséance de faveur, parce que la baronnie s'était trouvée éteinte en passant à la couronne, et que la réversion des terres était impuissante à la faire reparaître. Ainsi pour les Lords, le writ de convocation n'avait pu que créer une nouvelle baronnie.

*3° Peu de chances de succès des revendications
à venir de baronnies par tenure.*

Sir Maurice Berkeley fut débouté. Toute tentative analogue semble découragée d'avance, parce que l'idée même de baronnie par tenure, si historiquement exacte, contredit catégoriquement la notion d'une aristocratie héréditaire. Antérieurement à la Grande Charte, les barons étaient les grands propriétaires du royaume. Leurs terres étaient aliénables et par suite aliénables aussi les baronnies qui y étaient attachées. C'est cette idée de baronnie par tenure dont la survivance permit encore assez récemment de convoquer au Parlement le mari d'une pairresse en son propre droit (*peeress in her own right*), parce qu'il était maître de la tenure, et assez récemment aussi les résignations de pairies entre les mains du roi. Mais le principe de toute noblesse aboutit à l'inaliénabilité : on ne peut même plus par testament modifier l'ordre successoral d'une pairie, deshériter l'aîné par exemple au profit du plus jeune. A plus forte

raison ne peut-on la vendre ni la donner en gage, à plus forte raison encore est-il impossible de la saisir, ni de la prescrire acquisitivement. Ce serait violer les prérogatives de la couronne, dit lord Campbell que de reconnaître un droit « par lequel un pair, de sa propre autorité et de son propre caprice, pourrait déshériter ses fils, transmettre la pairie à un étranger, conférer à cet étranger le privilège de réclamer du souverain convocation à un siège dans le grand Conseil du royaume et forcer malgré lui son roi à recevoir l'hommage d'un pair ainsi créé. »

D'ailleurs le droit exclusif de la Chambre des lords sur les titres qui fondent la pairie s'oppose aux empiètements des juridictions de droit commun, et à ce que cette dignité tombe à la merci d'un jugement sur la tenure d'une terre.

§ II. — Baronnies par writ.

I. — FORMES DU WRIT.

D'une façon générale, un writ est une ordonnance émanant d'un magistrat et enjoignant une prescription à une personne soumise à l'autorité de ce magistrat. Les *writs of summons* sont des citations à comparaître, soit en justice, soit au Parlement. Ce sont ces derniers seuls qui nous occuperont. Au début de chaque session parlementaire, un nouveau writ est adressé personnellement à chaque pair. Ces documents, qui étaient autrefois rédigés en latin contiennent la formule :

« Nous vous commandons, en vous enjoignant strictement sur la foi et l'allégeance par lesquelles vous êtes liés envers nous... »

Au lieu que les writs envoyés aux lords spirituels portent :

« Nous vous commandons, en vous enjoignant strictement sur la foi et l'amour par lesquels vous êtes liés envers nous... »

II. — ORIGINE DE L'EMPLOI DU WRIT COMME MODE DE CRÉATION.

Les premières baronnies étaient, avons-nous dit, baronnies par tenure, en conséquence aliénables et saisissables. Mais c'est une notion dont on essaya bien vite de se débarrasser. Il est probable que les pairs à qui il arriva de céder leurs domaines se virent d'assez mauvaise grâce dépouillés de leurs dignités, ce qui les amena à prétendre que le titre de leurs baronnies résidait, non dans leur tenure, mais dans les convocations qui leur étaient adressés par la couronne. Les premières convocations semblent avoir été lancées de façon assez irrégulière. Un sujet pouvait être appelé au Parlement pour une fois, sans que le souverain eût l'intention d'attacher à son nom un honneur permanent. Une tendance se manifesta de plus en plus à prêter à un seul writ, même émis par erreur un effet durable. Lorsque Édouard I^{er} désira anoblir Robert de Clifford, par exemple, il se contenta de le citer parmi les Lords. Ce mode dispen-

sait le roi de se déposséder en faveur de l'anobli de ses propres terres.

III. — IMPORTANCE ACTUELLE DES WRITS ANCIENS OU NOUVEAUX.

1° Revendications fréquentes de baronnies pour writ.

A l'heure actuelle, ce mode de création est tombé en désuétude. La couronne recourt toujours à l'emploi des brevets, sauf au cas de citation du fils aîné d'un lord avant la mort de son père, comme le fait se produisit encore, en 1860, en faveur du comte Percy, fils aîné du duc de Northumberland. Il n'y a pas là en effet création d'une nouvelle pairie, mais « accélération » de l'effet que l'ancienne doit un jour produire. Même de nos jours il suffit cependant d'établir qu'à une époque quelconque un de vos ancêtres fut convoqué au Parlement par writ of summons, pour vous conférer le privilège de voter dans la Chambre haute. Ainsi en 1877 fut reconnu le droit de lord Mowbray, à cause d'un writ parvenu à sa famille sous le règne d'Édouard I^{er}. Il serait même possible de revendiquer une pairie dérivée d'un writ qui remonterait à une époque où ce mode de création n'était pas encore admis, parce que la reconnaissance par la chambre des lords de ce mode de création est une interprétation de la « common law », et que semblables interprétations sont douées d'effet rétroactif.

2° Raisons de cette fréquence.

C'est au cas de création par writ que les revendications sont susceptibles de se présenter le plus souvent en raison du phénomène de l'abeyance, dont nous devons dès maintenant indiquer le caractère. L'inconvénient du writ est qu'il confère, à cause de sa forme expéditive, une baronnie transmissible successivement à tous les descendants du pair ainsi créé, sans restriction aux mâles et aux issus de mâles, comme c'est l'habitude dans les créations par brevet. Par suite la baronnie passera aux femmes : la fille unique d'un lord n'ira pas à vrai dire voter au Parlement, mais elle aura droit au jugement par les pairs. Mais s'il y a plusieurs filles, elles seront cohéritières des biens, mais la pairie ne sera accordée à personne, les dignités étant de leur nature impartageables. Elle tombera en abeyance, jusqu'à extinction complète des branches cadettes. Avant cette extinction, des siècles parfois auront le temps de s'écouler. C'est ainsi qu'il se trouve que les Mowbray aient dû attendre jusqu'en 1877 pour revendiquer une baronnie attribuée à leurs ancêtres au XIII^e siècle. Il faudrait pour parer à ce résultat qu'une clause restrictive soit introduite dans le writ ; on ne cite qu'une dignité dont le premier writ ait déterminé les règles de descendance : la baronnie de Bromflete.

3^e Preuve à fournir dans ces revendications.

Preuve que la citation avait été envoyée. — Celui qui se prétend baron en vertu d'un writ of summons doit démontrer :

a) Que le writ avait bien été envoyé à l'ancêtre dont il se prétend l'héritier direct.

b) Que ce writ avait bien été suivi de l'occupation du siège qu'on lui enjoignait d'aller prendre.

Certains auteurs ont soutenu que deux writs seraient requis et aussi que le pair devait avoir siégé au moins deux fois. Mais cette idée est nettement contredite par plusieurs précédents, notamment le cas de lord Hastings en 1840. Il semble que l'existence du writ pourrait être déduite d'un concours de circonstances. Dans l'affaire Hastings, on savait que le premier anobli avait été convoqué ; mais on ne possédait pas de preuves qu'il eût siégé, alors que son fils avait certainement siégé, mais toute trace de writ faisait défaut, en ce qui le concernait. La demande de lord Hastings fut accueillie en vertu de la maxime : « Omnia presumuntur legitime facta, donec probetur in contrarium. »

Preuve que la citation avait été obéie. — En ce qui concerne le second élément de la preuve, cette maxime n'est plus de mise, parce que l'envoi du premier writ ou même du second demeure parfaitement régulière, alors même que ni l'un ni l'autre n'auraient été suivis d'effet. On s'en rapportera donc au *Journal*

de la *Chambre des lords*, dont la rédaction date du règne d'Henri VIII. Pour une époque antérieure, ce sera un grand hasard si l'on rencontre un document qui atteste la session en Parlement, Sir Harris Nicolas dans son *Historic Peerage* juge qu'il serait équitable, en présence d'un writ plusieurs fois répété, de présumer que l'un d'entre eux au moins ait reçu exécution, parce qu'à l'origine le writ semble avoir été un ordre impérieux et qu'il n'était pas possible d'enfreindre impunément. Néanmoins les Lords se montrent fort sévères pour l'administration de cette preuve, et dans le cas de la baronnie De Lisle, la pétition du demandeur fut repoussée, bien qu'il y eût en l'espèce jusqu'à quatorze writs of summons.

§ III. — Baronnies par brevet.

I. — FORMES FACULTATIVES.

Chartes ou lettres patentes. — Les baronnies par brevet eurent l'avantage de permettre de limiter aux héritiers mâles la dévolution de la pairie. On ne recourut pas à ce procédé avant 1387, en ce qui concerne les baronnies, mais il avait été employé précédemment à l'égard des autres degrés de la pairie : duchés, marquisats, comtés. Ces brevets sont des diplômes royaux qui peuvent revêtir la forme de chartes ou de lettres patentes. La différence entre les deux variétés d'actes a été discutée. Il semble qu'elle réside dans l'emploi de témoins pour les

chartes, alors que dans les lettres patentes, c'est le roi lui-même qui se prend à témoin de l'acte qu'il délivre : « teste me ipso ». Mais les Chartes, qui furent la forme primitivement adoptée, se rencontrent plus rarement dans la création des baronnies, que dans celle des autres dignités.

Volonté du roi seul ou assentiment du Parlement. — Il est souvent fait mention de baronnies créées par acte de Parlement. L'assentiment du Parlement n'ajoute alors rien à la validité du brevet, pour lequel la volonté royale aurait suffi : l'intérêt est que dans ce cas le brevet pourrait contenir des clauses de limitation déroatoires à la « common law » et que l'anobli prendrait immédiatement place parmi les Lords, sans aucune cérémonie d'intronisation ou d'investiture.

II. — CLAUSES DE TRANSMISSION.

Sanction du défaut de ces clauses. — Ce sont les clauses de transmission qui servent à prévenir les incidents d'abeyances. Les brevets doivent toujours en contenir ; en effet ils ne sont pleinement valables qu'à la condition que les règles de dévolution de la dignité à créer y soient expressément déterminées. Autrement ils ne confèreraient qu'une pairie à vie, titre qui, suivant la décision de 1856 relative à l'affaire Wensleydale, hormis le cas des lords *of appeal in ordinary*, ne confère point le droit de siéger en Parlement.

Clauses de limitation. — On ne trouve plus de brevets réglant la transmission dans la forme :

a) A ce pair et à ses héritiers en général qui était en usage aux époques primitives, où une pairie étant aliénable, il n'y avait rien d'exorbitant à ce qu'on la fit passer aux collatéraux du premier acquéreur. Actuellement toutes les baronnies, aussi bien d'ailleurs celles qui dérivent de brevets que les baronnies par writ, sont entaillées, c'est-à-dire qu'elles ne passent pas indistinctement à tous les héritiers *ab intestat*. Dans les créations par writ, on sous-entend en effet la limitation :

b) A ce pair et aux héritiers de son corps, c'est-à-dire aux descendants des deux sexes indistinctement.

Puisque cette limitation est sous-entendue dans les créations par writ, il serait superflu d'adopter la forme par brevet, si ce dernier mode de transmission était celui qu'on avait en vue. D'ordinaire la limitation restreint la baronnie :

c) A ce pair et aux héritiers mâles de son corps.

Il a été décidé que les limitations suivantes étaient contraires à la « common law » :

d) A ce pair, durant sa vie (1856, cas Wensleydale).

e) A ce pair, durant tant d'années.

f) A ce pair et à ses héritiers, tant qu'ils posséderont tel bien, ce qui serait une variété de baronnie par tenure, telle qu'il n'est plus possible à la couronne d'en établir.

g) A ce pair et à ses héritiers mâles à jamais

(1869, Cas Wiltes), limitation qui aurait été probablement admise autrefois par analogie avec la limitation *a*).

Clauses de remainder. — Les clauses de *remainder* sont également admises comme règles de transmission, c'est-à-dire qu'il peut être prescrit que tel individu deviendra baron, sa vie durant, puis que la baronnie passera ensuite, non à ses héritiers, mais à un second individu et aux héritiers de celui-ci, le second acquéreur étant appelé le *remainder*. Une théorie suggérée pour la première fois par lord Shaftesbury en 1678 prétendait qu'il y aurait alors deux pairies au lieu d'une seule. Mais la décision de 1856 relative aux pairies à vie oblige à rejeter cette conception, puisque autrement la première dignité serait une pairie à vie et devrait exclure son possesseur du droit de siéger en Parlement.

III. — INVESTITURE.

Il y avait autrefois une cérémonie d'investiture à subir par le baron nommé par brevet. Encadré de deux pairs du même rang, un troisième portant devant eux la robe d'État et sans doute la cap de dignité (jusqu'au XVIII^e siècle, les barons anglais n'avaient pas de tortil), Garter ou Jarretière enfin, roi d'armes, précédant la procession, faisait son entrée solennelle dans le Parlement. Garter donnait lecture du brevet et au mot de *convocavimus*, le roi

prenait la robe et en revêtait l'arrivant. Ces rites ne sont plus en usage. Il en est toutefois encore fait mention dans les lettres patentes, afin d'en accorder dispense. Actuellement quand a lieu un anoblissement, institution d'une baronnie ou d'une dignité plus haute, indifféremment, il n'y a qu'à remplir les formalités d'intronisation. Le pair se présente accompagné de deux parrains : ses lettres patentes et le writ qui les a suivies sont montrés au chancelier qui les lit. Puis on fait enregistrer les deux documents dans le *Journal de la Chambre des lords*.

§ IV. — Élévation aux autres degrés de la pairie

I. — CRÉATIONS DE COMTES SOUS FORME VERBALE ET RITUELLE.

La remise du baudrier et de l'épée (*girding of the sword*) était anciennement la formalité suffisante pour créer un comte, car au temps des baronnies par tenure, on ignorait encore l'usage des brevets, même pour les comtes. Par la suite, on se crut obligé de compliquer les formes : il y eut remise de couronnes, d'anneaux, de baguettes d'or. Accessoirement le roi faisait une déclaration orale de sa volonté d'accorder la dignité, déclaration qui fut parfois relatée dans un instrumentum. On s'habitua à considérer ce dernier comme le titre générateur de la comté, puis on créa la dignité à l'aide de ce moyen seul. Fréquemment aussi le nouveau comte recevait en don

la tierce part des frais de justice produits dans le shire par les procès. Mais ce ne fut jamais là une condition de validité. On rencontre des documents où il n'en est pas fait mention, et on en trouve où le don octroyé est non du tiers, mais du sixième.

II. — CES CRÉATIONS DE COMTES ÉTAIENT-ELLES DES NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES ?

Une fonction quelconque fut-elle d'abord attachée au titre de comte ? La question demeure fort obscure. Tous les comtes portaient le nom d'un shire, aux premiers siècles de la conquête. D'autre part à l'époque saxonne, les *earls* furent certainement des fonctionnaires royaux. Il est à croire que le conquérant ait essayé de transformer des favoris normands en *earls* anglais ; ils manquèrent fort probablement des qualités requises d'un administrateur même despotique, en sorte que de très bonne heure leur fonction devint honoraire. Les rois anglo-normands profitèrent de cette incompétence pour se débarrasser de représentants qui leur étaient imposés par la naissance, et insensiblement leur substituèrent des agents révocables et temporaires, les *sheriffs*. Maintenant le titre qui est donné à un comte n'est parfois que son nom de *commoner* précédé de la particule.

III. — DUCHÉS, MARQUISATS ET VICOMTÉS.

Les duchés, les marquisats et les vicomtés ne furent sûrement que des dignités honoraires en Angleterre, données par analogie aux titres continentaux de ce nom, dont les relations continentales, les tentatives de Jean-sans-Terre et de Henri III pour reprendre la Normandie, confisquée par Philippe-Auguste, contribuèrent à répandre et à préserver la notion. Les vicomtés, assez récentes (1440) ne furent jamais créées que par lettres patentes. Les marquisats et les duchés le furent d'abord par chartes. Des cérémonies d'investiture du même genre que celles que nous avons décrites étaient indispensables ; les brevets actuels en accordent aussi dispense en termes exprès.

CHAPITRE V

Les pairs, nobles majeores ou nobleman (*suite*).

Privilège de la pairie.

SOMMAIRE

§ I. — Des privilèges de la pairie, en général.

§ II. — De la Chambre des lords.

I. Pouvoir législatif : 1° Rôle auquel elle est réduite en droit : elle ne doit plus s'opposer indéfiniment aux projets des communes, — moyens dont on dispose pour la contraindre à les accepter. — 2° Causes du fait de la désertion de ses membres : aridité de la tâche, — découragement, — blessures d'amour-propre.

II. Pouvoir judiciaire : la Chambre des Lords érigée en Cour suprême : 1° Condition requise pour qu'elle remplisse ces attributions : les Lords of Appeal in ordinary. — 2° Système des juridictions en Angleterre ; au civil, — au criminel.

III. Pouvoir judiciaire : la Chambre des Lords comme Cour criminelle dans les cas d'*impeachment* : différence de l'*impeachment* et de l'*attainder*, — qui est susceptible d'être *impeached* et à raison de quelles infractions, — procédure après *indictment* des Communes.

§ III. — Du jugement par les pairs.

Qui est susceptible d'être jugé par les pairs. — A raison de quelles infractions. — Procédure suivie en cours de session et hors session.

§ I. — Des privilèges de la pairie, en général.

Les Privilèges principaux sont :

I. — Le droit de siéger dans la Chambre des Lords.

II. — Le droit d'être jugés par cette Chambre, par

leurs pairs, suivant le principe formulé par la Grande Charte.

Ce sont là des privilèges de nature parlementaire, et il est à noter que dès le moyen âge ils n'en possédaient pas de plus considérables.

Les Privilèges secondaires sont :

III. — Le droit de préséance dans les cérémonies publiques sur les simples commoners. Les principaux ministres, le lord-chancelier, le lord-trésorier passent cependant avant tous les pairs et immédiatement après la famille royale. Les évêques ont le pas sur les barons. Entre eux les pairs prennent rang d'abord suivant l'ordre auquel ils appartiennent : ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons, et dans chaque ordre suivant la date de leur création. La couronne a plusieurs fois essayé d'introduire des préséances de faveur, notamment sous Richard II et Charles I^{er}, mais ces prétentions ont été abandonnées comme enfreignant les privilèges de la pairie.

IV. — L'immunité d'arrestation, exception faite des cas de félonie, trahison, perturbation de la paix ou refus de donner caution pour la sûreté de la paix. Cette immunité serait invocable dans les cas où la contrainte par corps n'a pas été abolie.

V. — Anciennement il était pareillement impossible d'exercer aucune action civile contre les pairs, du moins pendant la session du Parlement, vingt jours avant et vingt jours après la session, et le privilège couvrait aussi leurs serviteurs. Par un statut de la

dixième année du règne de George III, ce privilège a été aboli.

VI. — Actuellement les pairs ont gardé le droit de faire enregistrer leurs protestations, avec les motifs à l'appui, sur le *Journal de la Chambre des Lords*, quand une motion a été passée contre leur gré.

VII. — Ils ne peuvent être cités comme témoins, si ce n'est de leur consentement.

VIII. — Ils sont dispensés de remplir les fonctions de jurés.

IX. — Jusqu'au XVIII^e siècle, quand ils avaient été assignés devant un tribunal comme défendeurs (soit dans l'intervalle des sessions du Parlement), ils avaient le droit de requérir un jury composé uniquement de chevaliers.

X. — Ils possèdent le droit d'accès personnel auprès du souverain, en vertu de leur titre de conseillers héréditaires de la couronne.

XI. — Ils auraient le droit qui appartient également aux lords spirituels, lorsqu'ils traversent les forêts royales, au retour et à l'aller des sessions de tuer un ou deux des daims du roi, soit, si un garde forestier est présent, sans autre forme de procès, soit, en son absence, en sonnant du cor, afin qu'il ne puisse croire que le gibier du roi a été frauduleusement soustrait. Naturellement ce privilège présentement n'est plus revendiqué.

XII. — Les peines particulièrement sévères, qui frappaient ceux qui auraient diffamé un pair, *scandalum magnatum*, ont été abolies en 1887.

§ II. — De la Chambre des Lords.

I. — POUVOIR LÉGISLATIF.

1^o Rôle auquel elle est réduite en droit.

Les Lords ne doivent plus s'opposer indéfiniment aux projets des Communes. — Les Lords possèdent un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire ; comme législateurs ils sont en principe placés sur le même pied que les Communes. Mais ce serait une erreur grossière que d'assimiler la Chambre haute anglaise à notre Sénat, ni même aux Chambres des Pairs de la Restauration et de la Monarchie de juillet. Actuellement les beaux jours de la Chambre des Lords semblent passés. Les auteurs de droit public ne lui reconnaissent plus qu'une sorte de veto suspensif qui doit tomber dès qu'il devient avéré qu'il se heurte à la volonté arrêtée de la nation. A cause du prestige ancien de la Chambre, on ne l'attaque pas de front, et l'on n'est pas complètement d'accord pour décider à l'aide de quel critérium on discernera si l'on est en présence de la volonté arrêtée de la nation. Cependant en général on estime que les Lords n'ont plus le droit de repousser un bill des Communes, lorsqu'après de nouvelles élections législatives faites sur la question en contest, les Communes représentent leur bill. Le suffrage du peuple serait en ce cas une espèce de referendum.

Moyens dont on dispose pour les contraindre à accepter ces projets. — Toutefois en 1831, lors de la discussion du bill de réforme, quand il fut proposé d'élargir les conditions de l'électorat et qu'après une dissolution de la Chambre des Communes, la Chambre haute eût encore rejeté le bill des Communes, personne ne contesta la validité du vote des Lords. Le seul moyen de contrainte repose entre les mains de la couronne, qui pourrait créer une fournée de pairs suffisante pour emporter l'assentiment de la Chambre des Lords. C'est un remède désespéré qui ne fut employé qu'une fois en 1712 par la reine Anne à l'occasion du traité d'Utrecht. En 1831, la seule menace proférée par Guillaume IV d'y recourir suffit pour amener les Lords à résipiscence.

*2° Causes du fait de la désertion des membres
de la Chambre haute.*

Aridité de la tâche. — Cet inconvénient est inhérent au système de l'hérédité. Une Chambre dont le titre provient de la naissance ne saurait s'adapter parfaitement aux désirs du pays qu'elle ne représente pas. C'est à regret que les Anglais verraient abolir les privilèges de leur aristocratie ; mais ils concèdent que la plupart des pairs plient sous la tâche. Il n'y en a jamais qu'un petit nombre, une dizaine au plus à assister aux séances : d'ailleurs le quorum est limité à trois. C'est en vain qu'on a essayé

d'attirer le reste en abolissant le régime des procurations. On dit qu'un travail considérable et soigné s'accomplit dans les comités. Ce serait là en effet le rôle véritable des pairs, s'ils ne se dérobaient à leurs obligations : préparer l'élaboration des statuts qui n'intéressent pas la politique. Pour cette œuvre-là, leur éducation autant que leurs traditions conservatrices les rendraient plus aptes que les politiciens par vocation. Mais il est facile de comprendre que des hommes du monde, des sportsmen et des millionnaires se rebutent en présence d'une besogne aussi terre à terre. Comme l'a dit Bagehot, il est certain que le travail est de toutes les occupations la plus captivante et la plus agréable, mais ce n'est pas l'effet que de loin il produit.

Découragement. — Le découragement envahit du reste même les travailleurs. Quand une résistance aux désirs des Communes serait souhaitable et patriotique, il leur arrive de lâcher les rênes. « Quand les lois des céréales ont passé et les bourgs pourris, pourquoi chicaner sur la clause neuf du bill pour le règlement des manufactures de coton ? » (Bagehot.) Les orateurs qui se sont formés aux Communes exècrent la Chambre des Lords quand plus tard ils viennent à y être transférés. Ce n'est plus en effet la même atmosphère de vie et de lutte pour l'existence. Lord Chatham l'appelait par dérision la tapisserie.

Blessures d'amour-propre. — Une autre raison contribue à éloigner de ses séances bon nombre de ses membres, à savoir l'élévation même de leur rang.

Dans le monde il y a sensiblement la même différence d'égards témoignés entre un duc et un comte qu'entre un comte et un commoner. Mais à la Chambre des Lords, le duc devient absolument l'égal du comte, ou du dernier baron créé, serait-il un avocat de la veille, un homme qui aurait tendu la main pour recevoir la guinée. Bien plus cet avocat aura sur le duc la supériorité de la parole, et le duc, pour une interruption inopportune, pourra encourir la plus mordante et la plus blessante des répliques. Est-il surprenant qu'il juge le contraste pénible ?

Bagehot proposait comme remède la création de pairs à vie. Une innovation pareille ne serait rien de moins qu'une révolution dans la constitution de la Chambre des Lords. Les Lords sont du reste décidés à opposer la résistance la plus opiniâtre à toute tentative de cette nature. En 1856, il fut décidé par eux que l'attribution du titre de baron à vie au jurisconsulte Sir James Park ne lui conférait point le droit de siéger parmi leurs rangs. La difficulté fut tournée parce que la couronne transmua le titre en baronnie héréditaire ; mais les pairs obvièrent de la sorte au danger de se voir un jour encombrés d'un afflux de supériorités gênantes.

II. — POUVOIR JUDICIAIRE : LA CHAMBRE DES LORDS ÉRIGÉE EN COUR SUPRÊME

*1° Condition requise pour qu'elle remplisse
ces attributions : les lords of appeal in ordinary.*

La Chambre des Lords est en même temps tribunal civil suprême pour l'ensemble du Royaume-Uni. Depuis 1876, pour que ce pouvoir puisse s'exercer, il faut que soient présents trois des lords of appeal in ordinary, qui sont des barons à vie et subventionnés. Les autres pairs s'abstiennent d'y venir, quand les lords entendent ainsi les appels des cours inférieures, mais leur droit d'y prendre part et d'y délibérer subsiste s'ils désirent en profiter.

2° Système des juridictions en Angleterre.

Au civil. — Le système des juridictions civiles en Angleterre a été comparé pour sa complexité à celui qui sévissait dans notre ancien droit. Cependant en laissant de côté les juridictions d'exception, on peut dire que les Anglais ne connaissent qu'un degré de plus de juridiction que les Français. En omettant le recours à la Chambre des Lords, encore plus exceptionnel que celui des Français à la Cour de cassation, on peut dire qu'ils en connaissent régulièrement trois.

A. — La *Cour de comté* correspond à peu près à notre tribunal d'arrondissement, sauf qu'en outre elle

tranche les affaires commerciales. Fait curieux en un pays renommé universellement pour le développement de son commerce, l'Angleterre ne possède rien qui ressemble à notre justice consulaire. On sait que le droit anglais admet la faillite des non-commerçants. Les jugements de faillite ont pour les pairs la conséquence de les empêcher de siéger au Parlement.

B. — Au-dessus de la Cour de comté viennent les *Cours Divisionnelles* qui, dans l'intérieur des huit circuits entre lesquels a été répartie l'Angleterre judiciaire, jugent les appels des cours de comté.

C. — Enfin, des arrêts de ces cours divisionnelles, qui sont des sortes de cours d'appel provinciales, l'appel est porté devant la *Cour d'appel*, proprement dite, qui siège à la Haute Cour de justice à Londres.

C'est contre cette Cour d'appel qu'il est possible de recourir à la Chambre des Lords.

Remarquons que les affaires d'une valeur supérieure à 100 livres, soit 2.500 francs (50 livres avant 1903), doivent être portées directement devant les Cours Divisionnelles, ce qui supprime pour elles un degré de juridiction et les ramène comme en France au régime du double degré. On voit que ces cours d'appel inférieures sont en même temps juridictions de premier ressort. La particularité la plus saillante de ce système est le caractère ambulatoire des deux premiers degrés de juridiction. Ni les Cours de comté ni les Cours Divisionnelles ne sont établies à demeure. Le juge de la Cour de comté se transporte successi-

vement dans les villes les plus importantes des différents districts, où il est appelé à rendre la justice, au moins une fois par mois. Pour les Cours Divisionnelles, c'est un juge de la Haute Cour de justice de Londres qui est envoyé pour les présider deux fois par an, aux Assises civiles d'été et d'hiver, suivant le même principe, c'est-à-dire qu'il siège successivement dans les principales villes de son ressort.

Au criminel. — Au criminel, les Lords ne forment qu'une juridiction exceptionnelle, dans les cas d'*impeachment*. Au criminel, la juridiction suprême des infractions est une cour spéciale dite des *Appels Criminels* et constituée à Londres à l'aide de cinq juges de la Haute Cour de Justice. Ce tribunal (acte de 1907) ne connaît tout seul que les points de droit, et de fait avec l'assentiment du juge des assises criminelles, qui est du reste leur collègue. Les Assises criminelles qui correspondent à nos cours d'Assises sont tenues à la même époque que les Assises civiles. Il est d'usage de déléguer en même temps deux juges de la Haute Cour de justice et de les envoyer siéger dans les mêmes circuits, l'un devant juger au civil, tandis que dans la chambre à côté les affaires criminelles seront entendues par son collègue.

Comme on voit, ce sont des juges de Londres qui vont jouer le rôle de nos présidents d'assises. La justice anglaise est fortement centralisée. L'Irlande et l'Écosse jouissent de juridictions absolument propres, toutefois avec réserve d'appel suprême en matière civile devant la Chambre des Lords.

III. — POUVOIR JUDICIAIRE : LA CHAMBRE DES LORDS COMME COUR CRIMINELLE DANS LES CAS « D'IMPEACHMENT »

Différence avec l'attainder. — Les pairs, comme membres de la Chambre des Lords, possèdent aussi des attributions de pouvoir judiciaire au criminel, à savoir dans les cas d'*impeachment*. L'*impeachment* ne diffère que par la forme de l'*attainder*, qui est un acte de Parlement, c'est-à-dire une véritable loi, mais nécessite pareillement l'assentiment des deux chambres. Il n'a pas été recouru à cette forme depuis fort longtemps, bien qu'en 1848 une tentative pour la mettre en mouvement ait été effectuée contre lord Palmerston.

Qui est susceptible d'être « impeached » et à raison de quelles infractions ? — Un commoner est susceptible d'être *impeached* à raison d'un crime (high misdemeanor) pourvu que ce crime ne lui fasse pas encourir la peine capitale. Mais un pair peut être *impeached* à raison de toute infraction. En fait cette procédure n'a servi qu'à réprimer des crimes politiques. Elle était autrefois le moyen de renverser les ministres qui refusaient de se démettre, mais a perdu sa raison d'être depuis l'établissement de la règle que les ministres doivent se retirer dès qu'ils ne possèdent plus la confiance du Parlement.

Procédure après « indictment » des Communes. — La procédure débute par un acte d'accusation, un *indictment* formulé par les Communes et porté par un

de leurs représentants à la barre des Lords. Il y prend en même temps l'engagement de produire les preuves nécessaires pour justifier ses accusations. Ensuite si les Lords acceptent la mise en jugement, au jour fixé, s'engagent les débats devant les Lords, en présence du prévenu et des *managers*, sortes d'accusateurs publics nommés par les Communes. Après entente des témoins, plaidoiries des avocats, le jugement est rendu par les Lords, dont on recueille les voix en commençant par le plus jeune. La sentence de condamnation une fois prononcée doit être suivie d'un nouvel agrément donné par les Communes, et le roi conserve le pouvoir de gracier le condamné.

§ III. — Du jugement par les pairs.

Qui est susceptible d'être jugé par les pairs ? — Le privilège du jugement par les pairs est accordé non seulement à ceux qui font partie de la Chambre des Lords, mais aussi aux pairs d'Irlande et d'Écosse qui ne sont pas pairs représentatifs, à condition pour les pairs d'Irlande qu'ils ne se soient pas fait élire députés au Communes, — aux paires, c'est-à-dire aux héritières en leur propre droit, bien qu'elles ne puissent siéger au Parlement, et aux épouses des pairs. Ces dernières conservent leur privilège durant leur veuvage, mais le perdent en se remariant. — Avant l'émancipation des catholiques, les pairs papistes, qui n'avaient pas prêté le serment de suprématie ni signé les dé-

clarations contre la transsubstantiation et l'invocation des saints, et par suite ne pouvaient siéger, n'étaient pas exclus pour cela de ce privilège. Le jugement par les pairs n'est accordé qu'aux pairs : les lords spirituels n'y ont pas droit parce que leur sang n'a pas été anobli, c'est-à-dire qu'ils ne transmettent pas leur dignité à leurs descendants. D'ailleurs ils ne sauraient non plus prendre part au jugement parce qu'ils seraient exposés à prononcer une peine capitale, ce qui est interdit aux évêques, de par les canons du concile de Tolède, reconnus en Angleterre.

A raison de quelles infractions s'impose le jugement par les pairs. — Les infractions qui permettent aux pairs d'invoquer ce privilège sont les cas de félonie, de haute trahison et le fait de n'avoir pas révélé, si on en a eu connaissance, ces diverses infractions.

A. — En droit anglais, le terme qui traduit *infraction* est le mot *crime*, bien qu'il ait en outre un sens péjoratif. Les contraventions sont les *offences*, puis viennent les *misdemeanors* et les *high misdemeanors* correspondant dans une certaine mesure aux délits et aux crimes de notre Code pénal. Les trahisons sont une catégorie des félonies, et les félonies sont elles-mêmes une catégorie des *high misdemeanors*. La compréhension du terme de *félonies* est devenue fort imprécise, parce qu'il correspond à des rapports sociaux qui ont cessé d'être. Les félonies étaient anciennement les infractions qui constituaient une violation du contrat féodal et entraînaient reprise du

domaine utile par le suzerain : tels un refus d'obéissance, le fait de ne pas demander l'investiture après écoulement de l'an et jour fixés, le refus de comparaître après avoir été cité trois fois, comme celui qui entraîna pour Jean-sans-Terre la confiscation du duché de Normandie. Ainsi toute félonie est un *high misdemeanor*, c'est-à-dire un crime, mais tout crime n'est pas nécessairement une félonie : l'ancien crime d'hérésie, par exemple, qui entraînait la peine capitale n'était pas une félonie. La bigamie est une félonie. (Cas de lord Russell, 1901.)

B. — Les cas de *trahison* ont été énumérés par un statut de la vingt-quatrième année du règne d'Édouard III, et peuvent se ranger sous cinq chefs principaux :

1. Le fait de seulement désirer la mort du souverain, de son conjoint, de l'héritier présomptif suffit à constituer le crime de trahison. Toutefois des paroles ne seraient pas suffisantes pour démontrer l'intention criminelle. Il faudrait des écrits : *scribere est agere*.

2. Le fait d'entrer en guerre contre le roi en son royaume, cas qui embrasse les émeutes avec tentative de renverser clôtures et mesures et la défense d'un château contre les forces royales. Au moment de la Révolution, les royalistes furent appréhendés pour avoir incité le roi à combattre les troupes du Parlement et être ainsi entré en guerre contre le roi, parce que les troupes de la Nation sont les troupes du roi, alors même qu'elles luttent contre lui, le roi étant

personnellement censé toujours d'accord avec la volonté publique.

3. Le fait de pactiser avec les ennemis du roi, à l'intérieur du royaume, cas qui vise l'état de guerre.

4. Le meurtre du lord-chancelier, du lord-trésorier ou des juges du Banc du roi, des juges en *eyre* (*itinerare*) ou d'assises et tous les autres juges commissionnés pour entendre et déterminer la loi, si assaillis dans l'exercice de leurs fonctions. Les tentatives de meurtre ou de simples blessures ne constitueraient pas à elles seules le crime de trahison.

5. Le fait de violer la compagne du roi (King's companion) ou sa fille aînée non mariée ou l'épouse de l'héritier présomptif. Par « companion », remarque Stephen, on doit entendre la reine et, par le fait de violer, le commerce charnel, même souffert de bon gré, ainsi que plusieurs des compagnons d'Henri VIII en connurent la fatale expérience.

Sous le règne de ce roi d'ailleurs, le sens de cet article s'était trouvé prodigieusement agrandi, impliquant par exemple le fait : « de déflorer ou d'épouser, sans licence royale, aucun des enfants du roi, ses sœurs ou ses tantes, neveux et nièces ; de mettre simplement à l'épreuve la vertu de la reine (*bare solicitation of the chastity of the Quenn*) ou des princesses et d'en accueillir les avances ; le mariage avec le roi d'une femme, qui n'étant pas vierge lui aurait cédé son défaut de chasteté. » (Cité par Stephen et reproduit par Glasson.)

C. — *La misprision* des trahisons et des félonies,

c'est-à-dire la connaissance de ces crimes sans les avoir dénoncés est elle-même punissable et comporte également le jugement par les pairs.

Procédure suivie en cours de session et hors session : Haute Cour de Parlement et Cour du lord Grand Intendant. — La procédure diffère suivant les cas de session ou de non-session du Parlement, au moment où l'affaire se présente. En cas de session, après mise en accusation opérée sur la requête d'un jury composé de francs tenanciers et tenu à la Haute Cour de justice, le roi nomme un lord Grand Intendant (lord High Steward) pour diriger les débats, à la place du lord-chancelier, président ordinaire de la Chambre des Lords. En dehors d'une session parlementaire, le roi nomme aussi le lord Grand Intendant ; mais ses pouvoirs alors s'accroissent, car dans ce cas il devient un véritable juge : c'est lui qui tranche seul tous les points de droit, devenant en revanche inapte à voter sur la question de culpabilité. Au contraire dans la Haute Cour de Parlement, les pairs déterminent à la fois points de droit et points de fait. Anciennement il y avait une autre différence. Quand siégeait la Cour du lord Grand Intendant, il avait le droit de désigner un certain nombre de pairs comme jurés, les autres restant exclus des débats. Mais un statut de 1695 abolit ce droit qui confiait un pouvoir trop considérable à la couronne, puisqu'elle pouvait faire choisir ainsi les juges du pair accusé. Il fut décidé que tout pair participerait aux délibérations de la Cour du lord Grand Intendant.

CHAPITRE VI

Les pairs, nobles majeores ou noblemen (*suite*).

Transmission de la Pairie.

SOMMAIRE

- § I. — Différences entre la transmission des Biens réels et des Chattels.
- I. De la distinction des biens en droit anglais : Chattels et Biens réels et critérium de cette distinction, — des Biens réels incorporels et de la Pairie.
- II. De l'intérêt de cette distinction au point de vue successoral, en dehors de la dévolution des patrimoines.
- III. De l'intérêt de cette distinction au point de vue successoral, en ce qui concerne la dévolution *ab intestat* des patrimoines : 1° Biens réels : cas où le défunt n'était pas le premier acquéreur ; — cas où le défunt était le premier acquéreur ; — de la règle *paterna paternis, materna maternis* ; — ancienne fiction du fief d'antique provenance admission moderne des parents du demi-sang ; — 2° Chattels : loi du concours des héritiers ; absence de représentation, sauf pour les descendants et les frères et sœurs.
- IV. De l'intérêt de cette distinction au point de vue successoral, en ce qui concerne la dévolution *testamentaire* des patrimoines : 1° Chattels : des testaments en Angleterre et de leur emploi relativement aux Chattels, — 2° Biens réels : entraves à la liberté de disposer par testament : à combien de degrés sont permises les Substitutions ? — pour quelle durée les Biens réels peuvent-ils devenir inaliénables ?
- § II. — Différences entre la transmission de la Pairie et des autres Biens réels.
- I. Différence en dehors de la dévolution successorale : compétence particulière.
- II. Différence en ce qui concerne la dévolution *ab intestat* : 1° Dévolutions irrégulières : elles ne peuvent provenir de la volonté d'un testateur ; elles peuvent provenir des limitations inhérentes au mode d'acquisition ; — elles peuvent provenir d'un double titre — 2° Dé-

volution régulière : importance de la théorie du premier acquéreur en cette matière ; — classes de successibles ; — le demi-sang n'a jamais été exclu.

§ III. — L'Abeyance.

I. Droits de succession des femmes : 1° Cas d'une fille unique, héritière des Biens réels. — 2° Cas où il y a plusieurs filles : elles concourent à la succession des autres Biens réels ; application de ce principe du concours à la Pairie. — II. Conditions permettant à l'Abeyance de se produire : 1° Sens de ce mot. — 2° Limitations inhérentes au mode d'acquisition qui servent à l'éviter. — 3° Dignités qui d'après certains auteurs ne sauraient l'encourir : opinion que les comtés ne sauraient être attribués aux femmes ; — opinion que les comtés ne sauraient tomber en Abeyance. — III. Prérogatives de la couronne en ce qui concerne l'Abeyance : étendue de ses pouvoirs ; — formes auxquelles elle a recours pour les exercer.

§ IV. — La succession au trône d'Angleterre.

Que la couronne ne saurait tomber en abeyance — Le roi Édouard VII héritier apparent. — Causes de la Révolution de 1688. — Causes de la guerre de Cent Ans. — Causes de la lutte entre Étienne de Blois et Mathilde l'Empérière. — La succession du roi Henri VIII. — Causes de la condamnation de Marie Stuart. — La Couronne et les héritiers du demi-sang.

§ I. — Différences entre la transmission des Biens réels et des Chattels.

I. — DE LA DISTINCTION DES BIENS EN DROIT ANGLAIS.

Chattels et Biens réels avec le critérium de cette distinction. — La distinction principale des biens en droit français est celle des meubles et des immeubles, en droit anglais celle des Chattels et des Biens réels. C'est à ces derniers seuls que sont réservés les divers avantages qu'accorde le droit d'ainesse, à eux seuls que s'applique le privilège de masculinité, qui n'exclut pas les femmes mais appelle avant elles les héritiers du même degré, à eux seuls que s'applique aussi le principe de la représentation à l'infini du plus

proche héritier, en ligne collatérale comme en ligne directe. Les Biens réels (*Hereditaments, Realty, Things real*) ne sont autres que les immeubles affectés d'un droit de jouissance perpétuelle ou à vie. Comme les seconds retournent au possesseur originaire à la mort de l'acquéreur, nous n'aurons pas à nous en occuper. Tous les autres biens sont des Chattels. Ainsi les chattels pourront être mobiliers ou immobiliers, et les Chattels immobiliers sont quelquefois nommés aussi Chattels réels ; il importe de ne pas les confondre avec les Biens réels.

Des Biens réels incorporels et de la Pairie. — Parmi les Biens réels, il existe une catégorie qu'on appelle les *Incorporeal Hereditaments*. Ce sont les biens réels qui « ne sauraient être l'objet d'une sensation, qu'on ne saurait palper, qui sont des créations de l'esprit, n'existant qu'en idée » (Blackstone). Cette définition est la meilleure. Stephen oppose les *Incorporeal Hereditaments* aux autres biens réels, en disant que les premiers ne confèrent pas la possession. C'est une notion inexacte, car les servitudes (easements) comptent certainement parmi les *Incorporeal Hereditaments*, or elles sont susceptibles tout au moins d'une quasi-possession puisqu'elles peuvent s'acquérir, comme en droit français, par prescription. Au nombre des autres *Incorporeal Hereditaments* mentionnons le droit de présentation à un bénéfice ecclésiastique, les dîmes, les rentes et pensions, le privilège de chasse et enfin les dignités, telle que la pairie, ainsi classée parce qu'elle était autrefois inhé-

rente à la tenure, et qui sera donc sujette en principe aux mêmes règles de transmission que les autres biens réels.

II. — DE L'INTÉRÊT DE LA DISTINCTION AU POINT DE VUE SUCCESSORAL EN DEHORS DE LA DÉVOLUTION DES PATRIMOINES.

1° La *compétence* avant 1897 n'était pas la même pour les litiges soulevés par une succession aux Chattels que pour une succession composée seulement de biens réels. Pour ces derniers, l'affaire était portée suivant la règle habituelle devant la Cour de comté, avec appel possible à la Cour Divisionnelle. Au contraire, un procès de succession aux chattels allait d'emblée devant la Chambre des probates, qui est l'une des trois sections de la Haute Cour de Justice de Londres (Banc du Roi, Chancellerie) ou devant l'une des subdivisions ambulantes de la Chambre des probates. C'est seulement au-dessous de trois cents livres qu'il y avait moyen d'opter en faveur de la Cour de comté. Pour comprendre cette différence, il est nécessaire de savoir qu'au ^{xii}^e siècle, au temps d'Henri II et jusqu'aux Tudors, la liberté de tester n'existait pas en Angleterre, en aucune façon pour les biens réels, pour les chattels avec la restriction qu'il fallait respecter une double réserve, d'un tiers au profit de la veuve, et d'un autre tiers au profit des enfants : c'étaient les *ratianobiles par-*

tes. Sous Henri VIII intervint une modification à l'égard des biens réels : depuis ce prince, il devint possible de disposer par testament de la totalité des fiefs, s'ils constituaient des tenures en socage, c'est-à-dire roturières, des deux tiers seulement, s'ils étaient tenures de haubert ou nobles. Après que Charles II eût assimilé les tenures nobles aux tenures en socage, la faculté de disposer des Biens réels par testament devint absolue.

A l'égard des chattels, cette liberté n'existait pas encore pleinement au temps de Charles II. On a longtemps discuté sur la date à laquelle elle fut reconnue et qui doit osciller entre la République de Cromwell et la Restauration. Mais antérieurement la quotité disponible des chattels d'un *de cujus* mort *ab intestat* qui était jusqu'à cette époque attribuée au roi et aux seigneurs fut confiée aux bons soins des officialités diocésaines, c'est-à-dire des cours ecclésiastiques, qui reçurent mission d'en disposer pour le mieux des intérêts spirituels du défunt. On estimait les juges d'Église plus aptes que les laïques, rapporte Stephen, à découvrir les moyens de nature à assurer le salut des fidèles. Par connexité, ces tribunaux en vinrent à connaître de l'authenticité des testaments relatifs aux chattels, puis plus tard ils furent tenus de se désister sur la requête des plus proches parents du défunt. Leur compétence traversa la tourmente de la Réformation et ne fut abolie qu'en 1857, où on transféra la compétence des cours d'Église à des juridictions laïques ; mais on oublia d'uniformiser les

deux systèmes de compétence adoptés, d'une part en matière de Chattels, de l'autre en matière de Biens réels. En 1897 par le Land Transfer Act il fut réglé que des lettres d'administration pourraient aussi être obtenues pour une succession aux Biens réels. Par suite de cette transformation, la Chambre des probates jouit maintenant de la même compétence, en matière successorale réelle qu'en matière personnelle.

2° Les cours ecclésiastiques avaient décidé qu'il y aurait des formalités spéciales à remplir, pour la *vérification d'authenticité* des testaments qui leur seraient soumis. Ces formalités étaient plus utiles pour les testaments portant sur des chattels, à cause de l'absence de solennités nécessaires à la validité de ces sortes de testaments : on reconnaissait même la forme nuncupative ou orale. Cette défiance plus grande tenait aussi à la rapacité des juges ecclésiastiques. Après la vérification, soit par serment, soit par expertise et témoins, suivant qu'il y avait ou non contestation, la minute du testament était déposée au greffe de l'officialité, et une expédition en était délivrée aux successibles, expédition qui reçut le nom de « probate ». Même depuis la suppression de compétence des juges ecclésiastiques, la règle continue de différer pour les deux sortes de testaments. Pour ceux qui ne portent que sur des biens réels, la vérification d'authenticité n'est pas indispensable. La nécessité a au contraire été maintenue pour les legs de chattels et les legs mixtes.

Voilà une nouvelle différence entre la succession aux chattels et la succession aux biens réels.

3° Au cas de succession aux biens réels, l'héritier ab intestat ou le légataire sont *saisis de plein droit*. L'acceptation pour tous deux serait superflue. Quant à la renonciation elle est impossible pour l'héritier ab intestat. Il sera héritier même malgré lui. Il n'y a pas d'inconvénient à une pareille règle, parce que toutes les successions sont soumises au régime du bénéfice d'inventaire. Mais il en va autrement pour les Chattels. Si la succession est testamentaire, les légataires devront s'adresser aux exécuteurs testamentaires. S'il n'y en a pas, ou si la succession s'ouvre ab intestat, les successibles devront avoir recours au ministère de justice pour obtenir des « lettres d'administration » : c'est le nom de la mise en possession. A cause de cela, le fait de posséder un chattel qu'on n'a pas soi-même acquis et qui n'a été ni donné ni légué s'appelle « tenir par titre d'administration ». Au XIII^e siècle, les Cours ecclésiastiques étaient parvenues à s'approprier les chattels des décédés en nommant, pour les liquider, des administrateurs à leur discrétion. Alors le Parlement commença par les contraindre à acquitter les dettes du défunt, puis il enjoignit de ne nommer « administrateurs » que ses plus proches parents, suivant la computation reconnue par les civilistes. De là l'appellation.

4° Les dettes d'une succession sont toujours payées d'abord sur les Chattels. Il y a une sorte de *privi-lège au profit des Biens réels*. Le paiement des det-

tes est le premier devoir des administrateurs, après avoir enterré le défunt et pris le probate. Ainsi les créanciers de celui-ci n'ont rien à craindre des créanciers de l'héritier. Il ne saurait être question pour eux d'invoquer une séparation des patrimoines dont ils n'auraient que faire. Pareille sécurité existe pour les créanciers de l'héritier, puisque la succession s'ouvre forcément sous bénéfice d'inventaire. Les héritiers et légataires de biens réels ne supportent les dettes, disions-nous, qu'après épuisement des chattels. Avec cette restriction ils sont tenus non seulement des dettes chirographaires, mais ils ont l'obligation de libérer de leurs deniers tous immeubles de la succession des hypothèques dont le défunt les aurait grevés de son vivant.

III. — DE L'INTÉRÊT DE LA DISTINCTION AU POINT DE VUE SUCCESSORAL EN CE QUI CONCERNE LA DÉVOLUTION « AB INTESTAT » DES PATRIMOINES.

1° Biens réels

Cas où le défunt n'était pas le premier acquéreur. — Cette matière est actuellement régie par un statut de 1833, appelé l'*Inheritance Act*, 3 et 4, Guillaume IV, chapitre 106. En exposant les règles de la dévolution *ab intestat* des biens réels, il importe de préciser d'abord, selon la méthode des jurisconsultes anglais, une distinction entre le cas où le défunt était le premier acquéreur de chaque bien

réel à transmettre (*first purchaser*) et celui où il n'était qu'un ayant cause à titre universel de ce premier acquéreur. « Un *first purchaser* » est un ayant cause à titre particulier. Par exemple, l'acheteur d'une maison, un légataire, un donataire, même si le legs ou la donation avaient été adressés au successeur *ab intestat* seront des « *first purchaser* ». Lorsque le *de cujus* aura reçu le bien réel de ses ancêtres, par voie de succession *ab intestat*, la liste des successibles, disent les jurisconsultes anglais, devra être dressée à partir de l'ancêtre qui avait été le « *first purchaser* ». On recherchera quels auraient été ses héritiers, si c'était lui qui venait de décéder. La parenté n'est pas comme chez nous limitée au douzième degré. En pratique on est tenu de s'arrêter, faute de documents, au-dessus de trois ou quatre générations, mais avec certaines familles de vieille souche qui possèdent leur arbre généalogique intact, depuis le moyen âge, la dévolution ne laisse pas que d'être compliquée. Donc si le défunt n'est pas le « *first purchaser* » c'est en partant du « *first purchaser* » qu'il faudra appliquer les règles que nous allons décrire en supposant le défunt revêtu de cette qualité.

Cas où le défunt était le premier acquéreur. — Le droit anglais appelle successivement à recueillir le patrimoine des décédés trois classes de successibles : descendants, ascendants et collatéraux.

En ce qui concerne *les Descendants*, le fait que le défunt n'était pas le premier acquéreur n'apportera aucun changement à leur vocation héréditaire, parce

que la succession d'un bien réel passe sur la tête de la même personne, que le premier acquéreur ait été le père, le grand-père ou l'arrière-grand-père. Si les enfants ne viennent pas en leur propre nom, ils viennent comme représentants de leur père. On applique les mêmes règles aux représentants qu'aux représentés.

A. — On sait que le grand principe qui domine notre sujet est le droit d'aînesse, appliqué successivement aux divers enfants, suivant l'ordre des naissances. Par exemple, s'il y a trois fils, l'aîné prendra la totalité de la succession réelle, puis à défaut de l'aîné, le second fils, puis à défaut du second le dernier. Il ne peut y avoir de concours, en ce qui concerne la succession à un bien réel.

B. — Le droit d'aînesse se combine d'ailleurs avec le privilège de masculinité. Les femmes sont capables d'hériter de tous les biens réels, même de la pairie, même de la couronne. Mais elles n'héritent qu'à défaut de mâles du même degré. Ainsi les trois frères dont nous parlions auront beau être précédés, dans l'ordre des naissances, par une sœur, cette sœur leur aînée, ne sera appelée à la succession qu'à la mort du dernier des frères.

C. — Remarquons qu'il ne peut y avoir de parenté du demi-sang dans la ligne directe. La succession du père, la succession de la mère s'ouvrent séparément, comme en France. Les enfants de chaque lit hériteront séparément de l'ancêtre qui leur est propre, tandis qu'ils hériteront ensemble et succes-

sivement de celui qu'ils possèdent en commun.

D. — Enfin aux descendants, comme à tous les héritiers *ab intestat* des biens réels, s'applique indéfiniment le principe de la représentation, c'est-à-dire que le petit-fils, descendant par l'aîné, bien que plus éloigné d'un degré exclura ses oncles, les fils puînés du défunt.

Les Ascendants avant 1833 étaient incapables de succéder, c'était un principe du droit féodal, dont l'application avait été transportée des fiefs aux biens réels. On estimait, au moyen âge, que la concession d'un fief, étant faite à raison des services rendus par le bénéficiaire, ses descendants seuls devaient lui succéder. Cette règle fut tempérée grâce à une fiction à l'égard des collatéraux ; elle se maintint ferme jusqu'au siècle dernier pour les ascendants. Pour eux, depuis qu'ils sont habiles à succéder, on commence par choisir, en remontant dans la ligne du nom d'abord le père, puis l'ascendant le plus proche, à défaut du père : grand-père paternel, arrière-grand-père du nom, successivement. Quand l'obscurité des généalogies oblige de s'arrêter, si on ne trouve à ces divers ancêtres aucun descendant survivant (collatéral du défunt), qui le représente, on prendra la femme de l'aïeul du nom le plus éloigné, ou ses descendants à elle (c'est-à-dire des enfants qu'elle a pu avoir d'un autre lit) ou ses ascendants à elle si on en découvre, et en suivant le même ordre. A défaut, on prend successivement la plus éloignée parmi les épouses des ancêtres de la ligne du nom, puis ses

descendants, puis ses ascendants toujours suivant le même ordre. On a soin de ne jamais passer à une ascendante d'un degré plus proche avant d'avoir épuisé la liste des descendants puis des ascendants découvrables de la précédente. Quand on arrivera à la mère, la plus proche des ascendantes, on recommencera dans sa famille selon l'ordre suivi déjà pour la ligne paternelle.

La vocation héréditaire *des Collatéraux* est, comme on voit, intimement mêlée avec celle des ascendants. Ils viennent toujours comme représentants d'un ancêtre manquant, et, de même qu'ils représentent les ancêtres communs, seront représentés eux-mêmes par leurs propres descendants à l'infini. Le cousin du défunt, fils d'un oncle aîné du défunt exclura par exemple les autres oncles. Il y a du reste également représentation des ascendants par les ascendants, puisque la grand'mère paternelle et ses propres ancêtres excluront la mère, qui est l'ascendante du degré le plus proche.

De la règle : *paterna paternis, materna maternis*. — C'est pour les ascendants et les collatéraux qu'il peut y avoir intérêt à distinguer si le défunt était ou non le *first purchaser*. Si par exemple le bien provenait de la mère du défunt par héritage, à défaut d'enfants, on appellera le grand-père maternel du défunt : la ligne paternelle ascendante et collatérale sera exclue. C'est l'application de notre ancienne maxime : *Paterna paternis, materna maternis*.

Ancienne fiction du fief d'antique provenance.

— Dans la doctrine féodale, les collatéraux ne succédaient pas davantage que les ascendants et pour la même raison : ils ne provenaient pas du sang du défunt. Les collatéraux de ce dernier ne pouvaient succéder qu'à condition d'être en même temps les descendants de l'acquéreur originaire. L'acquéreur originaire, lui, ne pouvait transmettre le fief qu'à ses descendants. Pour faire hériter les collatéraux d'un *first purchaser*, on feignit que le fief nouvellement acquis fût une restitution, un ancien fief, et dont l'acquisition première s'égarait dans la nuit des temps : *feudum anticum*. Il aurait été dès lors impossible de tracer la descendance à partir du premier acquéreur, puisqu'il était imaginaire. On remplaça l'ancienne preuve par celle de la parenté à un degré quelconque avec le dernier acquéreur saisi, c'est-à-dire réellement (et non pas simplement : légalement) entré en possession du bien. Mais comme compensation à ce relâchement de rigueur, les juges décidèrent alors que la parenté à établir devrait être du sang entier, c'est-à-dire dérivée d'un ancêtre commun et de l'épouse de ce dernier. Cette disposition visait peut-être tout d'abord à écarter la postérité des bâtards. Glasson y croit voir une fausse interprétation de la doctrine normande de l'agnation, qui ne rejetait, elle, que la parenté utérine.

Admission moderne des parents du demi-sang.

— Une conséquence de cette théorie fut d'écarter même les demi-frères consanguins, puisqu'ils ne peuvent établir la parenté, avec le frère qu'ils ont perdu,

que par le père. La section 9 de la loi de 1833 a aboli cet état de choses. Actuellement les frères consanguins seront appelés immédiatement après le dernier des frères germains. Quant aux frères utérins, en principe ils ne sont pas exclus, mais ne peuvent venir qu'à titre de représentants de la mère, c'est-à-dire à la suite de toute la ligne paternelle.

2° *Chattels.*

Loi du concours des héritiers. — Pour la dévolution *ab intestat* des Chattels, il n'y a jamais à s'occuper de la provenance des biens, jamais à considérer quel fut le premier acquéreur. Il n'y a pas non plus pour eux de droit d'aînesse, de privilège de masculinité primant les femmes, ni de dévolution successive. A degré égal, tous les parents concourent. Pas d'exclusion d'une ligne au profit de l'autre. A défaut de descendants, puis de parents, les quatre grands-parents seront appelés en concours, à leur défaut tous les oncles et toutes les tantes des deux lignes. L'application de ces principes aurait dû conduire tout d'abord à faire concourir la mère avec le père comme en droit français. Mais pour elle la loi anglaise apporte une dérogation à la règle. Elle viendra seulement avant les grands-parents. Elle ne sera pas entièrement exclue par les frères et sœurs du défunt, mais elle concourra avec eux ainsi qu'en droit romain, comme si elle était la sœur de ses propres enfants. Les collatéraux peuvent venir à la place des ascendants,

comme pour les biens réels, avec cette différence que les collatéraux des deux lignes et des diverses branches concourront ici à degré égal. On ne passera aux ascendants d'un degré supérieur (des deux sexes indifféremment) qu'à défaut de descendants des ascendants du degré précédent. Les frères et sœurs du demi-sang, utérins aussi bien que consanguins, concourront avec les frères et sœurs germains.

Absence de représentation sauf pour les descendants et les frères et sœurs. — La représentation n'est admise que pour les descendants des frères et sœurs à l'infini. Quand elle sera possible, il y aura lieu à partage par souches ainsi qu'en droit français. En dehors des neveux, son application, avons-nous dit, sera écartée. Par exemple des oncles puînés excluront les cousins fils de l'aîné des oncles.

IV. — DE L'INTÉRÊT DE LA DISTINCTION DES CHATTELS ET BIENS RÉELS AU POINT DE VUE SUCCESSORAL EN CE QUI CONCERNE LA DÉVOLUTION TESTAMENTAIRE DES PATRIMOINES

Ici la dévolution sera déterminée par la volonté du défunt.

1° Chattels : des testaments en Angleterre et de leur emploi relativement aux Chattels.

La liberté de tester existe sans restriction, en Angleterre, pour les Chattels. Il suffira d'observer les

formes nécessaires d'une façon générale pour la validité des testaments. Les Anglais n'ayant pas de notaires, ils ne connaissent que la forme du testament sous seing privé. Les testaments n'ont pas besoin d'être olographes. La forme est du reste la même pour les Biens réels que pour les Chattels ; mais il y avait autrefois des formes plus accommodantes pour les Chattels. La formalité essentielle est que le testament soit revêtu de la signature du testateur, certifiée sur l'acte même par deux témoins. La signature peut être apposée à l'aide d'une griffe ; les témoins n'ont pas besoin de savoir que l'acte est un testament. Le testateur pourra signer en blanc, faire certifier sa signature, prendre congé des témoins, et rédiger ensuite son testament dans le silence de son cabinet. Ainsi on admet la forme mystique. Nous avons déjà noté que pour les testaments de chattels simples et les testaments mixtes, il y avait en outre une solennité postérieure à remplir : la vérification d'authenticité imposée pour remédier à l'absence de notaires. Les testaments sont en Angleterre d'un emploi fort commun et d'ordinaire uniquement relatifs aux Chattels. Le but du testateur est d'aggraver les rigueurs du droit d'ainesse. Généralement si les fils puînés ont achevé leur éducation, le père les déshériterait complètement des Chattels, au profit de l'ainé.

2° *Biens réels : entraves à la liberté
de disposer par testament.*

A combien de degrés sont permises les substitutions. — Pour les Biens réels, la liberté de disposer ne date que de Charles II, et même, avant Henri VIII, nulle dérogation n'était admise pour eux à l'ordre de dévolution *ab intestat*. Mais cette liberté est plutôt théorique, car nous allons montrer que par suite d'une pratique habituelle, le père n'a pas en général la faculté de disposer des biens réels, au profit de personnes étrangères à sa famille. Ces biens sont maintenus de force dans les familles, grâce aux substitutions. Il importe de s'y arrêter un instant. Dangereuses en tout pays, les Anglais ne les ont pas autorisées sans hésitation, ni sans restrictions. De nos jours elles ne sont jamais permises à plus de deux degrés. Il est possible par exemple de donner ou de léguer un bien réel « à tel homme, puis à ses descendants à naître » mais non en outre « aux descendants de ces descendants ». Mais la première formule suffit à réaliser une substitution avec la conséquence de rendre le bien réel inaliénable, tant qu'il demeurera entre les mains du grevé. Le bien n'est pas devenu insaisissable. Les créanciers pourront le faire vendre et se payer sur le prix, mais uniquement après liquidation des chattels et du reste des biens réels. Ce qui est impossible c'est que le bien soit cédé avant la ruine complète de qui en est maître.

Pour quelle durée les Biens réels peuvent-ils devenir inaliénables ? — Déjà au moyen âge on avait reconnu l'inconvénient de cette situation, d'autant plus qu'alors la distinction entre l'inaliénabilité et l'insaisissabilité n'avait pas encore obtenu crédit ni d'ailleurs la restriction au double degré.

A. — Les juges avaient donc imaginé d'y remédier en interprétant la clause de limitation en ce sens que a libéralité serait valable à la condition que le bénéficiaire laissât à son décès des descendants. Si des fils lui survivaient, la condition suspensive serait considérée comme accomplie. Le bien redeviendrait libre. A leur tour les fils pourraient céder le bien ainsi que le léguer à leur gré.

B. — La noblesse, est-il raconté, vit dans cette interprétation un danger pour son influence, s'il devenait possible aux terres de sortir des familles. En conséquence un statut fut passé à Westminster en 1285 dit : *de donationibus conditionalibus* qui décida qu'à l'avenir les libéralités avec entaille (ou grevées de substitutions) seraient exécutées selon le sens qu'y avait attaché leurs auteurs, c'est-à-dire que les fiefs entaillés seraient frappés d'inaliénabilité, même après la transmission aux descendants immédiats.

En droit, la prohibition du double degré a aujourd'hui réduit à néant l'effet de ce statut, car l'inaliénabilité ne touche plus que le grevé. Dès que l'appelé entre en possession, comme il n'a de compte à rendre à personne, il peut disposer du bien comme il le veut. Mais même avant cette époque, et du vivant

du grevé, il sera possible d'interrompre l'inaliénabilité pourvu que l'appelé ait atteint vingt-et-un ans. On considère en effet qu'à partir de cette date, il est à même de renoncer au bien réel qui lui adviendrait plus tard, à la mort du grevé. Mais il lui faudra l'assentiment d'une sorte de tuteur foncier qu'on nomme le protecteur du bien réel. Ensuite par une inscription sur registre public, la taille sera déclarée « barrée », et le bien réel redeviendra aliénable. Si une famille se trouve dans la nécessité de vendre le bien frappé d'entaille, c'est à ce procédé qu'on aura recours : renonciation de l'appelé, autorisation du protecteur, inscription. D'ordinaire le père est en même temps le grevé et le protecteur : il ne refusera certainement pas le consentement à une renonciation qui lui est indispensable.

En fait, on est parvenu par voie contractuelle à créer une situation équivalente à celle qu'avait imposée le statut de 1285. Le plus souvent, en effet, on ne barrera la taille qu'afin de prolonger en réalité l'inaliénabilité. Ce sera uniquement un moyen de tourner la loi. Voici en quoi consistent les opérations auxquelles dans ce dessein on se livrera (settlement et resettlement). Le fils prétendra d'abord qu'il renonce à sa vocation d'appelé, et l'on barrera la taille. Le grevé serait donc libre de disposer du bien réel comme il l'entendrait, de le vendre par exemple. Mais il profitera de ce qu'il jouit désormais de ses coudées franches pour entailler le bien réel à nouveau, en en disposant au profit de ce même fils qui

y avait renoncé et « des héritiers à naître de celui-ci ». Cette libéralité n'est exécutable qu'à la mort du grevé : c'est en quelque sorte un legs irrévocable (1) sous forme de donation avec condition suspensive. S'étant dépouillé sans retour, le grevé lui-même ne pourra pas plus aliéner le bien réel qu'avant le « resettlement » ; et le fils ne pourra plus y renoncer afin de rebarrer la taille parce que ce n'est plus lui, l'appelé, mais son fils à naître. Pour que la taille maintenant redevienne susceptible d'être barrée, il faudra attendre d'abord que l'ancien appelé ait des enfants, et ensuite que l'aîné de ces enfants ait atteint l'âge de vingt et un ans. Alors le nouvel appelé pourra renoncer à son droit éventuel, et on en profitera d'ordinaire pour recommencer les mêmes opérations. C'est à cause de l'emploi courant de ce procédé que l'on peut dire que la grande majorité des domaines anglais endure une inaliénabilité intermittente, mais qui suffit à les empêcher de sortir des familles et constitue une entrave de fait à la liberté de disposer des testateurs.

1. Une pareille libéralité n'est pas une donation de biens à venir, et elle échappe à la règle. « Donner et retenir ne vaut » à cause de son irrévocabilité. Elle serait donc possible aussi en droit français.

§ II. — Différences entre la transmission
de la Pairie et des autres Biens réels.

I. — DIFFÉRENCE EN DEHORS DE LA DÉVOLUTION
SUCCESSORALE : COMPÉTENCE PARTICULIÈRE.

Nous avons vu que la pairie faisait partie de la catégorie des Biens réels, c'est-à-dire des immeubles affectés d'un droit de jouissance à vie, étant elle-même une sorte d'immeuble par destination, à cause de son ancienne connexité avec les tenures féodales. Elle présente cependant un certain nombre de différences avec le reste des biens réels, en ce qui concerne le droit successoral. En comparant précédemment les Chattels et les Biens réels, nous indiquions que la *compétence* n'était pas autrefois la même pour les deux espèces de successions. Mais la compétence relativement à la pairie ne sera pas la même que pour les autres biens réels. Nous verrons en effet dans un prochain chapitre que tous les litiges que la pairie est de nature à soulever doivent être tranchés devant la Chambre des Lords.

Nous avons aussi mentionné une différence tenant aux diverses forces probantes accordées, soit aux testaments portant sur des chattels, soit aux testaments portant sur des biens réels. Ici la question de force probante des testaments est hors de cause, car on ne saurait léguer une pairie.

A l'encontre des Chattels, les Biens réels, disions-

nous, passent de plein droit sur la tête des héritiers ou des légataires. La pairie suit ici la règle édictée en ce qui concerne les Biens réels. L'héritier d'une pairie n'a pas besoin de l'accepter : il est investi de son titre à son insu et même contre son gré.

Enfin ajoutons que la différence entre Chattels et biens réels relative aux dettes n'offre pas ici d'intérêt, la pairie étant un bien dont il est impossible d'estimer la valeur.

II. — DIFFÉRENCES EN CE QUI CONCERNE LA DÉVOLUTION « AB INTESTAT ».

1° *Dévolution irrégulières.*

Les exemples de dévolution irrégulière de la pairie ne peuvent provenir de la volonté d'un testateur. — Contrairement à la succession des biens réels, celle de la pairie s'ouvre toujours *ab intestat*. Nous avons vu qu'à partir d'Henri VIII, il avait été permis de disposer par testament de la totalité des tenures ensocage et des deux tiers des tenures de chevalerie. Avant ce prince, les fiefs et par assimilation, les Biens réels n'étaient transmissibles que dans l'ordre de dévolution *ab intestat*. Les pairies ont été aliénables au début ; elle ne pouvaient faire l'objet d'un legs : les testaments ne pouvaient porter sur les fiefs. La dévolution de la pairie, et c'est là sa caractéristique, se règle d'après les prin-

cipes qui avaient été appliqués aux fiefs sous le droit féodal. Les tribunaux ont peu à peu modifié ces principes pour la dévolution des autres biens réels. La Chambre des Lords a été plus conservatrice que les cours de droit commun, et a continué jusqu'à nos jours d'appliquer, dans toute sa rigueur, le droit féodal.

Les exemples de dévolution irrégulière de la Pairie peuvent provenir des limitations inhérentes au mode d'acquisition. — Les principales dérogations aux règles générales de dévolution de la pairie dériveront des limitations diverses contenues dans le mode d'acquisition. Elles seront expresses dans les chartes et lettres patentes. La limitation :

a) A ce pair et à ses héritiers en général.

Permettrait la transmission de la pairie à tous les héritiers du premier acquéreur, même aux collatéraux. Elle s'est présentée quelquefois à une époque où les principes du droit féodal étaient encore mal déterminés. Toutes les pairies qui l'impliquaient ont disparu. Le droit féodal, une fois pleinement constitué, exigea, de la façon la plus stricte, que les héritiers fussent les descendants du premier titulaire, le *first purchaser*. La plus large limitation qu'on rencontrera sera :

b) A ce pair et aux héritiers de son corps.

Dans les cas où la limitation portera :

c) A ce pair et aux héritiers mâles de son corps, les femmes et les descendants par les femmes seront

exclus. Cette limitation écarte l'éventualité d'abeyance. Les baronnies par writ ne contiennent pas de limitation expresse, mais on y sous-entend la limitation *b*). Ce serait aussi cette limitation qui régirait les baronnies par tenure, à condition en outre que l'héritier de la tenure soit l'héritier de la baronnie.

Les exemples de dévolution irrégulière de la Pairie peuvent provenir d'un double titre. — Lorsqu'un pair a obtenu successivement deux titres distincts et que les règles de dévolution inhérentes à l'acte d'acquisition diffèrent pour chacun d'eux, les titres seront dévolus, chacun suivant l'ordre qui lui est propre. Ainsi il pourra arriver qu'à la mort d'un pair, deux pairs au lieu d'un seul le remplacent à la Chambre des lords. Supposons en effet que le titre d'un comte soit limité par brevet à sa postérité mâle, et que ce comte ait été en outre créé baron par writ ; supposons qu'un de ses descendants ne laisse à sa mort qu'un petit-fils, enfant d'une fille, et un frère. Le frère deviendra comte et le petit-fils sera baron. Le cas s'est présenté très rarement. Mais la solution est parfaitement logique : elle fut appliquée, notamment au *xvii*^e siècle, à la succession d'un comte de Kent, baron Grey de Ruthyn.

2° Dévolution normale.

Importance de la théorie du premier acquéreur en matière de pairie. — Dans la dévolution normale des pairies, la distinction du premier acquéreur

ou de l'acquéreur subséquent est restée capitale, comme elle l'était sous le droit féodal. Ce n'est en effet que dans le cas où le défunt est acquéreur subséquent que les collatéraux peuvent être appelés à la succession. En présence d'un acquéreur subséquent, il faudra remonter au pair à qui le titre avait été accordé primitivement et recommencer la succession de ce *first purchaser*. Du reste l'intérêt que nous avons indiqué à cette distinction en matière de Biens réels se retrouve en matière de pairie. Si par exemple un pair décède sans postérité et qu'il tienne de sa mère sa pairie, on fera application de la règle : *materna maternis*. La ligne paternelle sera exclue, on n'appellera que les collatéraux de la ligne maternelle, et ce seront les demi-frères consanguins qui seront exclus par les frères utérins.

Classes de successibles. — Ceci dit, supposons que le pair ait laissé des descendants : tous les principes relatifs aux Biens réels vont s'appliquer au titre. L'aîné sera préféré aux puînés, les mâles aux femmes. La dévolution s'opèrera de façon successive ; il ne saurait y avoir de concours à la succession d'une pairie. Il y aura enfin droit de représentation à l'infini. C'est ainsi que la fille d'un aîné exclura les oncles, fils puînés du défunt. C'est aussi le droit commun des Biens réels. Les ascendants n'ont succédé aux Biens réels que depuis 1833. Le principe remontait au droit féodal. En effet, de deux choses, l'une : ou le bien provenait d'un ancêtre, or cet ancêtre sera mort quand se posera la question de succession ; ou l'on

était en présence d'un *first purchaser*, ayant obtenu le fief à raison de ses mérites personnels. Or il ne devait en faire bénéficier que les héritiers de son corps, c'est-à-dire les descendants. Tout d'abord les collatéraux furent exclus de la succession aux biens réels d'un *first purchaser*. Jamais il ne fut question d'appliquer à la pairie la fiction du fief d'antique provenance, et l'on ne se contenta pas non plus pour elle de la preuve de la parenté avec le dernier saisi. La pairie fut toujours matière de « record », ce qui revient à dire qu'il fut toujours nécessaire d'établir de qui elle provenait originairement pour y avoir droit : on avait ensuite à prouver la continuité du lien de descendance jusqu'à cette origine. Les règles applicables aux collatéraux sont les mêmes que pour les descendants.

Le demi-sang n'a jamais été exclu en matière de Pairie. — Comme la théorie de la parenté entière et de l'exclusion du demi-sang n'avait été qu'une conséquence du relâchement de rigueur dans l'admission de la preuve, requise pour les Biens réels, ce relâchement n'ayant jamais été toléré pour la pairie, il n'a jamais cessé d'être possible pour les parents du demi-sang, les demi-frères consanguins, par exemple, de succéder à un pair.

A. — Depuis 1833 ce n'est plus une différence avec les Biens réels, car l'Inheritance Act reconnaît un droit de succession aux frères et sœurs du demi-sang. Avant cette époque, si le défunt possesseur d'un bien réel laissait après lui une sœur germaine

et un demi-frère consanguin, la sœur germaine excluait le consanguin, bien qu'en principe, comme on sait, les femmes soient toujours écartées au profit des mâles du même degré. C'est cette idée que les anciens auteurs traduisirent assez gauchement par la maxime que *Possessio fratris facit sororem esse heredem*. Même en l'absence de cette sœur, le consanguin aurait été exclu au profit des autres collatéraux.

B. — Cette maxime ne fut jamais applicable à la pairie. C'est ainsi qu'en 1666 Benjamin Mildmay fut reconnu comme ayant droit à la baronnie de Fitzwalter en qualité d'héritier d'un demi-frère. La raison qui fut invoquée pour faire prévaloir cette doctrine fut qu'on ne saurait concevoir de « *possessio* » des pairies. Cette idée cadre avec l'opinion qui est à la base pour certains auteurs de la subdivision des Biens réels en *Corporeal et Incorporeal Hereditaments*, et que nous avons critiquée. Si la possession est l'exercice du droit, on ne voit pas pourquoi il serait interdit de parler de possession d'une pairie. La raison véritable tient à la stricte application des principes du droit féodal en matière de pairie. La dévolution successorale, chaque fois qu'elle est ouverte, doit toujours procéder à nouveau de l'acquéreur originaire. Aucun successible n'est appelé, s'il n'est descendant de cet acquéreur-là. Les collatéraux du défunt viennent à la vérité en qualité de descendants du *first purchaser*. Or entre ascendants et descendants, il ne saurait y avoir de parenté du demi-sang.

§ III. — L'Abeyance.

I. DROITS DE SUCCESSION DES FEMMES.

1° Cas d'une fille unique, héritière des biens réels.

Nous n'avons jusqu'ici traité qu'incidemment du droit successoral des femmes. Nous avons vu que pour les biens réels, la ligne paternelle était toujours préférée à la ligne maternelle, sauf au cas où le lien proviendrait de la mère. Il en sera de même pour la pairie. Mais tandis que les ascendantes pouvaient hériter des biens réels, nulle ascendante n'héritera jamais de la pairie, par application de la règle du droit féodal que nous avons mentionnée. Nous avons vu aussi que pour la pairie comme pour les autres biens réels, à degré égal les femmes étaient primées par les mâles. Supposons maintenant que le pair défunt n'ait laissé aucun descendant mâle. S'il n'a laissé aucun descendant mâle, mais a laissé une fille unique, cette fille unique héritera, en son propre droit, de la pairie comme de tous biens réels. Il est vrai qu'elle ne bénéficiera pas de tous les privilèges de la pairie, parce que les femmes ne peuvent siéger au Parlement. Mais d'une part elle n'en aura pas moins droit au jugement par les pairs du royaume, et de l'autre, à sa mort elle transmettra la pairie à l'aîné de ses fils, exactement avec les mêmes droits que s'il en avait hérité d'un homme.

Remarquons que l'époux d'une semblable pairresse en son propre droit ne sera pas justiciable des pairs du royaume. Les pairs communiquent leur dignité à leurs femmes, mais il n'y a point réciprocité. Cependant jusqu'au xvii^e siècle, il arriva fréquemment qu'en pareil cas la couronne ait convoqué au Parlement l'époux d'une pairresse en son propre droit, avec le rang qu'avaient possédé les ancêtres de cette pairresse. En pareil cas la pairresse n'en gardait naturellement pas moins son droit au jugement par les pairs du royaume.

2^e Cas où il y a plusieurs filles.

Les filles concourent à la succession des autres **Biens réels**. — Si le défunt a laissé plusieurs filles, on procédera au partage des biens réels. Les filles seront appelées à la succession en concours. Cette égalité des filles, à la succession des biens réels, est un principe que les Anglais ont emprunté à la coutume normande, ainsi que Glasson l'a indiqué dans son *Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre*. Les cas de partage seront rares pour les hommes : il faudrait supposer que des petits-fils par les filles vinssent à succéder par l'effet de la représentation. En ce cas le partage aura lieu par souches. Le droit anglais ne le permet qu'au bout d'un an, et il autorise à rester dans l'indivision indéfiniment. Le partage aura lieu en nature, s'il y a moyen. Il sera susceptible d'être annulé pour cause de dol ou de vio-

lence, mais non comme en droit français pour lésion.

Application du principe du concours à la Pairie. — Il ne saurait être question de partage relativement à la Pairie. Il y a quelques cas où, comme nous l'avons indiqué, le décès d'un pair peut déterminer la vocation de deux héritiers différents à la pairie. Cette éventualité sera fort rare. On ne pourrait appeler toutes les filles ou leurs représentants en concours à la pairie, parce que les principes même de la pairie anglaise s'opposent à la multiplication du nombre des pairs et qu'on ne saurait appliquer aux femmes une règle plus favorable que celle adoptée pour les hommes. Pour la succession à la Couronne, on a tourné la difficulté en appliquant le droit d'aînesse aux femmes, quand les mâles viennent à faire défaut. C'est qu'il n'y a pas moyen d'agir autrement. L'exercice de la magistrature suprême ne doit jamais rester en suspens. « Le roi ne meurt pas. » Pour la pairie, pouvant s'en dispenser, on n'a pas cru devoir contrevenir au principe du concours admis en matière de Biens réels. Il reste à savoir par quel artifice le problème a été résolu.

II. — CONDITIONS PERMETTANT A L'ABEYANCE DE SE PRODUIRE.

1° *Sens du mot.*

Le nom d'abeyance dérive du français *bayer* ou *bailler*, qui désigne un acte consécutif de l'attente,

et, par extension, en est venu à signifier la suspension de l'exercice d'un droit, telle que peut la provoquer par exemple un état d'indivision. Comme de sa nature la pairie est impartageable, on tranche la difficulté d'appeler en concours plusieurs filles en n'en appelant aucune, tant que se prolonge cette vocation simultanée. Le titre ne s'éteindra pas, mais disparaîtra provisoirement, c'est-à-dire jusqu'à extinction de toutes les branches moins une.

*2° Limitations au mode d'acquisition qui servent
à éviter l'Abeyance.*

Pour que se présente un cas d'abeyance, il ne suffit pas que les successibles les plus proches soient des femmes ; car la dévolution du titre a pu être déterminée par le brevet de telle façon que la succession ait été réservée aux mâles et aux descendants par les mâles, condition qui exclura d'abord toute fille et ensuite les enfants mâles des filles eux-mêmes. Il faudra, pour qu'il puisse y avoir abeyance, qu'on trouve dans le brevet la limitation :

a) A ce pair et aux héritiers de son corps en général.

Cette limitation ne se présentera guère dans le cas de baronnies par brevet, mais on la rencontrera parfois pour les autres titres. On sait que, dans les baronnies par writ, la limitation en question est celle qu'on sous-entendra. Par conséquent la fille unique d'un baron par writ sera appelée à la succession de la baronnie, et les filles, s'il y en a plu-

sieurs, seront appelées en concours, et par suite, du moins provisoirement, ne succéderont pas.

*3° Dignités qui, d'après certains auteurs,
ne sauraient encourir l'Abeyance.*

Opinion que les comtés ne sauraient être attribués aux femmes. — La question s'est posée de savoir si les comtés (Earldoms) étaient susceptibles de tomber en abeyance. On a prétendu qu'il était impossible qu'un comté passât, même à une héritière en son propre droit, en sorte que les femmes seraient exclues totalement de la succession des comtés. Dans leur mode de création serait impliquée la limitation :

b) A ce pair et aux héritiers mâles de son Corps.

Cette opinion a été soutenue dans le rapport d'un des comités de la Chambre des Lords, relatifs aux dignités, rapport auquel s'attache le nom de Lord Redesdale, le savant jurisconsulte qui passe pour l'avoir rédigé en entier. Mais ce rapport ne possède qu'une valeur consultative, il ne lie pas plus les Lords que l'avis d'un simple particulier ou que le rapport d'une de nos commissions législatives ne lie les Chambres françaises. L'opinion qui voudrait écarter les femmes de la succession des comtés se base sur les fonctions que paraissent avoir exercées les Earls, au premier siècle de la conquête. On ne saurait tirer de ce fait beaucoup de conséquences, parce que la dignité de comte dut cesser d'être une fonction, avant que ne fussent fixées les règles

de dévolution de la pairie, puisque les Lords ne formèrent un corps distinct de la nation que bien après l'obtention de la Grande Charte. On a dit aussi que l'attribution du tiers des profits des procès n'aurait pas pu être obtenue par les femmes, et que par suite les femmes ne sauraient hériter des comtés, ce tiers denier étant formalité essentielle de l'acquisition de la dignité. La dernière assertion suffit pour infirmer le raisonnement. Nous savons, en effet, que parfois on n'a attribué aux comtes nouvellement créés que le sixième denier, et qu'il y a même des chartes qui ne présentent aucune mention à cet égard.

Opinion que les comtés ne sauraient tomber en abeyance. — La plupart des adversaires du droit des femmes à la succession des comtés restreignent leur théorie au cas de concours. Ils disent que les comtés ne sont pas capables de tomber en abeyance. Il est vrai qu'il y a des cas très anciens, où l'on n'aperçoit pas que le comté ait été attribué aux filles en concurrence, et où un collatéral mâle semble l'avoir recueilli à leur place. La vérité est qu'en ces temps reculés, la dévolution s'opérait de la façon la plus singulière. On trouverait, dit M. F. B. Palmer, tout autant d'exemples où l'abeyance paraît bien avoir été reconnue. Il n'y a pas de raison en réalité d'établir une distinction entre les comtés et les autres dignités. Si les autres dignités peuvent tomber en abeyance, c'est par application de la règle du concours des filles à la succession aux Biens réels avec

impossibilité de partage ; pourquoi dès lors rejeter pour les comtés une règle dont on fait dans des cas analogues l'application ? En 1896, la couronne termina du reste l'abeyance du comté de Cromartie en faveur de la branche aînée. Cette terminaison implique l'adoption de la double proposition que nous venons de soutenir.

III. — PRÉROGATIVES DE LA COURONNE EN CE QUI CONCERNE L'ABEYANCE.

Étendue des pouvoirs royaux. — Pour que l'Abeyance prenne naturellement fin, il faudra que les droits de tous les représentants des branches primitives viennent à se concentrer dans un seul. Pour cela, il faudra que toutes les branches s'éteignent, à l'exception d'une seule. Par branches, nous entendons la postérité de chacune des filles dont la présence avait fait naître l'Abeyance. Un autre mode de terminaison est celui qui rentre dans les prérogatives de la Couronne. La Couronne a en effet le droit d'autoriser l'une des branches à porter le titre, avant la terminaison naturelle, et elle peut accorder cette faveur à la branche qu'elle désire. Mais elle ne pourrait accorder le titre à une autre famille, en dépit des violations de cette règle dont le *xvii^e* siècle fut témoin sous les Stuarts. Le titre, en effet, n'a pas disparu irrévocablement : il existe, mais on ne peut en jouir. Dans celle des branches qu'elle entend favoriser, la Couronne ne pourrait pas non plus, semble-

t-il, exclure le plus proche héritier. Elle peut par exemple préférer les descendants de la cadette, mais dans cette branche, elle devra prendre l'ainé des descendants. Ce droit est moins exorbitant qu'il ne paraît au premier abord. Supposons en effet que la Couronne termine l'abeyance en faveur des descendants de la troisième fille. Puis plus tard la première et la troisième branches s'éteignent. Il ne reste que les descendants de la deuxième fille. Si on avait laissé l'abeyance prendre fin naturellement, c'est cette deuxième branche qui aurait joui du titre. Mais elle en jouira de toute façon, à la date de la terminaison naturelle, puisqu'alors elle sera l'héritière de la branche favorisée. La terminaison naturelle requiert en effet l'extinction de toutes les branches moins une.

Formes auxquelles il est recouru afin de les exercer. — Des cas de terminaison d'abeyance par cette voie se sont encore produits sous les derniers règnes. Quand un individu prétend descendre d'un pair dont le titre est tombé autrefois en abeyance, s'il désire que l'abeyance soit terminée en sa faveur, il adresse une pétition à la Couronne, qui réfère le cas à la Chambre des Lords, afin d'examiner l'exactitude de la généalogie alléguée. Si la décision des Lords est favorable, la Couronne décide alors en toute liberté. Elle peut repousser la demande sans avoir à justifier d'aucun motif. D'ordinaire cependant la pétition du représentant de l'ainée des filles aura des chances d'être agréée. Le procédé qu'emploie la Couronne pour terminer l'abeyance, diffère suivant les

cas. Si c'est une femme dont la prétention a été accueillie, elle recevra des lettres patentes à cet effet, parce qu'un writ de convocation serait dépourvu de signification à son égard. Si c'est un héritier mâle, on se contentera d'un writ. Si la personne qui a revendiqué le titre est déjà un pair, il faudra encore recourir à l'envoi de lettres patentes. Le pair qui aura bénéficié de l'exercice de cette prérogative prendra le rang occupé autrefois par son ancêtre, tout comme si la terminaison s'était effectuée naturellement.

§ IV. — La succession au trône d'Angleterre.

Le roi étant le premier des nobles, il n'est pas sans intérêt de rechercher si les règles que nous avons indiquées, au sujet de la pairie, s'appliqueront, avec une pareille rigueur en ce qui concerne la succession au trône.

Que la couronne ne saurait tomber en abeyance.
— En principe ce sont bien en effet les mêmes règles qui seront appliquées. Il n'y a de différence qu'en ce qui concerne la succession des femmes. On sait que les femmes sont capables d'occuper le trône royal, tandis que les paires en leur propre droit ne jouissent que d'une pairie diminuée, puisqu'elles sont exclues du Parlement. S'il y a plusieurs héritiers au trône il ne se produira pas d'abeyance : le droit d'aînesse est donc applicable ici à tous les descendants ; chacun des sexes forme un groupe à part, le groupe

féminin venant après le groupe masculin. A part cette remarque, les règles sont identiques en ce qui concerne la Couronne et en ce qui concerne la pairie.

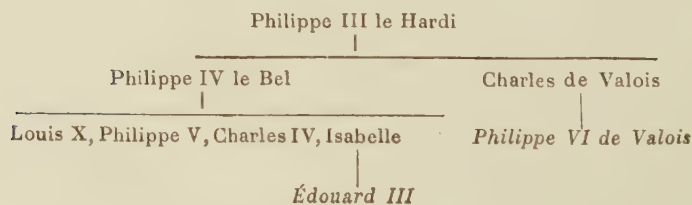
Le roi Édouard VII héritier apparent. — Montrons par quelques exemples dans quelles conditions peut s'ouvrir la vocation des femmes. Le roi Édouard VII a été dès sa naissance l'héritier apparent du trône, et cependant il n'était pas l'aîné de la nombreuse famille, issue de l'union du Prince Albert avec la reine Victoria. Il avait en effet une sœur aînée, qui devint plus tard l'épouse de l'empereur Frédéric III. Cette sœur fut l'héritière présomptive (1) jusqu'à la naissance du prince de Galles, et elle aurait été appelée à succéder, si la reine Victoria était morte avant d'avoir eu des fils.

Causes de la Révolution de 1688. — On se rappelle que la Révolution de 1688 fut provoquée par la naissance d'un fils de Jacques II. De sa première femme, ce monarque n'avait eu que deux filles : les futures reines Marie II et Anne, élevées dans le protestantisme. Or leur père, à l'époque où il était encore duc d'York (et héritier présomptif), s'était en 1671 converti au catholicisme. La Nation, à son avènement en 1685, se vit avec regret gouvernée par un prince de cette confession. Mais on patienta avec la pensée que l'état de choses changerait du moins lorsque Marie,

1. Un héritier apparent est celui qui ne peut perdre sa vocation héréditaire que par sa mort (le prince de Galles, pour la Couronne). On l'oppose à un héritier présomptif.

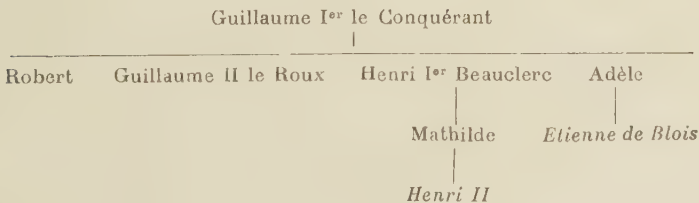
la princesse aînée, monterait sur le trône. Un événement vint causer la ruine de ces espérances, lorsqu'en 1688, la seconde femme de Jacques II mit au monde un fils qui devait devenir le fameux Prétendant *Jacques III*. En effet, d'après le droit commun dont nous avons fait l'exposé, cet héritier mâle, bien que le dernier né, dans l'ordre des naissances, devait exclure ses sœurs. D'ailleurs on était sûr qu'il serait élevé dans la religion catholique. Quelque temps après cet événement, les lords, implorèrent l'intervention du *stathouder* de Hollande, Guillaume d'Orange, l'époux de Marie, que l'on reconnut roi sous le nom de Guillaume III, parce qu'il se refusa à jouer le rôle d'un simple prince consort.

Causes de la Guerre de Cent ans. — La Guerre de Cent ans se ramène à un conflit de droit international privé entre les systèmes successoraux de France et d'Angleterre. La manière dont Édouard III revendiquer les droits, qu'il disait tenir de sa mère, contre Philippe VI de Valois, montre qu'à cette époque, le droit des femmes à la succession royale n'était pas encore aussi pleinement reconnu par les Anglais qu'il l'a été dans la suite. Les prétentions de leur roi se fondaient sur la généalogie suivante.



Sa revendication, en elle-même assez légitime, semblait entachée en fait de quelque inconséquence, parce qu'il reconnaissait que les femmes ne possédaient pas le droit de succéder par elles-mêmes. Il en découlait que si Isabelle n'avait pas encore eu de fils, à la mort de Charles IV, Philippe de Valois aurait mis obstacle à la vocation d'Isabelle. Mais comment donc concevoir que le fils d'Isabelle héritât d'une couronne qui était refusée à sa mère ? Un représentant n'a jamais plus de droits que le représenté. Autrement il aurait fallu attribuer au titre de Philippe le Bel la possibilité de passer sur la tête de son petit-fils directement et en franchissant la génération intermédiaire. Pareille théorie eût abouti à des résultats inadmissibles, puisqu'un fils d'Isabelle, né depuis la mort de Charles IV, aurait été exclu par Philippe de Valois, au lieu de l'exclure lui-même, quoique son degré de parenté avec le défunt fût le même, à quelque date que se plaçât sa naissance.

Causes de la lutte entre Etienne de Blois et Mathilde l'Empérière. — Il est probable qu'Édouard III dut penser à la façon dont la question avait été résolue, deux cents ans plus tôt en Angleterre, à la mort d'Henri I^{er} Beauclerc. Voici la généalogie des prétendants en présence.



Il ressort de cette généalogie qu'avec les principes actuellement reconnus, le trône aurait dû revenir à Mathilde l'Empérière, en vertu de cette maxime d'évidence que *la fille d'un fils est préférable au fils d'une fille*. Cependant Mathilde ne songea pas un instant à revendiquer, pour elle-même, la couronne, mais au nom de son fils Henri II alors en bas âge, à qui Étienne de Blois contesta ses droits par pur esprit de chicane. Après dix neuf ans de luttes civiles, on signa le traité de Wallington (1153), sorte de transaction aux termes de laquelle Étienne gardait la couronne sa vie durant et reconnaissait pour son successeur, Henri II.

La succession du roi Henri VIII : Marie Tudor et Edouard VI. — La guerre de Cent ans ne dut pas peu contribuer à affermir la règle de la vocation des femmes. En 1547, à la mort du roi Edouard VI (le fils de Jane Seymour), le droit de Marie Tudor (la fille de Catherine d'Aragon) fut bien contesté, mais par des partisans de sa cousine, Lady Jane Grey, tels que le protecteur du précédent règne, Northumberland.

Causes de la condamnation de Marie Stuart. — La condamnation de Marie Stuart se rattache étroitement aussi à l'application de la même règle. Marie, reine de France et d'Écosse, était la petite-fille d'une sœur aînée d'Henri VIII. Or, la reine Elisabeth s'obstinant, peut-être par raison politique, dans son célibat, en dépit des remontrances réitérés du Parlement, la reine d'Écosse était et demeurait l'héritière présomptive au trône d'Angleterre. Or en 1570 le pape Pie V

commit la faute d'excommunier Elisabeth, en relevant ses sujets de leur allégeance. Marie Stuart dès lors devenait une rivale : on s'explique donc, si on ne peut excuser le fait, qu'Elisabeth et surtout les protestants aient eu ensuite intérêt à la faire disparaître.

La Couronne et les héritiers du demi-sang. — Le demi-sang n'a pas plus été jamais exclu pour la couronne que pour la pairie. Les raisons sont identiques. Pour la couronne comme pour la pairie, c'est toujours du premier acquéreur, que l'on part pour dénombrer les successibles. C'est sa succession qui est rouverte à chaque cas de transmission. Les successibles, même s'ils ne sont que des collatéraux du défunt, par rapport au premier acquéreur sont et doivent être des descendants. Or en ligne directe, la parenté est forcément entière. C'est pour cela qu'en 1553, Marie Tudor succéda à Edouard VI, bien que sœur consanguine de ce jeune prince, de même que cinq ans plus tard, sa sœur consanguine à elle, la fille d'Anne Boleyn, Elisabeth, fut appelée à recueillir sa propre succession.

CHAPITRE VII

Les pairs, nobles majores ou noblemen (*fin*).

Protection de la pairie.

SOMMAIRE

Des usurpations comparées de titres nobiliaires, en France et en Angleterre.

I. — Protection du droit aux divers privilèges possédés par les pairs, notamment de celui de législateurs héréditaires.

I. Contrôle que la Chambre des lords peut exercer sur sa propre initiative. — II. Contrôle que la Couronne peut exercer, sur sa propre initiative : 1^o Fondement de cette prérogative. — 2^o Procédure des revendications de pairie, devant la Couronne. — 3^o Raisons pour lesquelles ces affaires sont renvoyées devant les Lords : désir d'éviter la contradiction des décisions successives, — désir d'éviter les occasions de conflit. — III. Contrôle que la Chambre des Lords ne peut exercer que sur l'initiative de la Couronne : rédaction du prospectus, — production des preuves, — particularités de la jurisprudence, en matière de pairie, — particularités de la chose jugée, en matière de pairie. — IV. Avis qui peut être demandé aux juges de droit commun.

§ II. — Protection du droit à un nom titré, possédé par les pairs.

I. Théorie générale du nom en droit anglais : 1^o Que le nom originaire dérive de l'usage : nom de famille, — noms de baptême. — 2^o Que des mesures de publicité permettent d'en adopter un autre, à l'égard des particuliers : défaut de sanction à l'emploi d'une signature inexacte, — utilité d'une insertion dans les journaux, — superfluité de l'enregistrement d'une déclaration rédigée sous seing privé — 3^o Que l'obtention d'une licence royale équivaut à la formation d'un nouvel usage : insécurité du procédé, — cherté du procédé. — II. Théorie des noms titrés en droit anglais : 1^o Application des principes énoncés ci-dessus. — 2^o Faits qui empêchent en pratique l'adoption d'un titre indu.

Avant la Révolution, le droit français connaissait une distinction dans la condition des personnes : elle consistait à les répartir en roturiers et en gentilshommes, que nous appelions *nobles*. Il importait peu quel était le titre que possédaient ces gentilshommes, ni même qu'ils n'en possédassent aucun. Il résultait de ce fait que la Royauté ne s'inquiétait pas si ses nobles avaient véritablement droit au titre qu'ils étalaient. Il aurait été difficile à un roturier de se faire passer pour gentilhomme, parce que cette usurpation aurait pu aboutir à une lésion du fisc. Mais il était indifférent qu'un gentilhomme authentique s'intitulât comte ou chevalier. Dans les brevets royaux, la cour acceptait, les yeux fermés, le titre que s'attribuait le personnage. Ces usurpations de titres ont jeté un certain discrédit sur notre ancienne noblesse. Ce discrédit est injustifié ; s'il y a en effet en France peu de familles nobles qui seraient à même de faire la preuve du titre dont elles se parent, il n'en reste pas moins que les autres sont presque toujours des familles de vrais gentilshommes, descendant d'ancêtres chevaliers ou d'anoblis. Actuellement encore, notre loi apporte des entraves sérieuses à la prise d'un titre indû et même à tout changement de nom. Il y a en France un droit de propriété des titres de noblesse, qui est sanctionné par les tribunaux de la République. De plus en vertu des idées courantes, le nom lui-même doit témoigner de la noblesse de celui qui le porte ; or les familles qui s'arrogent la particule sont certaines d'encourir

le ridicule pendant l'espace d'au moins une génération.

En Angleterre, il subsiste des distinctions dans la condition des personnes. La seule qui ait de valeur sépare les citoyens, non en roturiers et en gentilshommes, mais en nobles titrés (peers) et en commoners, désignation qui embrasse à la fois les roturiers et les simples gentilshommes d'armoiries (gentlemen). A cause de l'importance du titre, chez les Anglais, à cause du privilège exorbitant de législateur héréditaire qu'il continue de conférer, on l'a entouré de barrières protectrices si élevées et si solides qu'il serait inconcevable qu'une seule fraude vint entacher le corps de la pairie anglaise. Ainsi un baron, un comte anglais ne sauraient être qu'un baron ou un comte authentique. La création peut être récente et, de titres anciens, on n'en compte plus que quelques dizaines : dans tous les cas leur origine sera absolument indiscutable. La noblesse d'un nobleman défie tout soupçon. De même qu'en notre pays, sous les gouvernements de la Restauration et de la Monarchie de juillet, il aurait été inouï qu'un individu se donnât pour pair de France, alors qu'il ne l'était pas, de même il serait inouï qu'un commoner se prétendit nobleman sans droit, parce que par définition un nobleman est un pair d'Angleterre.

En revanche, nous verrons plus tard ce qu'il faut penser des armoiries dont bon nombre d'Anglais font volontiers l'étalage.

**§ 1. — Protection du droit aux divers privilèges
possédés par les Pairs, notamment de celui de
législateurs héréditaires**

Nous allons parler de la juridiction qui appartient à la Couronne et à la Chambre des Lords. C'est cette juridiction qui défend les titres nobiliaires contre les usurpations, bien que son contrôle ne vise pas le nom, mais seulement les plus notables des privilèges des pairs.

**I. — CONTROLE QUE LA CHAMBRE DES LORDS PEUT
EXERCER SUR SA PROPRE INITIATIVE.**

Le contrôle du droit de siéger dans la Chambre des lords appartient d'abord à cette Chambre elle-même, capable, comme toute assemblée publique, de discuter le bien-fondé des pouvoirs de ses membres. Ce contrôle, elle est en principe habile à l'exercer sur sa propre initiative.

M. Round, dans son livre intitulé : *Peerage and Pedigree* a soutenu que la juridiction compétente, en matière de pairie, aurait été primitivement la Cour de Chevalerie. Ce tribunal était composé de deux officiers de la Couronne, siégeant comme juges : le connétable et le comte-maréchal. Ils formaient au moyen âge une espèce de conseil de guerre supérieur et jugeaient aussi les affaires d'honneur. Par connexité,

le roi les appela parfois à trancher les cas pendants de revendication de pairies. La dignité de connétable n'existe plus. Celle de comte-maréchal est exercée, à titre héréditaire, par le duc de Norfolk ; mais ses fonctions se bornent maintenant à nommer les rois d'armes, hérauts et poursuivants du Collège d'Armes. Dès le *xvi^e* siècle, la compétence de la Cour de Chevalerie paraît être tombée en désuétude.

Ce qui subsiste de la démonstration de M. Round, c'est que la Chambre des Lords n'est arrivée à exercer une juridiction, en matière de pairie, que par une voie détournée, et uniquement parce qu'en sa qualité d'assemblée délibérante, elle possédait le droit de faire la police de la salle, d'exclure les intrus de ses séances et de régler le rang de ses divers membres. De nos jours encore, la Chambre des Lords ne possède pas un droit de compétence initiale en matière de revendication des pairies.

II. — CONTROLE QUE LA COURONNE PEUT EXERCER SUR SA PROPRE INITIATIVE.

1^o Fondement de cette prérogative.

La Couronne peut également, sur sa propre initiative, exercer un contrôle efficace sur l'authenticité des pairies. Son droit a été reconnu de temps immémorial. Il procède de ce que la Couronne est la fontaine des honneurs ; puisque c'est elle qui crée les pairs, il semble qu'elle doive posséder le droit

d'indiquer quelles ont été ses intentions, au moment de l'acte de création : son droit de juridiction fut la conséquence de son droit d'interprétation. Sa compétence est plus étendue que celle des Lords, puisque les Lords ne peuvent se prononcer sur la revendication d'une pairie qu'après y avoir été invités par la Couronne. Ce genre d'affaires est en somme son domaine propre ; sur les autres elle laisse en fait aux Lords le soin de défendre leurs privilèges.

*2° Procédure des revendications de pairie
devant la Couronne.*

Celui qui revendique une pairie, qui prétend par exemple que l'abeyance d'une pairie dont il est héritier a pris fin naturellement, ou, si l'abeyance se prolonge encore, qui demande que la Couronne daigne la terminer en sa faveur, doit entamer la procédure par l'adresse d'une requête (pétition) au ministère de l'Intérieur (Home Office). Cette requête doit établir : quel avait été le mode de création, writ, charte ou lettres patentes, — les limitations qui y étaient impliquées, — les circonstances successorales, à la suite desquelles se produisit l'abeyance, — et enfin la généalogie du demandeur et de ses cohéritiers. La requête doit conclure par une prière, implorant l'envoi d'un writ de convocation ou la terminaison de l'abeyance. Le secrétaire d'État du Home Office transmet ensuite la requête au Procureur général (Attorney-General) afin qu'il adresse son rapport. Ce

magistrat est un des membres du cabinet, qui remplit pour toute l'Angleterre les fonctions du ministère public chez nous : toutefois le ministre de la Justice (lord-chancelier) n'est que son collègue. Sur rapport de l'Attorney-General, le souverain, ou, en son nom, le ministre de l'Intérieur prend la décision qu'il juge opportune. Il est libre de rejeter la revendication.

3° Raisons pour lesquelles ces affaires sont renvoyées devant les Lords.

Désir d'éviter la contradiction des décisions successives. — S'il désire l'accueillir, au lieu de se prononcer en personne, il déférera l'affaire aux Lords, en pratique. Il serait dangereux d'adopter un autre procédé, parce que, dit-on, les Lords pourraient s'estimer offensés, et qu'il leur serait facile de réduire à néant les meilleures intentions de la Couronne, grâce à leur droit de vérification des pouvoirs, au moins dans un grand nombre de cas. Par exemple, que la Couronne reconnaisse la prétention d'un demandeur, qui soutient être héritier d'une vicomté créée par writ : c'est une question controversée de savoir si un writ suffit à créer une vicomté. Malgré la décision royale, les Lords pourraient n'accorder à ce vicomte que le rang d'un baron.

Désir d'éviter les occasions de conflit. — A vrai dire, si la Couronne tient à sa décision, elle ne manquera pas de moyens à sa disposition pour la faire

prévaloir : si les Lords ont refusé, pour une cause quelconque, le droit de siéger au revendiquant, la Couronne n'aura qu'à adresser des lettres patentes à la victime des Lords : il y aura création d'une pairie nouvelle d'un caractère incontestable. Mais le pair, étant un nouveau pair, ne prendra place qu'à la suite de tous les autres pairs de son rang, à moins que les lettres patentes ne l'élèvent à un rang supérieur, cas dans lequel il les précédera tous. Mais ce sont là des expédients extrêmes. Il est préférable d'éviter l'occasion d'un conflit.

III. — CONTRÔLE QUE LA CHAMBRE DES LORDS NE PEUT EXERCER QUE SUR L'INITIATIVE DE LA COURONNE.

Rédaction du prospectus. — Par ce moyen, la Chambre des Lords étend finalement son contrôle sur les actions en revendication de pairies, bien que ce soit sur l'initiative de la Couronne. En réalité, c'est un de ses comités qui tranchera les débats. D'ordinaire la Chambre des Lords ne fait qu'enregistrer par un vote la décision du comité. Quatorze jours au moins avant la première séance, un prospectus imprimé doit être délivré à chacun des membres du comité, relatant, dans une forme plus détaillée, les faits allégués dans la pétition remise au Home Office, et, en outre, les précédents juridiques sur lesquels se fonde la demande. S'il y a des tiers dont les droits seraient en conflit avec ceux du demandeur, la pétition aura dû leur être signifiée, afin qu'ils soient

à même d'adresser, eux aussi, un prospectus au comité.

Production des preuves. — Au cours de séances, la preuve à fournir ne laissera pas que d'être compliquée. Il faudra en effet établir la généalogie complète du demandeur et de ses cohéritiers. Cette preuve soulèvera souvent des questions d'identité fort délicates. Pour les faits de mariage, décès, filiation légitime, etc., la Chambre des Lords se montre plus coulante que les cours de droit commun. C'est ainsi qu'on admettra les ouï-dire sur ouï-dire, genre de preuve que rejette la pratique habituelle.

Particularités de la jurisprudence en matière de pairie. — Les arrêts de la Chambre des Lords n'auront de valeur que relativement à l'affaire qu'ils ont eue en vue. Comme ceux de nos cours, ils n'auront de valeur qu'à titre d'exemple, au lieu que devant les cours de droit commun, en Angleterre, les précédents font loi. La « common law » n'est, comme on sait, que la jurisprudence séculaire des tribunaux anglais, telle que l'ont construite les grands juriconsultes Coke, Blackstone, Stephen. La jurisprudence des Lords ressemble donc à celle de nos tribunaux français que l'article 5 du Code civil encourage à se déjuger d'un procès à l'autre. C'est cette incertitude de la jurisprudence des Lords qui oblige surtout la Couronne à leur déléguer ses propres droits, car il n'est jamais sûr que les Lords ne modifieront pas leur manière de voir, à la prochaine affaire.

Particularités de la chose jugée en matière de

pairie. — Même dans une affaire donnée, il est possible aux Lords de revenir sur un arrêt passé, à condition toutefois que ce soit dans l'intérêt du demandeur. La chose jugée n'existe qu'à demi : c'est du reste tout à l'avantage des plaideurs. Si la prétention a déjà été une fois reconnue, les Lords n'ont plus le moyen de se rétracter. Si elle a été rejetée, l'affaire reste susceptible d'être rappelée indéfiniment, bien qu'il soit prudent d'attendre qu'une génération se soit écoulée pour recommencer la procédure. Le bon vouloir des Lords va jusqu'à décider que les points admis en faveur du demandeur, dans la précédente enquête lui resteront acquis.

IV. — AVIS QUI PEUT ÊTRE DEMANDÉ AUX JUGES DE DROIT COMMUN.

Les Lords se montrent jaloux de leur juridiction. Ils ne reconnaissent à aucune cour de droit commun le pouvoir de trancher une affaire, impliquant une question de pairie. Il n'y a pas besoin que ce soit là l'objet principal du litige. Il suffira qu'une question de pairie vienne se greffer incidemment sur le fond pour que la cour soit tenue de décliner sa compétence. La Chambre des Probates, des Divorces et de l'Amirauté s'est fait rappeler à l'ordre en 1901, à l'occasion du procès intenté par lord Cowley contre sa femme, divorcée et remariée, qui continuait à porter le titre de Comtesse Cowley. Voici les paroles prononcées

par lord Halsbury en rendant la sentence déboutant lord Cowley.

« Je me demande quelle juridiction avait la Chambre des Divorces, pour décider de cette affaire... Quelle compétence appartient aux cours de droit commun, en matière de dignités ? Je ne sache pas qu'elles possèdent de semblables pouvoirs. Si en effet l'affaire impliquait la revendication d'une dignité, la compétence ne serait point celle de cette Assemblée statuant en sa qualité de cour d'appel suprême, mais en tant que compétente directement par son comité des Privilèges... C'est un principe établi qu'une cour de droit commun ne doit jamais juger les questions de dignité ». (*Law Reports, Appeal Cases*, 1901.)

Le titre de la comtesse Cowley n'était qu'un titre de courtoisie, puisque sinon par son divorce, du moins par ses secondes noces, elle avait perdu son rang de pairresse et le privilège d'être jugée par les pairs du royaume. Les Lords, avant de se prononcer, peuvent cependant requérir l'avis des juges de droit commun.¹ Les Lords n'y sont jamais obligés d'ailleurs, alors même que l'intéressé le demanderait. C'est ainsi qu'en 1856, les Lords refusèrent l'avis des juges, dans le cas de lord Wensleydale.

§ II. — Protection du droit à un nom titré possédé par les pairs.

Les Français sont soumis, d'une part, à l'obligation de s'en tenir au nom qui leur a été assigné par l'offi-

cier d'état-civil, au moment de la déclaration de naissance, et la jurisprudence reconnaît, d'autre part, qu'on peut interdire l'usage de son nom à une personne qui en userait, même sans vous causer préjudice. Le nom engendre donc un devoir et un droit de propriété. A plus forte raison, la même protection couvre-t-elle les noms titrés. Les Anglais ne connaissent rien d'analogue à une pareille obligation ni à un pareil droit. On pourrait dire que la faculté de choisir son nom est une des grandes libertés du peuple anglais, bien que ni la Magna Charta de 1215 ni la Déclaration des Droits de 1689 n'en fassent mention. A vrai dire, il n'y a pas de théorie du nom en Angleterre. Les décisions de justice à ce sujet sont infiniment rares. Les auteurs n'en traitent pas dans leurs ouvrages généraux. Les noms s'adoptent et se changent à peu près à volonté.

I. — THÉORIE GÉNÉRALE DU NOM EN DROIT ANGLAIS.

*1° Que le nom originaire de chaque individu
dérive de l'usage.*

Exposons cependant la pratique courante.

Nom de famille. — D'après M. Fox-Davies, dont le petit traité est la seule étude qu'on ait, à notre connaissance, écrite sur la matière, c'est de l'usage que dérive le nom de famille de chacun. Qu'un enfant légitime soit, par hypothèse, abandonné de ses parents, puis qu'une fois recueilli par des étrangers,

l'habitude se prenne de le désigner sous un nom déterminé, ce nom d'emprunt restera son véritable nom, alors même que sa famille primitive viendrait à être retrouvée. C'est parce que les Anglais ont coutume en fait d'appeler un enfant d'après le nom de son père qu'un enfant légitime porte le nom de ce père, comme en France. Les registres de l'état-civil n'existent que depuis 1836. Ils servent uniquement à relater la naissance ; le nom qui y est inscrit n'est qu'une indication, une « description » pouvant aider à reconnaître l'enfant : l'inscription ne rive pas sur sa tête une dénomination. Par suite il sera inutile de recourir à une procédure en rectification, parce que le nom du père aurait été maladroitement orthographié. Dans la suite il sera toujours facile d'en adopter un autre si on le désire.

Noms de baptême. — La règle est identique pour les noms de baptême. Les noms mentionnés sur les registres des paroisses ne sont aussi que des points de repère. Il arrive fréquemment qu'un enfant reçoive comme nom de baptême un nom de famille, par exemple celui de sa mère ou de sa marraine. D'après M. Fox-Davies, on ne saurait changer les noms de baptême, inscrits sur leurs registres, par les prêtres de l'Église Anglicane. Seul un acte de parlement serait capable de les modifier. La raison qu'il invoque est que l'acte de 1559, relatif au Prayer-Book, aurait imprimé un caractère officiel aux cérémonies et aux rites prescrits pour l'administration du baptême. Il est peu probable que le législateur de 1559 ait été

animé d'une semblable intention, aboutissant à créer une dérogation irrationnelle au droit commun des noms, en faveur des noms de baptême. Il ne semble pas non plus qu'en pratique il soit tenu aucun compte de la distinction à laquelle fait allusion M. Fox-Davies. Lord Dundonald cite *sans observation*, dans un article du *Nineteenth Century*, en date de janvier 1894, la transformation du nom d'un certain Joshua Bug en celui de Norfolk Howard; Norfolk est ici un nom de baptême. En tous cas cette dérogation ne serait applicable ni aux noms des catholiques, ni à ceux des non-conformistes, ni à ceux des juifs.

2° *Que des mesures de publicité permettent d'en adopter un autre, à l'égard des particuliers.*

Défaut de sanction à l'emploi d'une signature inexacte. — Si l'usage suffit à déterminer le nom, il suffira de provoquer un usage contraire, pour le modifier en suite. Mais n'est-ce pas tourner dans un cercle vicieux, s'il faut attendre pour légitimer l'emploi d'un nom que l'usage s'en soit répandu? La formule exacte est que les pouvoirs publics reconnaîtront à un particulier le droit à un certain nom, lorsque les autres particuliers auront pris l'habitude de le désigner de cette façon. La constatation de cette habitude est une question dont les pouvoirs publics seront juges. A l'égard des particuliers, le nom ne présente point par lui-même d'importance juridique. Libre à chacun d'assumer le nom qui lui plaît. Ce

sera son affaire et celle de ses cocontractants de prendre des mesures permettant de suivre sa personnalité à travers les avatars et les simulations. Nulle disposition de droit pénal ne s'oppose à ce qu'un individu fasse emploi, dans un acte rédigé par écrit, d'un nom qui n'est pas à lui, hormis le cas de fraude évidemment, qui pourrait d'ailleurs résulter de l'emploi du nom originaire, si ce dernier n'était pas le nom effectivement usité.

Au point de vue du droit civil, l'emploi d'un faux nom n'est pas en soi un motif de nullité. En effet la loi anglaise, sauf pour les testaments, n'exige jamais la signature comme condition essentielle à la validité d'un acte sous seing privé (*deed poll*). La seule formalité requise est l'emploi d'un sceau, souvenir de la coutume normande, afin de symboliser le consentement des parties. Il est cependant l'habitude de signer ces actes et même de faire authentifier la signature par témoins. Mais la signature n'a rien de sacramentel, elle n'est qu'un indice pour la preuve de l'identité. On peut s'en dispenser. Si l'on y a recours, on n'est pas tenu de signer de son nom véritable.

Utilité d'une insertion dans les journaux. — Comme il va de soi, les tiers ne sauraient être contraints de reconnaître, sous son nom d'emprunt, l'individu à qui ils ont eu affaire. Il faudra en principe attendre l'écoulement d'un laps de temps suffisant pour que s'établisse un nouvel usage. A partir de ce moment, il y aura présomption que les tiers sont in-

formés du changement de nom. En général on s'accorde à admettre que la même présomption pourrait résulter aussi bien de mesures de publicité. C'est d'ordinaire le « Times » qui est choisi pour les insertions de cette nature.

Superfluité de l'enregistrement d'une déclaration rédigée sous seing privé. — Une déclaration par acte sous seing privé servirait à conserver la preuve de l'intention de changer de nom, mais en l'absence de formalités de publicité, on n'aperçoit point qu'elle serait sa raison d'être, puisqu'elle ne saurait d'elle-même avertir les tiers. M. Fox Davies regrette que les changements de nom puissent s'opérer par voie d'insertion pure et simple, parce que les particuliers échappent de la sorte à la taxe relative aux changements de nom. En conséquence il conseille, préalablement aux insertions, de rédiger des actes sous seing privé, déclaratifs de l'intention de changer de nom, puis de faire enregistrer cette déclaration. Il semble qu'en tout pays il soit superflu de témoigner plus de zèle fiscal que le fisc ; les mesures de publicité, qui servent uniquement à renseigner les tiers ne constituent pas à proprement parler un changement de nom. Les droits encourus seraient assez élevés : 10 livres sterling, soit 250 francs.

3° Que l'obtention d'une licence royale équivaut à la formation d'un nouvel usage.

Insécurité du procédé. — A l'égard des pouvoirs publics, le seul moyen de faire reconnaître, sans re-

tard, les changements de nom est de demander une licence de la couronne. Les licences royales auront, par surcroît, envers les tiers, l'effet d'une insertion, malgré l'imparfaite publicité qui s'attache aux documents officiels. Les demandes doivent être adressées au Home Office. L'inconvénient de ce mode de procéder est qu'on ne peut jamais être sûr que le changement demandé sera accordé sauf lorsqu'un testateur a fait de l'adoption de son nom par un légataire la condition du legs. Qu'un testateur puisse songer à faire, de ce changement, une condition résolutoire, montre l'idée qu'on se fait du peu de stabilité des noms. Dans les autres cas, il est impossible de poser une règle certaine sur les chances de succès de la demande. Voici pourtant quelques exemples, cités par lord Dundonald, qui ne laissent pas que d'être encourageants.

« En 1851, une dame du nom de Braham fut autorisée par licence royale à prendre le nom de Medows, sous prétexte qu'elle était « cohéritière en expectative d'une grand'mère fort âgée dont c'était le nom ». En 1852, un individu du nom de Rust obtint licence royale pour prendre le nom de sa femme, D'Eye, « par déférence envers sa mémoire ». En 1853, un M. Penny reçut permission de s'appeler Harwood, « sur le désir de sa mère et par respect pour sa marraine ». En 1851 une certaine Miss Galston fut admise à prendre le nom de Stepney « par respect pour ses ancêtres maternels, d'une façon générale ».

On prétend qu'avant 1836, la famille du grand

homme politique Gladstone se nommait Gladstones, puis abandonna l's grâce à une licence royale. Un changement très recherché, mais dont la Couronne se montre avare, c'est l'adoption, devant le nom de famille, de la particule française « de » qui passe pour dénoter une généalogie anglo-normande.

Cherté du procédé. — Les licences royales ont le grave défaut de coûter énormément cher, environ 1.600 francs. C'est pourquoi M. Fox-Davies avise un autre procédé qui consisterait à demander un acte du Parlement. L'acte de Parlement n'est pas à la portée du grand public ; on en évalue la procédure à 5.000 francs. Mais il paraît que rien ne s'opposerait à ce que les requérants s'associent, afin qu'un vote unique leur accorde à tous, en même temps, le changement qu'ils désirent. Fort ingénieusement, M. Fox-Davies appelle ces sortes d'actes des actes-omnibus. Entre vingt personnes, par exemple, le total des frais se répartirait, pour chacun des associés, au taux raisonnable de 250 francs.

II. — THÉORIE DES NOMS TITRÉS EN DROIT ANGLAIS.

Tels sont les éléments de la théorie du nom en droit anglais. Le caractère distinctif de cette théorie c'est qu'elle est toute négative. Une facilité si grande de changer de nom déconcerte des français au premier abord, quoiqu'elle ait assurément ses avantages. Elle permet à l'individu de se débarrasser plus

facilement de son passé, ce qui revient à dire qu'elle l'encourage à le racheter. La conduite d'un fils de famille n'a-t-elle pas été absolument irréprochable : il délaissera le nom paternel, jusqu'à ce que ses relations aient eu le temps d'oublier ses écarts de jeunesse.

1° Application aux noms titrés des principes énoncés ci-dessus.

La théorie est absolument la même pour les noms de pairs, que pour ceux des commoners. Il ne sert de rien à ceux-là d'être précédés d'un titre. Tout commoner a le droit strict d'assumer le nom d'un pair, même actuellement vivant, et les pairs auraient pareillement celui de s'arroger un titre plus haut que le leur. Mais il est nécessaire de compléter les principes du droit pur par quelques observations pratiques.

2° Faits qui empêchent en pratique l'adoption d'un titre indû.

D'abord une telle usurpation ne saurait affecter jamais que le nom. Le premier tribardeur venu est libre assurément de s'intituler duc de Westminster. Le véritable duc de Westminster ne possède aucun moyen légal de l'en empêcher. Toutefois il n'y aura que le duc authentique à avoir ses entrées à la Chambre des Lords et à être justiciable des pairs du royaume. De plus il faut qu'une habitude d'y recou-

rir ait eu le temps d'être prise pour que les pouvoirs publics soient tenus de reconnaître un nom. Mais les pouvoirs publics ont le droit de considérer indéfiniment le temps écoulé comme insuffisant. Le duc improvisé aurait-il été désigné pendant cent ans sous ce titre, les juges pourront soutenir, et soutiendront certainement, que le nouvel usage ne paraît pas encore avoir été consacré. Enfin, comme nous l'avons déjà noté en passant, remarquons que le contrôle exercé par la Couronne et les Lords, bien qu'il ne vise directement que les privilèges des pairs, rejait indirectement sur le droit au nom titré. Tout le monde sait qu'un individu porteur d'un titre nobiliaire doit être un lord de Parlement. La dissociation de ces deux idées : nobleman, lord de Parlement, ne se présente pas naturellement à des esprits anglais.

C'est pourquoi il n'arrive jamais, non seulement qu'un intrus parvienne à siéger dans la chambre haute, mais même que l'on ose se servir, habituellement et sans droit, d'un nom qui dénote la noblesse. En France, un fat qui a le courage d'affronter, pendant une génération, le ridicule, peut arriver à doter d'un faux titre ses descendants. En Angleterre, il serait découragé d'avance, faute de l'espoir de tromper personne durant longtemps. Les seuls nobles qu'on puisse rencontrer, qui ne soient pas des pairs, sont les étrangers. Il y a par exemple quelques « Counts » alors que le titre anglais correspondant est le mot « Earls ». A leur égard, deux cas peuvent se présenter. Ou bien il ne font que résider passa-

gèrement, et alors il ne rentrent pas dans le sujet de notre étude. Ou bien ils s'installent à demeure, et fondent une famille ; en ce cas les idées ambiantes ne tarderont pas à faire rentrer dans l'ordre leur postérité, et l'ordre c'est qu'en Angleterre les nobles des autres nations n'ont droit qu'au rang de simples Esquires. La solution est sans moyen terme : un prétendu nobleman est nécessairement un pair d'Angleterre ou un escroc.

CHAPITRE VIII

Les gentilshommes, nobiles minores ou gentlemen.

Des esquires.

SOMMAIRE

I. — Évolution du nom de gentleman.

1° Acception originaire et légale : un porteur d'armoiries ; comment « gentleman » a pu devenir synonyme d'« esquire ». — Autorités qui démontrent que les armoiries sont le critérium du gentleman. — 2° Acception morale : un parfait gentleman ; les qualités requises du parfait gentleman sont des qualités de commandement. — Pourquoi le nom de gentilhomme n'a pas fait en France la même fortune. — 3° Acception courante : un monsieur. — 4° Acception exceptionnelle : un membre de la Landed Gentry.

II. — Doctrine qui admet quatre classes de gentlemen au lieu de trois.

1° Prétendue différence entre les gentlemen et les esquires. — 2° Examen de cette doctrine au point de vue historique : que les anciens esquires se faisaient remplacer par des valets roturiers. — Que les anciens esquires seuls finirent par être assimilés aux chevaliers. — 3° Examen de cette doctrine au point de vue juridique.

III. — Le droit des armoiries en Angleterre.

1° Modes d'acquisition. Les brevets émanant de la Couronne. — La naissance. — Les brevets émanant du Collège d'armes. — 2° Privilèges des gentlemen ou esquires. Privilèges abolis. — Privilège de se servir d'armoiries. — 3° Transmission des armoiries. Privilège de masculinité sans droit d'ainesse. — Cas où une seule co-héritière a transmis ses armoiries à une autre famille. — Cas où plusieurs co-héritières ont successivement transmis leurs armoiries à une autre famille.

I. — EVOLUTION DU NOM DE GENTLEMAN.

Les Anglais réservent le plus souvent le nom de « nobleman » aux pairs. Les porteurs d'armoiries sont cependant la classe qui correspond le mieux à la noblesse française. Les nobles français sont en général des gentilhommes qui se sont arrogé un titre de leur autorité. Comme eux, les gentilhommes anglais (gentlemen) prétendent se rattacher par leurs traditions aux familles de chevaliers du moyen âge ; mais ils durent se contenter des armoiries comme indices extérieurs de leur rang, parce que les pairs avaient accaparé les titres de noblesse.

*1° Acception originare et légale : un porteur
d'armoiries.*

Comment « gentleman » a pu devenir synonyme d'« esquire ». — Le terme de gentleman est le nom générique d'un ordre, la Gentry, qui comporte trois degrés à savoir, en commençant par le plus bas : écuyers (esquires), chevaliers, baronets, les deux dernières catégories reconnaissables, grâce à l'emploi du vocable « Sir », suivi du prénom, devant leur nom de famille. Par exemple : Sir Edward Coke. Tous ceux qui sont inclus dans l'un de ces trois groupes, font partie de la Gentry, sont des gentilshommes ou gentlemen, ont le droit de porter et de transmettre des armoiries. Parfois on applique

indifféremment au degré inférieur les désignations d'esquire ou de gentleman, de même que dans l'ancienne France, un noble s'intitulait gentilhomme, faute d'avoir pris un titre de comte ou de marquis, bien que tous les nobles fussent également gentils-hommes.

Autorités qui démontrent que les armoiries sont le critérium des gentlemen. — Les notions que nous venons d'exposer dérangent les opinions reçues. On a coutume de traduire « gentleman » par « monsieur », et il est exact que dans la conversation courante, on trouvera d'ordinaire les deux termes adéquats. Mais ce sens usuel n'est qu'une extension du sens primitif, qui est d'ailleurs resté le sens légal. En principe il n'y a de gentlemen que les porteurs d'armoiries. Au tome V, page 79 de son *Histoire des institutions et du droit de l'Angleterre*, Glasson cite en anglais les premières lignes du chapitre VIII, II^e partie des *Titles of Honor* de Seldon, jurisconsulte qui écrivait au commencement du xvii^e siècle. Nous ne les reproduisons pas, car il est inutile d'y prêter attention. Il ne faut pas y voir une définition. Elles ne renferment, en un langage alambiqué que l'indication de quelques caractères secondaires des gentlemen. Voici une définition de Stephen, révisé par Jenks (dernière édition, 1908), qui ne laisse place à aucun doute.

« Un gentleman est essentiellement un porteur d'armories, *qui arma gerit*, armoiries dont la concession confère la noblesse mineure (gentility) à sa

famille, de la même manière que la noblesse civile chez les Romains se fondait sur le *jus imaginum* ou droit de porter l'image d'au moins un ancêtre ayant exercé une charge curule. »

Selden lui-même, au paragraphe 5 du chapitre déjà cité, raconte l'étonnement qu'il éprouva un jour que lui fut présenté un gentleman qui prétendait néanmoins ne pas posséder d'armoiries. Autre chose est d'avoir le droit d'en faire montre, autre chose de ne pas en avoir profité, ou d'avoir laissé se perdre le souvenir des armoiries autrefois employées. Cette notion n'a du reste jamais fait l'objet d'aucun doute de la part des jurisconsultes. Pour les héraldistes également, un gentleman est un porteur d'armoiries.

2^e Acception morale : un parfait gentleman.

Les qualités requises du parfait gentleman sont des qualités de commandement. — L'acception morale est universellement connue. Un idéal s'est dégagé du caractère des multiples gentlemen qui ont fourni à l'Angleterre ses grands hommes de guerre, ses chefs politiques, ses colonisateurs, idéal très hautain, mais fort séduisant et sur lequel tout bon anglais, quelle que soit la position sociale qu'il occupe, s'efforce plus ou moins de se modeler moralement. L'analyse du concept du gentleman-type prouve aisément que cette acception dérive directement de la précédente. La maîtrise de soi, le sens du secret, l'aptitude à prodiguer un certain pardon dédaigneux

et sans charité, tels sont bien les traits principaux qui distinguent le gentleman idéal, parmi toutes les autres variétés d'hommes du monde.

Pourquoi le nom de gentilhomme n'a pas fait en France la même fortune. — Cet idéal est celui d'un peuple, mais d'un peuple qui l'a emprunté à ses dirigeants, tels que l'ont été jusqu'à nos jours les représentants de la Gentry, à l'égard de la nation anglaise. Il est curieux que le nom de gentilhomme, bien que germain du terme anglais, ait suivi en France des destinées si différentes. Lui aussi, il signifia un idéal moral ; dans l'ancienne France, il semblait que la qualité de gentilhomme imposât des devoirs. Remarquons cependant qu'à partir du ^{xvii}^e siècle, les gentilshommes français n'ont plus joué qu'un rôle effacé dans le gouvernement de leur pays. Leur vrai domaine c'était la guerre et la vie des camps, où ils étaient appelés à obéir plus qu'à commander. L'idéal qu'ils dégagèrent fut plutôt un idéal égalitaire, au moins à l'égard des gens de leur caste. Par là encore ils se distinguèrent des gentlemen : leur idéal fut uniquement celui d'une caste, il ne rayonna pas à travers tous les rangs de la population. En Angleterre la barrière n'était pas aussi élevée entre roturiers et gentlemen. Les gentilhommes anglais ne se distinguaient du peuple ni par des privilèges appréciables, ni même par la forme de leur nom. Ils furent conduits à ne faire de leurs armoiries qu'un usage discret, à cause de cette pudeur qui pousse les Anglais à réprimer les moindres manifestations extérieures

de leur vanité. Leur société fut toujours accessible aux gens bien élevés et de fortune suffisante. La décadence du Collège d'Armes, à partir de la fin du xvii^e siècle, contribua enfin à abaisser l'orgueil secret de leur rang, avec la conséquence que tout citoyen anglais put, sans ridicule, prétendre imiter les manières et la distinction morale d'un gentleman authentique.

3^e Acception courante : un monsieur.

De l'acception morale, on dut passer aisément à l'acception courante. Du moment que chacun se proposa de ressembler à un gentleman, chacun ne tarda pas au bout de peu de temps à s'imaginer y avoir réussi. Il semble y avoir moins de personnes qu'on ne supposerait au premier abord, à ne pas croire qu'elles possèdent de belles manières, et à s'avouer, au fond de leur cœur, qu'elles ne sont peut-être pas nées pour commander les peuples. C'est une illusion courante, dont soi-même à la vérité l'on n'est pas toujours dupe ; mais on s'attribue sans peine un don naturel, pour la faire naître dans l'esprit du prochain. Le snobisme provient de ces erreurs réciproques. De nos jours, ainsi qu'en fait foi le témoignage de M. Fox-Davies, un ramoneur menacera de briser les vitres, si on lui dénie le nom de gentleman.

4^o *Acception exceptionnelle : un membre
de la Landed Gentry.*

Une acception toute particulière de ce terme, c'est celle à laquelle recourt M. Ascher, dans un article de la *Deutsche Rundschau*, en date du mois d'octobre 1889. Par gentlemen, il entend le noyau de la Société anglaise, c'est-à-dire les familles de comté, qu'on appelle aussi parfois *the Landed Gentry*. Il adopte ce sens, à cause de la position prise par le généalogiste Foster, dans un de ses ouvrages, que la Gentry descendrait des anciens rois anglais. Il n'y avait en effet autrefois de mésalliance qu'entre gentilshommes et roturiers, mais un gentilhomme était réputé aussi noble que la fille du roi. Foster n'aurait pu prétendre toutefois que la Gentry, au sens large, descendait des rois anglais. Sa théorie ne pouvait se justifier qu'à l'égard des vieilles familles armoriées, qui détiennent les grandes propriétés foncières, inaliénables de génération en génération. — Ces familles, avec leurs nombreux tenanciers, ont réussi à prolonger des survivances de la féodalité jusqu'en notre siècle. Comme elles groupent autour d'elles un essaim de clients (comme les patriciens de l'ancienne Rome), elles représentent une des grandes forces de l'État.

II. — DOCTRINE QUI ADMET QUATRE CLASSES DE GENTLEMEN AU LIEU DE TROIS.

1° Prétendue différence entre les gentlemen et les esquires.

Une théorie qui nous semble inexacte, mais qui est assez en vogue à l'heure actuelle consiste à distinguer les gentlemen des esquires, termes qui nous paraissent, à nous, synonymes, sous prétexte que l'organisation de la chevalerie aurait compté un quatrième degré, au-dessous des chevaliers baronnets, des chevaliers bacheliers et des esquires, degré qui serait celui de gentlemen.

2° Examen de cette doctrine au point de vue historique.

Que les anciens esquires se faisaient remplacer par des valets roturiers. — Au point de vue historique, c'est une erreur grossière de rapprocher des écuyers, qui vers la fin du moyen âge furent assimilés aux chevaliers, les valets qu'employèrent d'ailleurs souvent eux-mêmes les esquires, valets auxquels on donnait aussi le nom de gentlemen. En effet le grade d'écuyer était considéré comme un apprentissage. Il était occupé en général par de jeunes gentilshommes de race, c'est-à-dire par des descendants

de chevaliers qui devaient être en même temps compagnons et un peu serviteurs des chevaliers. Nul opprobre ne s'attachait à la fonction de servir ; mais vraisemblablement ces jeunes gens ne durent marquer qu'un goût médiocre pour ce genre de corvées et cherchèrent à s'en dispenser. Aussi leur emploi dut-il devenir assez vite un emploi de parade. Il était préférable de consacrer tout le temps dont ils disposaient à la pratique des armes, pendant que des ordonnances feraient la besogne servile. On appela ces ordonnances des « gentlemen », sans doute par ironie à cause de leurs magnifiques livrées. Aucun honneur ne s'attache à ce nom ; maintenant encore un « gentleman » veut parfois dire un valet de chambre.

Que les anciens esquires seuls finirent par être assimilés aux chevaliers. — Il importe de distinguer les esquires de ces gentlemen de la dernière époque de la chevalerie, mais pour rejeter les derniers hors des rangs de la gentry. Ils restèrent toujours gens d'une autre caste, alors que les esquires finirent au contraire par être assimilés de tout point aux anciens chevaliers. A l'origine, à peu près tout gentilhomme entra dans la chevalerie, dès qu'il avait fait ses preuves de valeur. Plus tard une des conséquences de l'exaltation de l'idéal chevaleresque fut que l'on recula indéfiniment le moment de se faire armer. En d'autres termes l'investiture chevaleresque devint le couronnement d'une carrière. Au lieu d'armées de chevaleries, on n'eut donc plus que des armées d'esquires. A cette époque, les esquires furent

évidemment regardés avec la même déférence que l'avaient été précédemment les chevaliers. Le synonyme du mot gentilhomme ne fut plus « chevalier », mais « esquire ». Il ne faut pas se laisser tromper par l'identité des dénominations. Il n'y a rien de commun entre les gentilshommes qui formaient ensemble la noblesse mineure, et ceux qui servaient d'ordonnances aux chevaliers. Si l'on prétend établir une quatrième classe dans la gentry, c'est à ces gentilshommes dérisoires que seront assimilés ses représentants.

3^e Examen de la doctrine au point de vue juridique.

L'usage a-t-il du moins sanctionné cette doctrine, au point qu'elle soit devenue le droit, bien qu'erronée. Remarquons d'abord que la pratique du langage s'en écarte, car tous ceux qui se prétendent gentlemen font pareillement suivre leur nom de la qualification : « Esq. » La distinction ne paraît pas avoir été non plus reconnue par les héraldistes. En effet au cours des ^{xvi^e} et des ^{xvii^e} siècles, ils élaborèrent des règles permettant de discerner à première vue les écussons des divers rangs de la noblesse majeure ou mineure ; or les différenciations qu'ils imaginèrent s'arrêtent aux Esquires. Un initié découvre de suite que tel blason est celui d'un duc, par exemple, ou d'un marquis, ou d'un baronet, ou d'un chevalier bachelier. Mais les blasons des esquires sont exacte-

ment pareils à ceux des gentlemen. N'est-ce pas que les deux dignités en réalité n'en font qu'une ? De même il a été décidé que les officiers des armées de terre et de mer, que les avocats, que les nobles étrangers seraient esquires de droit en Angleterre. Il semble évident que si l'on avait cru qu'il existât une quatrième classe dans la Gentry, on ne les aurait pas placés à l'avant-dernier rang, mais au dernier. Dans l'ouvrage classique de Stephen, immédiatement avant le passage cité plus haut, l'auteur reproduit une opinion de Sir Edward Coke, de laquelle il résulte que les deux termes d'esquire et de gentleman sont équivalents, tout esquire étant réputé gentleman et tout gentleman un esquire. Il reste donc permis de soutenir qu'il n'y a pas de différence entre les deux expressions et que par suite l'on ne compte que trois classes dans la Gentry : baronets, chevaliers et esquires.

III. — LE DROIT DES ARMOIRIES EN ANGLETERRE

1^o Modes d'acquisition

Les brevets émanant de la Couronne. — Les armoiries peuvent être accordées par brevet, tout comme la pairie. Pour services signalés, la Couronne concédera tel écusson particulier à un individu. S'il est déjà gentleman par sa naissance, on l'autorisera à modifier ses armoiries. C'est ainsi qu'en 1860 la reine Victoria conféra à la famille d'un certain capi-

taine Speeke les augmentations héraldiques suivantes :

« Sur le chef, une représentation d'eaux courantes avec l'inscription : Nile ; comme cimier, un crocodile ; comme supports, à dextre, un crocodile, à senestre, un hyppopotame. »

Les supports, figures qui soutiennent l'écu de chaque côté, sont d'ordinaire réservés au pairs. On ne peut s'empêcher de regretter que ces augmentations n'aient pas été choisies d'un meilleur goût. Il serait facile de trouver des exemples plus récents.

La naissance. — Les descendants d'un gentleman quelconque sont toujours au moins gentlemen et esquires. Par conséquent, bien qu'il n'y ait que l'aîné de la famille à hériter d'un titre de pairie, les fils cadets et tous les descendants seront gentlemen et esquires de droit. Pareillement, bien que la dignité moderne de chevalier ne soit conférée qu'à vie, les fils de chevaliers seront esquires. De même pour les fils des officiers des armées de terre et de mer, pour les fils d'avocats et les fils de nobles étrangers. De même encore pour les fils de maires et de juges de paix. On prétend parfois que ces deux dernières fonctions ne confèrent la dignité d'esquire que pour le temps durant lequel elles sont exercées. Il serait plus juste de dire que pendant la durée de ces fonctions, le gentleman qui les remplit *est tenu* d'ajouter à nom la qualification « Esq. », mais qu'ensuite il lui est loisible de l'abandonner. Il n'est pas possible en effet de retirer à quelqu'un, ni à ses descen-

dants le droit aux armoiries, une fois qu'il a été accordé.

Les brevets émanant du Collège d'Armes. — D'ailleurs ce rang est ouvert à peu près à tout le monde, ce qui réconcilie dans une large mesure la signification légale du nom de gentleman avec la pratique du langage. Il est en effet possible à toute personne qui s'élève, par sa condition sociale, tant soit peu au-dessus du négociant en détail d'obtenir des officiers du Collège d'Armes un brevet d'armoiries, moyennant un versement d'honoraires, d'ailleurs assez élevés : 76 livres sterling. Ces brevets ne sont pas naturellement un certificat d'accès dans la « Society ». Mais dans la « Society », ne sont admis que ceux qui seraient capables, à raison de leur situation de fortune et de leur éducation, d'obtenir le brevet d'armoiries du Collège d'Armes, s'ils le demandaient.

2° Privilèges des gentlemen ou esquires.

Privilèges abolis. — Autrefois les gentlemen jouissaient d'un certain nombre de privilèges, plus ou moins appréciables. C'est ainsi qu'un gentleman condamné à mort, au lieu d'être pendu, avait le droit d'être décapité. Dans un autre ordre d'idées, l'accès du barreau était réservé aux gentilshommes de naissance. Si un gentleman était insulté par un autre gentleman, le combat était admis. Contre un roturier, on aurait eu recours aux poursuites judiciaires. Avant l'abolition de la question préparatoire, c'est-à-dire jus-

qu'au début du ^{xvii}^e siècle, les gentlemen en étaient exempts. On dit aussi que les infractions commises par les roturiers étaient punies de peines plus sévères. Les auteurs qui reproduisent la liste de ces privilèges n'indiquent pas à quelle époque ils ont été abolis. Il semble que le dernier au moins, qui est le plus important, devait avoir disparu, à l'époque où écrivait Bracton (^{xiii}^e siècle), puisqu'il ne divise les personnes qu'en deux groupes : les hommes libres et les serfs.

Privilège de se servir d'armoiries. — Le seul privilège qu'ont gardé les gentlemen est de pouvoir faire usage d'armoiries. Ils ne l'ont d'ailleurs pas d'une façon aussi complète que par le passé. Par un acte de la trente-deuxième année du règne de Victoria, le fisc a été autorisé à lever des droits sur les armoiries :

« A partir du 1^{er} janvier 1870, est-il dit dans la section 18 de ce statut, il sera permis de charger, lever et faire payer pour le service de Sa Majesté, ses héritiers et successeurs en Grande-Bretagne, sous les provisions et règlements du présent acte, les taxes suivantes, à savoir :

« Pour emploi d'armoiries :

« Si les dites armoiries sont peintes, gravées ou apposées sur une voiture quelconque :

£. 2.2 ou : Fr. 52,50.

« Si elles ne le sont pas : £. 1.1 ou : Fr. 26,25. »

Remarquons que le texte du statut ne préjuge rien de l'authenticité des armoiries ainsi imposées.

*3° Transmission des armoiries.***Privilège de masculinité sans droit d'aînesse.**

— La transmission des armoiries s'opère d'après des règles toutes spéciales, où l'on entrevoit l'influence des règles de dévolution de la pairie et celle des règles admises pour les titres de noblesse sur le continent. En principe on peut dire que tous les descendants mâles, et eux seuls, héritent des armoiries. Les femmes en héritent bien personnellement, mais elles sont incapables de transmettre leurs armoiries tant qu'il leur reste des frères. Régulièrement l'aîné des fils seul devrait adopter intégralement l'écusson porté par son père, les autres fils étant tenus d'y ajouter des marques de différence. Mais pour éviter des complications on ne différencie en pratique jamais. M. Fox-Davies, qui ne peut s'empêcher de constater l'inobservation des règles de différenciation, s'efforce d'expliquer l'usage suivi, en faisant remarquer ingénieusement que toute différence devient inutile à partir du moment où les armoiries ont été écartelées.

Cas où une seule héritière ou cohéritière a transmis ses armoiries à une autre famille. — Pour faire comprendre ce que c'est que l'écartèlement ou « marshalling », il est nécessaire d'indiquer d'abord les règles adoptées en ce qui concerne les armoiries des femmes mariées. Quand un gentleman épouse la fille d'un gentleman, il empale les armoi-

ries de son beau-père avec les siennes, c'est-à-dire que dans l'écu, divisé suivant le sens de la longueur, il place à gauche (dextre) ses propres armoiries, et à droite (senestre) celles de sa femme. Dans la suite, les enfants issus du mariage n'hériteront que des armoiries de leur père, car les armoiries des femmes leur sont, comme nous l'avons vu, personnelles, à moins qu'elles ne soient *héritières* ou *cohéritières*, c'est-à-dire en l'absence de frères. Si l'épouse est une fille unique ou si elle a seulement des sœurs, le mari de chacune des cohéritières, au lieu d'empaler ses armoiries avec les siennes, les placera dans un petit écusson central dit *de pretence*, superposées à ses propres armoiries. Plus tard, les armoiries de la mère, héritière ou cohéritière, passeront à ses enfants qui les écartèleront avec celles du père, c'est-à-dire que dans l'écusson, divisé en quatre quartiers, les quartiers opposés reproduiront en double les armoiries de chacun des deux parents.

C'est ainsi que Edouard III, se croyant héritier de la couronne de France, écartela les fleurs de lys avec les trois lions d'Angleterre, en plaçant les fleurs de lys dans les quartiers 1 et 4, parce que ce sont les quartiers d'honneur (à la place occupée maintenant par les trois lions). On comprend comment, grâce à l'écartèlement, les diverses branches d'une même souche arrivent à devenir suffisamment différenciées, à condition que les fils puînés épousent, non pas seulement des filles de gentlemen, mais des héritières ou cohéritières, et en outre à condition que

ces fils puînés n'épousent pas leurs belles-sœurs.

Cas où plusieurs héritières ou cohéritières ont transmis leurs armoiries à une autre famille. — Si une deuxième héritière ou cohéritière entre dans la famille, dont les armoiries ont déjà été précédemment écartelées, ses armoiries seront placées dans le troisième quartier. C'est par analogie avec cette règle que les armoiries royales modernes, symbolisant l'union des trois royaumes, reproduisent dans les quartiers 1 et 4 les trois lions d'or d'Angleterre, dans le quartier 2 le lion de gueules d'Écosse, par allusion à l'union de 1707, et enfin dans le quartier 3 la harpe d'Irlande, par allusion à l'union de 1800. Ajoutons qu'une héritière ou une cohéritière ne peut transmettre ses armoiries qu'à la condition d'être mariée à un gentleman. La règle est inverse, on s'en souvient, pour la pairie : la dignité possédée par une pairie en son propre droit, mariée à un commoner, descend à sa mort sur la tête de son fils aîné.

Au cours de notre prochain chapitre, consacré au Collège d'Armes, nous étudierons par la même occasion : *la protection des armoiries*.

CHAPITRE IX

Les gentilshommes, nobiles minores ou gentlemen (*suite*).

Du Collège d'Armes.

SOMMAIRE

I. — Origines et caractères du Collège d'Armes.

Les hérauts et la fondation du Collège d'Armes. — Personnel du Collège d'Armes. — Les visitations. — Fonctions actuelles des officiers d'Armes.

II. — Raisons de sa décadence.

Exagération du taux des honoraires. — Corruption. — Influence de l'acception morale du nom de gentleman. — Politique des Whigs en matière héraldique.

III. — Protection des armoiries depuis l'époque des visitations.

1^o Tentative récente de restaurer le prestige du Collège d'Armes. Le droit de contrôle du Collège d'Armes n'a jamais été expressément supprimé. — Echec de la tentative. — 2^o Défaut de sanction à l'usurpation des armoiries. La sanction pénale. — La sanction fiscale. — La sanction sociale.

I. — ORIGINES ET CARACTÈRES DU COLLÈGE D'ARMES

Les hérauts et la fondation du Collège d'Armes.

— On fait remonter la fondation du Collège d'Armes à 1483, époque à laquelle Richard III réunit les rois d'armes, hérauts et poursuivants en association ou collège, et leur permit de s'assembler dans une ha-

bitation commune, leur donnant en outre le droit de plaider, d'acquérir des terres et d'entretenir un chapelain, à charge de prier pour le repos de l'âme du souverain lorsqu'il aurait quitté cette vie. Le brevet ne présente aucune mention relative à la juridiction dont ils étaient investis. Cette juridiction remonte à une date beaucoup plus ancienne que le Collège d'Armes. Sous Édouard III, on rencontre deux rois d'armes, Norroy et Surroy, le premier étendant son ressort au-dessus de la rivière du Trent, le second au-dessous. Henri V changea le nom de Surroy en celui de Clarencieux. Le principal roi d'armes de maintenant, Garter, ne date aussi que de ce prince. Les attributions primitives des officiers d'armes étaient celles de crieurs publics. Dans la suite on leur confia l'arbitrage dans les diverses espèces de combats, y compris les tournois. Par les tournois ils gagnèrent droit de juridiction pour vérifier les écussons des chevaliers qui devaient figurer dans les lices, finalement sur les armoiries d'une façon générale.

Personnel du Collège d'Armes. — Le Collège d'Armes a de nos jours à sa tête le Comte-Maréchal, dont le titre est héréditaire dans la famille des ducs de Norfolk, une des rares familles nobles restées catholiques au temps de la réformation. Comme il a le droit de présenter les officiers d'armes à l'agrément du souverain, ainsi s'explique que les officiers du Collège d'Armes n'ont presque jamais été protestants. Ce personnel du Collège d'Armes comprend les trois

rois d'armes : Garter, principal roi d'armes, les deux autres rois d'armes : Norroy et Claroneieux, six hérauts : Chester, Windsor, Lancastre, Richmond, Yorte et Somerset ; enfin quatre poursuivants : Bluemantle, Porteuillis, Rouge Dragon (sic) et Rouge Cross. Depuis 1554, le Collège d'armes est établi dans un bâtiment de la Cité situé Queen Victoria Street.

Les visitations. — Il serait difficile de préciser la nature des pouvoirs des officiers d'armes avant 1483. Ils semblent avoir exercé leurs attributions parallèlement avec les shériffs, l'ordonnancement des tournois étant cependant la spécialité des hérauts. Au cours du xvi^e siècle, les tournois prirent fin. Mais mission fut donnée à plusieurs reprises par la Couronne aux officiers d'armes d'aller contrôler l'usage qui était fait des armoiries. On a appelé ces tournées les visitations. La première paraît avoir été celle de 1528, lorsque Clarencieux fut chargé par Henri VIII de convoquer par devers lui ou ses représentants tous ceux de sa province qui se prétendraient fondés à porter des armoiries, afin qu'ils fissent la preuve de leur droit. Le brevet de commission conférait le pouvoir de forcer le seuil des habitations, châteaux ou églises et d'y détruire tous les monuments, vitraux, bijoux ou vaisselles recouverts d'armoiries, et en outre de dénoncer par une proclamation publique l'infamie des usurpateurs. Il ne fut pas question d'amendes jusqu'en 1558. D'ailleurs, en 1558 comme au cours des visitations suivantes de 1580, de 1620 et

de 1666, il ne semble pas que les rois d'armes les aient infligées en fait. En cas de non-comparution, une citation personnelle était adressée à comparaître devant le Comte-Maréchal, citation qui entraînait de grands frais. Ceux auxquels faisaient défaut les preuves suffisantes étaient tenus de signer une renonciation formelle.

Fonctions actuelles des officiers d'armes. — Au delà de 1666, les visitations ne se sont pas renouvelées. Du reste les pouvoirs exorbitants des officiers d'armes ne leur avaient jamais été accordés que pour la durée de leurs tournées. Les fonctions actuelles des officiers d'armes consistent principalement à figurer dans les cérémonies officielles tels que les couronnements, vêtus de dalmatiques armoriées, qui sont de velours pour les rois d'armes, de satin pour les hérauts et de soie damassée pour les poursuivants. Ils doivent aussi enregistrer, déterminer et différencier les armoiries. On leur demande parfois de dresser des généalogies qui passent, au dire de certains, pour avoir force de loi devant les tribunaux et devant la Chambre des Lords. S'il en est ainsi, il faut reconnaître que l'autorité des officiers d'armes s'est considérablement accrue depuis que Blackstone écrivait, au XVIII^e siècle :

« L'étude du blason, qui était anciennement l'orgueil et l'application de toutes les meilleures familles du royaume est maintenant déconsidérée, et est tombée aux mains de certains fonctionnaires subalternes de nos cours, appelés hérauts, qui considèrent leur

besogne comme une source de lucre et non de justice. Grâce à leur pratique, tant d'erreurs (falsity) et de confusions se sont glissées dans leur archives, — qui devraient être la preuve constante des généalogies et des armoiries, — que, malgré le crédit qui fut accordé anciennement à leur témoignage, maintenant même leur sceau commun ne serait admis comme preuve en aucune cour de justice du royaume. »

Lorsqu'un commoner est élevé au rang de baronet, il est tenu de faire enregistrer au préalable ses armoiries au Collège d'Armes et d'y faire déterminer sa généalogie. C'est le seul cas où il soit dispensable de recourir aux services de ses officiers.

II. — RAISONS DE LA DÉCADENCE DU COLLÈGE D'ARMES.

Exagération du taux des honoraires. — La responsabilité de la décadence du Collège d'armes est imputable, en premier lieu, aux fautes commises par ses officiers eux-mêmes. Ils auraient probablement maintenu leur prestige en exerçant leurs fonctions gratuitement ; ils prélevèrent au contraire des honoraires fort élevés. Le taux minimum est de 76 £, soit plus de quinze cents francs ; mais on ne peut jamais prévoir le maximum qu'ils atteindront, car le Collège d'Armes n'a point de tarifs fixes, tels que ceux de nos notaires ou de nos avoués : leur montant est débattu au cours d'un marchandage qui est peut-être indigne de si hauts et si nobles fonctionnaires. Il en

résulte qu'eux-mêmes, les gentlemen authentiques, n'y étant pas contraints, ont négligé de faire enregistrer leurs armoiries.

Corruption. — Les officiers d'armes, dès la fin du xvii^e siècle, paraissent n'avoir plus eu en vue que le profit. Fonctionnaires, ils imitèrent les abus inaugurés par le gouvernement de la Restauration. S'ils ne consentaient à enregistrer les armoiries des gentleman authentiques que moyennant salaire, en revanche ils se firent peu de scrupule d'enregistrer celles que s'attribuaient des roturiers.

Influence de l'acception morale du nom de gentleman. — En outre consciemment ou non, ils se laissèrent influencer par le sens moral du nom de gentleman. Au lieu de considérer la Gentry comme une classe dont les rangs n'étaient accessibles qu'en vertu d'une concession royale, ils considérèrent la Gentry comme une vertu qui, une fois acquise, aurait le don merveilleux de devenir héréditaire. Ils intervertirent l'effet et la cause : ce ne furent plus les qualités morales qui dérivèrent du rang de gentleman, parce que le porteur d'armoiries avait le devoir de se comporter comme un gentleman idéal. Ce fut de la possession des qualités du gentleman idéal qu'ils firent procéder le droit de porter des armoiries.

Politique des Whigs en matière héraldique. — Le gouvernement finit par comprendre qu'il aurait avantage à se montrer tolérant, en ce qui concerne l'usage des armoiries, d'autant plus que les officiers d'armes ne pouvaient être ses créatures, puisqu'ils

étaient présentés par le Comte-Maréchal. En 1666, Charles II essaya de renouer la tradition des visites. Il est à croire que l'expérience fut peu encourageante, car elle ne fut jamais renouvelée. Les Stuarts ne se sentaient pas assez solidement assis sur le trône qu'on leur avait rendu. Pour rallier à leur cause des partisans, il était préférable de fermer les yeux. La politique des honneurs possède cette double supériorité d'être l'une des plus adroites et assurément la moins coûteuse. Sous les règnes de Guillaume et Marie, puis d'Anne, et surtout sous ceux des princes de la maison de Hanovre, avec les Whigs au pouvoir, la même politique continua d'être suivie, bien que les partisans de la royauté eussent changé. D'une part, on se montra de moins en moins regardant sur l'authenticité des armoiries, de l'autre on ne s'inquiéta plus, lorsqu'elles étaient authentiques, au su de tout le monde, si elles avaient été enregistrées par le Collège d'Armes.

III. — PROTECTION DES ARMOIRIES DEPUIS L'ÉPOQUE DES VISITATIONS.

1^o Tentative de restaurer le prestige du Collège d'Armes.

Le droit de contrôle du Collège d'Armes n'a jamais été expressément abrogé. — Le Collège d'Armes n'est plus que l'ombre de lui-même. Le respect national a cessé de l'entourer. Ses officiers se

font à l'occasion traiter de « fossiles accommodants ». Malgré leurs costumes éclatants, peut-être à cause même de ces costumes, ils ne sont plus pris au sérieux. C'est en raison de son insignifiance qu'on juge inutile de supprimer leur monopole. Il y a quelques années, M. Fox-Davies s'est efforcé, dans une campagne de presse, de restaurer le Collège d'Armes dans son ancienne splendeur. La théorie était que les privilèges du Collège d'Armes n'avaient jamais été abrogés. D'après lui, il avait le droit de faire, de ceux à qui il assignait des armoiries, les égaux des gentlemen de race ou de ceux qu'avait nommés la Couronne. En revanche, les personnes qui n'avaient pas fait enregistrer les armoiries qu'elles tenaient directement d'une concession royale ou de la naissance n'avaient ni le droit de porter ces armoiries, ni par suite de se faire appeler gentlemen.

Échec de la tentative. — Cette théorie succomba sous les ripostes violentes adressées à son auteur, en particulier dans la *Contemporary Ressian* et dans l'organe de M. Oswald Baron : l'*Ancestor*, M. Oswald Baron et M. Round, notamment se sont beaucoup moqués du privilège du Collège d'Armes de créer des gentlemen. La vérité est que le Collège d'Armes est une institution d'un autre âge, peu en harmonie avec les conditions modernes de la vie. Sans doute on ne peut nier le droit du Collège d'Armes d'attribuer des armoiries à qui il juge bon. Mais personne ne confondra ces armoiries avec celles des vieilles familles ou celles que le souverain a accordées expressé-

ment. Leur mauvais goût suffit d'ordinaire à révéler leur origine. Elles permettront au fisc de prélever la taxe sur les armoiries ; mais au point de vue fiscal, toutes les armoiries se valent, même celles des usurpateurs. Tout le monde voit qu'il y a un certain nombre de gentlemen absolument authentiques, par exemple des descendants de pairs qui n'ont jamais fait enregistrer les armoiries dont ils se servent. Personne, cependant, ne leur contestera sérieusement le droit de les porter.

*2° Défaut de sanction à l'usurpation
des armoiries.*

La sanction pénale. — Voici actuellement quelle est la situation. Il faut pour la préciser établir une distinction. Si l'on entend le droit de porter des armoiries telles que celles qu'enregistre le Collège d'Armes, il faut dire que toute personne occupant un rang social tant soit peu élevé, par exemple, exerçant l'une des professions libérales en obtiendra si elle le désire. Si l'on entend le droit de porter des armoiries en l'absence de toute autorisation, il faut dire qu'il n'y a aucun moyen de prévenir cet abus, ni par l'intervention de la justice criminelle, ni par l'intervention de la justice civile. En principe l'usage des armoiries est libre. C'est pourquoi il est possible de dire que, s'il veut, tout anglais peut devenir gentleman, au sens légal du mot. A ce point de vue, la situation est pareille en France et en Angleterre.

Mais à cette ressemblance théorique entre les deux pays, correspond une différence de fait. Tandis que les Français négligent de profiter de la faculté dont ils jouissent, les Anglais, au contraire, en usent et en abusent. Chez nous, l'emploi des armoiries est supposé, en général, inséparable de celui de la particule. Il pourra y avoir des Français qui prendront (mais moins souvent qu'on ne pense) à la fois la particule et un écusson héraldique ; mais ils manqueraient leur effet, en n'usurpant que l'écusson. Si la France a connu autrefois des blasons de roture, (contrairement à l'Angleterre), ce n'a été que dans des cas exceptionnels et peu connus du public. Il est difficile en France de remonter le courant de l'opinion qu'on ne saurait porter des armoiries, sans être noble. En Angleterre, où l'on devient gentilhomme par là même qu'on devient porteur d'armoiries, les usurpateurs se borneront à se fabriquer un écusson, inventé de toutes pièces, ou à l'emprunter à d'autres familles.

La sanction fiscale. — L'intervention fiscale, dans le domaine héraldique, ne constitue en aucune manière un contrôle, bien qu'un certain nombre de gens s'imaginent avoir droit à leurs armoiries, dès lors qu'ils sont en règle avec le trésor. Le fisc a naturellement intérêt à ne pas détruire cette idée. La formule du reçu qu'il délivre aux contribuables est tout au moins équivoque :

« Un tel, dans le comté administratif de X est, par le présent écrit, autorisé à porter et à employer des insignes héraldiques. »

Il demeure vrai qu'il faut porter des armoiries pour être un gentleman authentique. Mais si l'on fait déjà peu de cas des gentlemen dont les armoiries ont été achetées pour 100 francs au Collège d'Armes, on comprend le peu de considération dont jouissent ceux qui les ont payées une guinée ou deux.

La sanction sociale. — Au point de vue social, le monde s'inquiète peu si une personne possède ou non des armoiries. Il suffit qu'elle ait les manières et la fortune que l'on attend d'un gentleman. Les personnes admises dans la Society ne portent pas forcément des armoiries, mais leur condition sociale doit être telle que le Collège d'armes ne pourrait pas leur en refuser, si elles en demandaient. Inversement il y a des porteurs d'armoiries qui ne pourraient pas être reçus dans la Society. L'admission parmi ses membres ou l'exclusion de la Society n'est donc pas une sanction à l'authenticité des armoiries. Cependant il faut remarquer que le noyau de la Society est formé des vieilles familles du comté qui sont des familles armoriées.

CHAPITRE X

Les gentilshommes, nobiles minores ou gentlemen (*fin*).

Des survivances de la Chevalerie.

SOMMAIRE

- I. — Chevaliers bacheliers : transformation de la chevalerie en titre honorifique. — Transmission, privilèges, protection, modes d'acquisition de la chevalerie moderne. — Divers procédés suivant lesquels se conférait la chevalerie au moyen âge.
- II. — Baronets : les trois espèces de barons au moyen âge. — Les trois espèces de baronets. — Mode d'acquisition, transmission, privilèges, protection.
- III. — Ordres de chevalerie : distinction entre les compagnons et les chevaliers bacheliers. — Que les confraternités d'armes ont engendré les ordres laïques et les ordres religieux de chevalerie. — Les ordres laïques ont été influencés par les ordres religieux de chevalerie. — La Jarretière. — Le Chardon. — Saint-Patrice. — Le Bain. — Autres ordres.

I. — CHEVALIERS BACHELIERS.

Transformation de la chevalerie en titre honorifique. — Vers la fin du moyen âge, les esquires retardèrent indéfiniment le moment d'entrer en chevalerie. L'investiture des armes fut entourée du même respect que les sacrements de l'Église. Il parut que ce n'était pas trop de toute une vie pour se préparer à la recevoir. Au lieu d'être l'initiation

préalable, la chevalerie devint une récompense, le nom de chevalier un titre semblable à ceux de comte ou de baron, quoique moins élevé. A peu près à la même époque, les rois revendiquèrent le droit de pouvoir seuls créer des chevaliers, la Couronne étant réputée comme l'unique fontaine des honneurs. Pendant complètement de vue le but primitif de la chevalerie, ils en conférèrent les grades à des personnes paisibles, telles que les maires de Londres ou d'anciens avocats. Le premier maire armé de la sorte fut William Walworth, en récompense du coup de poignard dont il abattit, sous les yeux mêmes de Richard II, le fameux et gênant Wal Tyler. Ce cas se présente dès la fin du xiv^e siècle (1380) ; mais le service rendu par William Walworth était un service de nature militaire. Richard II entendit certainement l'assimiler aux combattants. Ce n'est guère que sous le règne d'Henri VIII que le titre de chevalier fut considéré comme un simple honneur. A partir de ce roi, les nominations se multiplièrent. De nos jours, il est encore créé des chevaliers assez souvent.

Transmission, privilèges, protection, modes d'acquisition. — Le rang de chevalier permet à son titulaire de faire précéder son nom de baptême du mot « Sir » qui était le terme de respect usité à l'égard des anciens chevaliers. C'est une dignité à vie, comme la chevalerie du moyen âge, qui ne passait pas de plein droit aux descendants, mais leur permettait seulement de se faire armer à leur tour. Le fils d'un chevalier

n'est qu'un commoner, mais le père étant gentilhomme en même temps que chevalier, le fils aura du moins le droit de se servir d'armoiries. — A part leur nom, les chevaliers ne possèdent aucun signe qui les distingue du commun des mortels : à ce point de vue, ils diffèrent des compagnons, ou membres des ordres de chevalerie, qui, eux, portent des décorations. — D'ailleurs quant à ce nom de « Sir », s'ils sont autorisés à le prendre par leur brevet, ils ne sauraient empêcher personne de l'adopter également. En effet sans cela ils seraient plus favorisés que les pairs. — Les nominations de chevaliers se font presque toujours par lettres patentes. Mais il est arrivé au cours même du *xix^e* siècle, que l'on ait eu recours aux cérémonies en usage aux temps féodaux. La forme qu'on emploie en pareil cas est l'ancienne forme *guerrière*. Le postulant s'agenouille devant le souverain qui place un sabre nu sur son épaule, puis lui dit :

— « Debout ! » (Rise.)

en l'appelant par son nom de baptême, précédé du mot « Sir ». Les lettres patentes ne semblent pas avoir été employées avant l'époque de Jacques I^{er}, qui y recourut de préférence, faute de n'avoir jamais pu s'accoutumer à contempler sans frémir les armes nues.

Divers procédés suivant lesquels était conférée la chevalerie au moyen âge. — Primitivement un chevalier pouvait être armé de trois façons :

1^o Il y avait d'abord la forme *guerrière*, à laquelle

on recourait à l'issue des batailles. On armait ainsi les guerriers qui s'étaient signalés pendant l'action. Le rite très simple était à peu de chose près celui qu'on emploie de nos jours. Les paroles seules ont varié à travers les âges, ainsi que le degré de vigueur avec lequel on donnait l'accolade. Jusqu'au ^{xvii}^e siècle, on arma les chevaliers en français. En les frappant, le prince disait :

— « Soys chevalier. »

Puis il ajoutait par manière d'invocation :

— « Saint Georges ! »

Enfin il commandait :

— « Avencez. » (*Sic.*)

2° En temps de *paix*, les solennités étaient plus élaborées. Entre toutes, celle qui semble avoir frappé l'esprit des contemporains est celle du Bain. Avant la veillée d'armes, l'aspirant en chevalerie était mené par ses parrains devant le barbier, afin qu'il lui rasât le menton et pour qu'il lui parfumât la chevelure. Sur ce, on le conduisait à son appartement, où un bain était préparé. La baignoire devait être tendue en dedans de lingerie fine et recouverte à l'extérieur de riches étoffes. Dans l'eau, il avait à recevoir les recommandations de deux anciens chevaliers, chargés de lui inculquer le détail de ses nouveaux devoirs. Ils mouillaient ensuite ses épaules, en traçant le signe de la croix sur celle de gauche : tel le prêtre humectant le front du néophyte auquel il administre le baptême. — De plus en plus au cours des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, au lieu de ces cérémonies compliquées, on usa

de la forme guerrière, sauf pour les chevaliers qu'il était l'habitude d'armer au couronnement d'un souverain. Les chevaliers créés à cette occasion prirent le nom de chevaliers du Bain, et les circonstances de leur investiture les firent tenir en haute estime, bien qu'au point de vue militaire, la forme guerrière conférât exactement les mêmes pouvoirs et les mêmes privilèges que la forme pacifique.

3° La troisième forme équivalait à l'élévation à un grade supérieur. Ce n'était qu'une variété de la forme guerrière. Les esquires créés *sous la bannière déployée* prenaient le rang de chevaliers bannerets. Cette bannière était obtenue en coupant la flamme du pennon que l'esquire portait au bout de sa lance. Le pairs et leurs aînés étaient toujours bannerets. Parfois, au lieu de simples esquires, on voyait passer bannerets des chevaliers déjà armés. Par opposition aux bannerets, on appelait les autres chevaliers, bas chevaliers ou chevaliers bacheliers.

II. — BARONETS

Les trois espèces de barons au moyen âge. — Au moyen âge, on considérait les chevaliers comme des noblemen. Aujourd'hui on est plutôt tenté de rapprocher les différents gentlemen des roturiers, également commoners, par opposition aux pairs. Alors on les considérait comme les égaux des pairs. Cette égalité devait être plus complète pour les bannerets que pour les chevaliers bacheliers. On se souvient

que tout possesseur de treize fiefs de chevalier était baron ; mais ces barons, *barones minores*, d'un rang moins élevé que ceux qui possédaient leurs terres par tenure de grande sergenterie, *barones majores*, cessèrent d'être convoqués au Parlement, où ils avaient siégé quelque temps à côté des chevaliers des shires et des bourgeois des bourgs. Un rapprochement dérivant en partie de l'analogie phonétique fut établi entre les barones minores et les bannerets : on crut que ceux-ci formaient une troisième catégorie de barons. Dans les documents latins, on rencontre fréquemment banneret traduit par *baronettus*.

Les trois espèces de baronets. — Il semble que Jacques I^{er} se soit laissé influencer par ces idées, lorsqu'il institua en 1611, pour raisons fiscales, les baronets d'Angleterre, dignité intermédiaire entre la pairie et la gentry. Le prétexte qu'il donna fut la colonisation de la province d'Ulster en Irlande. Il accorda à 200 gentilhommes d'armoiries le rang héréditaire de baronets, à condition pour chacun d'eux d'entretenir 30 fantassins de leurs deniers, pendant trois ans. La première année devait être acquittée à l'avance. Les gentlemen qui consentirent à ce sacrifice eurent à payer environ 1095 £. Le premier qui se proposa fut Sir Nicolas Bacon, le fils du philosophe. Le nombre de 200 a été dépassé depuis longtemps. Maintenant quand une création a lieu, le baronet est dispensé de payer la somme, mais on passe à l'Échiquier un jeu d'écritures destiné à rappeler que cette dispense est une faveur faite par la

Couronne. En 1619, Jacques I^{er} étendit son projet à l'Irlande. Prétendant n'avoir toujours en vue que la colonisation de l'Ulster, il créa des baronets d'Irlande. En 1625, Charles I^{er} créa, suivant le même procédé, 150 baronets de Nora Scotia. La somme exigée comme prix d'achat s'élevait cette fois à 2.000 £. Elle devait servir à la mise en culture de la province de Nova Scotia ou Nouvelle Écosse, en Amérique.

Mode d'acquisition, transmission, privilèges, protection. — Les baronets sont nommés, comme les pairs, par lettres patentes. Comme la pairie, leur rang est héréditaire et passe à l'aîné suivant les règles énoncées pour la dévolution des pairies. Les baronets portent comme marque distinctive, dans leur écusson, les armes de la province d'Ulster ou de Nova Scotia. Jusqu'en 1827, on leur reconnaissait le droit de faire armer chevalier leur héritier apparent, lorsqu'il avait atteint sa majorité. A partir de 1827, ce privilège leur fut retiré. Actuellement jusqu'à ce qu'il soit appelé à succéder, le fils aîné d'un baronet n'est donc qu'un simple esquire. Ce privilège aboli témoigne du faux-jour qu'avait projeté sur l'institution du baronetage le souvenir des anciens bannerets. Comme les chevaliers bacheliers, les baronets ont le droit de se faire appeler « Sir », ce vocable étant suivi du nom de baptême. L'usage de cette formule n'est pas mieux protégé pour eux que pour les chevaliers bacheliers.

III. — ORDRES DE CHEVALERIE.

Distinction entre les compagnons et les chevaliers bacheliers. — On entend par ordres de chevalerie les décorations qui ont pour objet de récompenser le mérite ou la fidélité des individus, nationaux ou autres, dévoués aux intérêts de l'empire britannique. Une des grandes particularités des ordres modernes de chevalerie, c'est que ceux qui en font partie sont, non des chevaliers, mais des « compagnons », sauf pour les trois ordres de la Jarretière, du Chardon et de Saint-Patrice, dont les compagnons sont tous en même temps chevaliers. Dans les autres, il n'y a que les hauts dignitaires à jouir de ce rang : les grands croix et les commandeurs. Un compagnon ordinaire n'a donc pas le droit de se faire appeler : « Sir Un Tel », mais uniquement : « Mr. Un Tel ».

Que les confraternités d'armes ont engendré les ordres laïques et les ordres religieux de chevalerie. — Les ordres de chevalerie doivent se rattacher à certaines habitudes sociales de l'ancienne noblesse de gentilshommes, plutôt qu'à la chevalerie proprement dite. C'est pourquoi ils survécurent à l'époque où les gentilshommes demeurèrent esquires indéfiniment. Ils ne tirent pas leur origine des grands ordres militaires religieux, tels que les Hospitaliers ou les Templiers, qui au contraire furent une institution parallèle, provenant avec eux d'une commune origine. Cette origine, il semble qu'il faille la faire re-

monter aux *Confraternités d'armes*, petites coteries qui unissaient d'un lien d'amitié passionnée un groupe de chevaliers, qui se juraient de partager ensemble les succès et les revers, de ne jamais se quitter, de ne rien garder en propre, hormis, disait-on, l'amour de leur dame. Un rituel spécial cimentait ces alliances bizarres, tels que la réception en commun de l'Eucharistie, parfois le mélange et le breuvage des sangs. Les frères d'armes adoptaient des couleurs distinctives, qu'ils tenaient autant à honneur de porter qu'aujourd'hui les clubmen de Cambridge ou d'Oxford ou les étudiants allemands des *Burschenschaften* et des *Corps*. Comme dans nos cercles mondains, on ambitionnait d'y être admis, en particulier dans celles dont quelque grand personnage, un prince par exemple, passait pour avoir fait partie. Vraisemblablement, c'est sur le modèle de ces groupements fermés, en leur insufflant l'esprit chrétien, ou même en les absorbant directement, que l'Église constitua les ordres religieux de chevalerie.

Les ordres laïques ont été influencés par les ordres religieux de chevalerie. — Ceux qui restèrent laïques végétèrent plus ou moins jusqu'à la fin de l'ère chevaleresque ; mais quelques uns, soutenus par un passé glorieux, survécurent à titre d'honneur. On ne saurait dire que les ordres laïques de chevalerie furent institués par imitation des ordres religieux de chevalerie. Mais il est indéniable que ces derniers exercèrent sur les précédents une sensible influence. L'Église ne paraît pas avoir découragé la tendance

du peuple d'alors à établir des comparaisons entre la chevalerie et le sacerdoce. On avait rapproché les esquires des diacres, les chevaliers bacheliers des prêtres, les bannerets des évêques. L'assimilation serait restée incomplète faute d'un pendant militaire au sacerdoce *régulier*. Les ordres laïques furent la forme collective de la chevalerie, comme les ordres réguliers l'avaient figurée dans le sacerdoce. Cette notion les poussa à se modeler sous certains rapports sur les ordres religieux de chevalerie. C'est parce qu'un large esprit international, « catholique » les anima autrefois que l'habitude s'est conservée jusqu'à notre époque de faire participer si libéralement les étrangers aux décorations du peuple anglais.

La Jarretièrè. — Le plus ancien et le plus noble des ordres anglais est celui de la *Jarretièrè* ou *Garter*. Il comprend vingt-cinq compagnons qui sont par là même chevaliers bacheliers (knights ; en abrégé K. G.), avec le souverain, le Prince de Galles et d'autres personnes de la Famille Royale. Les femmes y ont parfois été reçues. La reine douairière actuelle, Alexandra, est dame de la Jarretièrè. Les stalles des chevaliers-compagnons se trouvent dans la chapelle Saint-Georges, au château de Windsor. L'ordre compte un prélat comme chapelain, un chancelier, un greffier ou registrar et un roi d'armes, *Garter*, qui est en même temps officier du Collège d'armes. L'occasion de sa fondation est discutée par les historiens. Puisque nous n'envisageons les dignités qu'au point de vue juridique et positif, en tant que titres d'honneur

et en tant que susceptibles d'affecter l'état des personnes, la légende nous intéresse plus que l'histoire. Nous n'entrerons donc pas dans le détail de cette controverse. Nous nous bornerons, dans le dessein d'être complet, à transcrire la version populaire, d'après le texte de Selden : *Titles of Honor*, II^e partie, chapitre V, § 40,

« D'autres rapportent cette origine à dame Jeanne, Comtesse de Kent et de Salisbury, à cause de sa jarretière qui, étant tombée de sa jambe, pendant un pas de danse, fut relevée par le roi [Édouard III], qui avait pour elle des égards, et, d'après les on-dit, l'attacha à sa propre jambe. Soit pour prévenir la jalousie de la reine, soit à propos de quelque remarque gaillarde d'un de ses lords, il aurait dit, en sa franchise : « Hony soit qui mal y pense », comme l'avait fait Philippe, « devant le régiment des Amants, tombés à la bataille de Chéronée : ἀπόλοιτο κακῶς ὁ τοιούτος τι ποιεῖν ἢ πάσχειν ἀσχυρον ὑπονουντες. Mal en advienne à celui qui mal pensera de ces hommes. »

Le Chardon. — L'ordre du *Chardon* ou *Thistle* fondé par Jacques V en 1540 joue en Écosse le même rôle que celui de la Jarretière en Angleterre. Il ne comprend que des Chevaliers, en abrégé : K. T.

Saint Patrice. — L'ordre de *Saint Patrice* est le Chardon de l'Islande. Il ne date que du règne de Georges III (1783). Il ne comprend également que des chevaliers, en abrégé : K. P.

Le Bain. — L'ordre du *Bain* est le résultat d'une erreur historique. On prit pour les compagnons d'un

ordre de chevalerie ces chevaliers qu'on continuait d'armer au xv^e siècle, suivant le rituel archaïque, à l'occasion du couronnement des rois. C'est cet ordre supposé que Georges I^{er} prétendit restaurer en 1725 en instituant l'ordre du Bain. A la différence de ce qui a lieu pour les trois précédents, les compagnons de cet ordre ne sont pas nécessairement chevaliers, à l'exception des grands-croix et des commandeurs, qu'il faudra donc appeler seuls : « Sir Un Tel ». Parmi ses dignitaires, l'ordre compte Bath, quatrième roi d'armes, qui, contrairement aux autres, Garter, Norroy et Clarencieux ne fait point partie du Collège d'Armes.

Autres ordres. — L'ordre de *l'Étoile de l'Inde*, fondé en 1861, l'ordre de *l'Empire Indien*, en 1878, pour commémorer la proclamation de la reine Victoria comme impératrice des Indes, sont réservés aux indigènes et aux fonctionnaires de la colonie. Seuls, les grands commandeurs et les commandeurs ont le rang de chevaliers bacheliers. L'ordre de *Saint-Michel et Saint-Georges* fut fondé en 1818, en souvenir de l'annexion des Iles Ioniennes. C'est seulement de 1896 que date l'ordre *Royal de Victoria* (Royal Victorian order). Il n'y a que les grands-croix et les commandeurs de ces deux derniers ordres à bénéficier.

Chevaliers bacheliers. — Il existe encore un grand nombre de décorations tels que l'ordre du Mérite, l'ordre de la Couronne des Indes, la croix de Victoria, etc. Bien qu'on les confonde en général sous la même rubrique que les précédents, nous ne nous y arrêterons pas, parce qu'ils n'affectent en aucun cas l'état ou le nom des personnes.

CHAPITRE XI

Titres de courtoisie

SOMMAIRE

I. — Titres de courtoisie des fils aînés : titres secondaires des pairs, — indétermination de l'ordre dans lequel ils sont attribués aux fils et petits-fils aînés, — on ne peut prendre que les titres secondaires des ducs, des marquis et des comtes.

II. — Titres de courtoisie des fils puînés. — 1^o De ducs et de marquis. — 2^o Des autres pairs : A sens particulier du terme d'honorable, — B sens générique du terme d'honorable : de la terminologie exacte, — de la terminologie courante des Anglais, — de la terminologie de certains écrivains français.

III. — Titres de courtoisie des femmes. — 1^o Titres des jeunes filles. — 2^o Conservation des titres des jeunes filles après mariage. — 3^o Conservation des titres des femmes mariées après la dissolution du mariage : — en droit elles conservent leur titre jusqu'à ce qu'elles se marient, en fait on ne peut les empêcher de le porter malgré un second mariage.

L'ancienne France n'était pas sans connaître des titres de courtoisie : c'étaient ceux que la cour laissait prendre par tolérance à de simples gentilshommes : titres de marquis, de comte, de baron, etc. Ces titres étaient impuissants par eux-mêmes à changer la condition des personnes. Ils n'influaient en rien sur le paiement de la taille, parce que ceux qui les adoptaient en étaient déjà exempts par leur naissance. Dès lors qu'importait qu'un noble s'appelât « comte »

ou « écuyer ». Vers la fin de l'Ancien Régime, l'assimilation devint à peu près complète entre les gentilshommes et les porteurs de titres nobiliaires. Les uns comme les autres, on les embrassait sous une dénomination commune, la noblesse, à laquelle on opposait la roture. En Angleterre le phénomène d'assimilation eut lieu en sens inverse. Les porteurs de titres nobiliaires étaient les pairs. Ils conservèrent avec les gentilshommes des rapports sociaux, mais s'en éloignèrent de plus en plus, au point de vue de l'étendue des droits. Les gentlemen finirent par s'identifier avec les roturiers d'une façon pour ainsi dire absolue, puisque leur unique privilège se ramène à avoir en théorie, seuls, le droit de faire étalage d'armoiries. Les titres de courtoisie anglais n'exercèrent donc pas la même influence que les titres de courtoisie français. C'est qu'ils restèrent confinés dans un cercle fort restreint, celui de la famille des pairs. Non seulement les circonstances en rendirent l'accès impossible aux simples gentilshommes, ou aux chevaliers bacheliers et aux baronets, mais il ne fut pas même ouvert à tous les descendants du pair indistinctement. Il n'y eut que les descendants immédiats à pouvoir en obtenir.

Les titres de courtoisie sont de trois sortes, en Angleterre.

I. — TITRES DE COURTOISIE DES FILS AÎNÉS.

Titres secondaires des pairs. — Il y a d'abord les titres qui appartiennent à un pair, mais qui sont attribués par courtoisie à son fils aîné et au fils aîné de celui-ci : titre de lord (sans intercalation du nom de baptême), titres secondaires conférés à un pair par brevet royal. C'est en effet l'usage dans les lettres patentes de création d'accorder, non pas un seul, mais plusieurs titres. Par exemple le duc de Westminster est en même temps Earl Grosvenor et Vicomte Belgrave. Parfois le titres secondaires ont été acquis par brevet spécial, à titre d'augmentation d'honneur ou par le jeu des transmissions. Le père de famille ne peut porter qu'un de ces titres. Il choisit le plus élevé et abandonne les autres à son fils aîné et au fils aîné de celui-ci. Ces titres sont des titres de courtoisie, parce qu'ils n'ont été accordés par le souverain qu'au chef de la famille, mais on tolère qu'ils soient portés par les fils aînés. A ces derniers, ils serviront de nom de famille. Dans les actes de la procédure judiciaire, le fils aîné du duc de Westminster sera désigné par son titre de courtoisie. Mais ils ne confèrent pas le droit de siéger au Parlement, ni d'invoquer le jugement par les pairs du royaume.

Indétermination de l'ordre dans lequel sont attribués les titres secondaires aux fils et aux petits-fils aînés. — Il n'y a pas de règle permettant de préciser quel sera le titre de courtoisie du fils aîné de

tel pair. Par exemple le fils aîné de l'ancien duc de Westminster, ayant pris le second titre du duc, se faisait nommer par courtoisie ; Earl Grosvenor, et le fils aîné de celui-ci ayant adopté le troisième titre : Vicomte Belgrave. A la mort du duc de Westminster, quand le comte Grosvenor prit, en sa qualité d'héritier, le titre du duché, son fils continua néanmoins de s'appeler : Vicomte Belgrave. Le fils aîné du vicomte, au contraire, relèvera le titre de comte, jouissant ainsi d'un titre de courtoisie d'un rang plus élevé que celui de son père.

On ne peut prendre que les titres secondaires des ducs, des marquis et des comtes. — Il faut remarquer qu'il n'y a que les trois premiers rangs de la pairie : duchés, marquisats, comtés dont il soit possible de détacher des titres de courtoisie. Les fils aînés de vicomtes et de barons n'ont droit, comme leurs frères cadets, qu'au titre « d'honorables », alors même que leur famille posséderait des titres secondaires.

II. — TITRES DE COURTOISIE DES FILS PUÎNÉS.

1° Fils puînés de ducs et de marquis.

Une autre variété de titres de courtoisie est le titre de « lord » précédé du nom de baptême, titre qui est accordé aux fils puînés des ducs et des marquis. C'est ainsi que le célèbre lord John Russell, créé plus tard personnellement : Earl Russell, et de-

venu par conséquent : lord Russell, était un des fils puînés du duc de Bedford, dont le nom de famille est Russell.

2º Fils puînés des autres pairs.

A. Sens particulier du terme d'honorable.

Le nom d'honorable correspond pour les fils puînés des comtes, vicomtes et barons, au titre de lord, suivi du nom de baptême. Le fils aîné d'un comte a droit à un titre de courtoisie, comme le fils aîné d'un marquis ou d'un duc, mais tandis que les fils puînés d'un marquis ou d'un duc ont droit au titre de lord, suivi du nom de baptême, les fils puînés d'un comte sont seulement honorables. Pour les fils de vicomtes ou de barons, tous sont également honorables, sans distinction d'ainés ou de puînés. Entre le titre d'honorable et le nom de famille, on intercale le nom de baptême, comme pour le titre de lord des fils puînés de ducs ou de marquis ; mais à la différence de ce titre de lord des fils puînés, celui d'honorable ne fait point partie du nom de l'individu. On ne le mentionne dans les actes judiciaires que comme l'on ferait d'un pseudonyme : « Horace Butler, dit : l'honorable Horace Butler. »

B. Sens générique du terme d'honorable.

Terminologie exacte. — En même temps qu'un titre, le titre d'honorable est une désignation générique, qui s'applique à tous les fils de pairs : en ce

sens, le vicomte Belgrave et le comte Grosvenor sont des honorables.

Terminologie courante. — Il importe de savoir que dans le langage courant les Anglais entendent presque toujours par « noblemen » les honorables, c'est-à-dire les fils de pairs, tant est vivace le préjugé de l'hérédité. En droit, les honorables ne sont que des commoners ; mais on s'habitue malaisément à l'idée que le fils d'un baron ou d'un comte ne soit pas lui-même un aristocrate, d'autant plus que certains fils de pairs, même puînés, prennent le pas sur les pairs d'un rang inférieur. Toutefois cette erreur ne laisse pas que de surprendre car si l'on demande à un anglais : « Qu'est-ce qu'un nobleman ? » il donnera invariablement cette réponse irréprochable : « Un pair du Royaume, ou si vous préférez : un lord temporel. » Il est même curieux que pratiquement les Anglais n'emploient jamais le mot « nobleman » dans l'acception juridique. S'ils veulent désigner un marquis, un comte, etc., ils diront : « Ce pair ». Quand ils se serviront du terme de « nobleman » ce sera toujours en entendant un fils de pair, c'est-à-dire un honorable.

Terminologie de certains écrivains français. — Il ne sera pas sans intérêt de noter que des écrivains français se sont laissé égarer par ces déviations de la langue, ou du moins ont reproduit l'erreur sans la relever. C'est ainsi que dans ses *Notes sur l'Angleterre*, à la page 188, Taine raconte comment il eut l'occasion, en chemin de fer, d'entamer la

conversation avec des Life-Guards « vrais colosses et braves gens », qui lui dirent avec orgueil :

« Tous nos officiers sont des *noblemen*... »

La signification du mot ici n'est pas douteuse, car il est bien évident qu'on ne saurait recruter le corps d'officiers de régiments entiers, uniquement avec des pairs, même de courtoisie. — Disons d'ailleurs que la pratique à laquelle il est fait allusion dans ce passage ne constituait pas un privilège reconnu pour les fils de pairs même au temps où écrivait Taine. Ce ne pouvait être que par hasard qu'il se trouvât un régiment dont les officiers étaient tous des honorables. Ce hasard devient plus explicable, si l'on fait attention que la vie d'officier en Angleterre, particulièrement dans les régiments de luxe, est horriblement coûteuse, ce qui n'en permet guère l'accès qu'aux fils de l'aristocratie.

Dans un autre endroit de son livre, il est question d'un usage qui a maintenant disparu : celui qui permettait aux élèves « nobles » de manger à des tables séparées dans les halls des grandes écoles publiques, comme Harrow-on-the-Hill ou Eton. Il s'agit d'honorables.

A Oxford, à Cambridge, on entend souvent parler de l'ancienne faveur, accordée aux étudiants « nobles », de prendre leurs grades universitaires en deux ans, au lieu de trois. Ces mêmes étudiants « nobles » portaient à leur *University Cap* (en argot d'Oxford : *mortar-board*) un gland d'or. M. Paul Bourget y fait allusion dans un de ses ouvrages, à propos

des *taft-hunters*, ces jeunes courtisans, qui vont en quête de ce gland doré, présage de fortes pensions, ou de gras bénéfices ecclésiastiques pour l'avenir, à la condition que les ambitieux aient l'art de plier l'échine, de savoir approuver à tort et sourire à propos. Lui aussi, M. Paul Bourget, appelle ces étudiants « les étudiants nobles ».

III. — TITRES DE COURTOISIE DES FEMMES

1° Titres des jeunes filles.

Il existe aussi des titres de courtoisie pour les femmes. Les principes qui les régissent ont ceci de remarquable qu'ils sont tout particulièrement favorables aux femmes. Tandis que seuls les fils puînés des ducs et des marquis ont le droit de prendre le titre de lord avec le nom de baptême, ce privilège s'étend, pour les femmes, même aux filles de comtes. C'est une règle générale en effet que les filles, aînées ou puînées, doivent être traitées de la même manière que les fils aînés. Le fils aîné d'un comte, ayant droit à un titre de courtoisie, peut se faire appeler « lord » (sans intercalation du nom de baptême). Comme on ne saurait accorder aux filles un titre de courtoisie, on les autorise en compensation à prendre la désignation de lady, avec intercalation du nom de baptême. C'est par application de la même idée que les filles, aînées ou puînées, d'un duc par exemple, prennent le

pas sur les comtesses, de même que le fils aîné le prend sur les comtes, tandis que les fils puînés ne viennent qu'après les comtes.

2° *Conservation des titres des jeunes filles
après mariage.*

Une autre faveur pour les femmes, c'est de pouvoir conserver leur titre de jeune fille, même après leur mariage, à moins qu'elles n'épousent un véritable pair (*actual peer*). Que la fille d'un comte, qui est par hypothèse *the lady Alice B.*, épouse un commoner, M. French, elle changera seulement son nom de famille et deviendra : *the lady Alice French*. La même, épousant un véritable pair, prendrait purement et simplement le titre de son mari, devenant par exemple *baronne Un Tel* ou *the lady Un Tel*. Au contraire épousant un pair de courtoisie, elle gardera d'ordinaire son titre de jeune fille *the lady Alice*, et ajoutera le nom du pair par courtoisie.

Les femmes des chevaliers et des baronets, qui eux se font appeler : *Sir XY* ont droit au titre de lady, mais, à la différence des paires et des filles de pair, sans article. En lisant : *lady Y*, on saura qu'il s'agit de la fille d'un commoner qui a épousé un baronet ou un chevalier bachelier. Au contraire *the lady Alice Y*, indiquerait que la fille d'un duc ou d'un marquis a épousé un commoner : simple gentleman, chevalier bachelier, baronet ou pair de courtoisie. Sans cela, elle perdrait son premier titre pour ne prendre que

celui de son mari : *baronne Un Tel* ou *the lady Un Tel*. Une pairesse n'a pas besoin de rappeler sa naissance. La présence du prénom et de l'article, dans le nom d'une femme mariée, est donc un indice d'infériorité de la condition sociale du mari.

3° *Conservation des titres des femmes mariées
après la dissolution du mariage.*

En droit elles conservent leur titre jusqu'à ce qu'elles se remarient. — Non seulement il est permis aux femmes de garder, en se mariant, leurs titres de jeunes filles, mais s'il arrive que la fille d'un commoner ait acquis un titre par son mariage, elle a le droit de le garder, dans un grand nombre de cas, après la dissolution du mariage, et de toute façon, il n'arrive jamais en fait qu'un femme lâche un titre quelconque, qui lui a été accordé une fois. Soit la fille d'un commoner qui est devenue en se mariant : Comtesse Y... Elle divorce, puis se remarie.

Elle continuera de se faire appeler : Comtesse Y... Cet usage n'est pas le droit, mais ce qui est le droit, c'est qu'il est impossible pour un mari de défendre à sa femme de porter son nom. C'est d'ailleurs l'application rigoureuse des principes de la théorie du nom. En droit strict, une veuve peut garder le nom de son mari, et, par analogie, une femme divorcée le peut également. L'analogie va plus loin. La veuve d'un pair garde la faculté d'invoquer le jugement

par les pairs jusqu'à ce qu'elle se remarie ; la femme divorcée la garde aussi, car le divorce n'est qu'un des cas de dissolution du mariage : il doit produire les mêmes effets que la mort. La mort n'empêchant pas la femme de porter le nom de son mari, le divorce ne l'en empêchera pas davantage.

En fait on ne peut les empêcher de continuer à porter le titre malgré un second mariage. — Par son second mariage, la veuve ou la femme divorcée perd son titre de pairresse. Dans les actes judiciaires on ne la désignera plus que par son nom de jeune fille précédé de la qualification « Mrs ». Mais il n'existe aucun moyen légal de l'empêcher de conserver, dans la vie courante, le nom de son premier mari. On peut d'ailleurs être assuré qu'elle saura user de la permission, si ce nom est un titre. En 1901, la Chambre des Lords, jugeant comme cour d'appel suprême, débouta lord Cowley de sa demande d'interdire à sa femme divorcée et remariée de continuer à porter le nom de comtesse Cowley. Il faut observer que si les femmes divorcées restent pairessees jusqu'aux secondes noces, elles subissent dès l'instant du jugement de divorce une espèce de *capitis deminutio* d'honneur, du fait qu'elles ne sont plus reçues à la cour et ne sont jamais convoquées à assister au couronnement.

Il y a des filles de commoner qui, après avoir épousé un honorable, persistent, après leur second mariage, à se faire appeler « l'honorable Mrs. Y... ». Ces personnes s'exposent au ridicule, parce que le

titre d'honorable ne sert qu'à marquer la naissance. Si on l'accorde à la femme d'un fils de pair, c'est pour ne pas la distinguer de son mari ; mais du moment qu'elle s'est remariée, toute raison disparaît de maintenir cette appellation qui n'a du reste rien de légal.

CONCLUSION

Après avoir décrit d'une façon théorique l'organisation de la noblesse anglaise, une étude complémentaire resterait à entreprendre, à la vérité plus sociologique que juridique : quelle autorité s'attache en fait à cette hiérarchie, quel rôle en réalité joue la noblesse dans la nation anglaise ? Sans entrer dans des développements qui dépasseraient le cadre que nous nous sommes imposés, on peut dire que ce rôle et que cette autorité sont considérables.

Non seulement chaque catégorie sociale a, en Angleterre, un sentiment très vif de son honneur corporatif, mais les catégories inférieures acceptent la situation qui leur est faite, et s'inclinent sans envie devant le prestige des catégories supérieures. La courtoisie, la serviabilité de l'ouvrier anglais à l'égard du bourgeois, qui surprennent au premier abord l'étranger, ne sont que des indices de cet état d'esprit ; car pour l'ouvrier, le bourgeois est déjà l'aristocrate. Il aspire à l'égaliser ; en attendant il ne le jalousé pas. A ce respect, l'instinct d'imitation s'allie naturellement. Lorsqu'il vise la mode, on le désigne sous un nom assez vulgaire : « le snobisme ». Cha-

cun imitant les gens qui sont au-dessus de lui, il suffit qu'un personnage de la famille royale hasarde une excentricité quelconque, pour qu'on voie bientôt la foule s'essayer à la reproduire. De la même façon, un goût, une opinion se répandront des hauts rangs de la Pairie, dans ses rangs secondaires, puis parmi la Gentry, puis parmi les bourgeois, pour atteindre, en fin de compte, les classes laborieuses.

Cette diffusion s'opère d'autant plus aisément qu'il n'existe pas de cloisons impénétrables entre les classes. Chacune ne constitue pas un îlot, au milieu du gros de la nation, strictement fermé aux influences du dehors, mais ressemble bien plutôt à un état du modèle continental, où les habitants limitrophes se visitent sur la frontière, cousinant d'un pays à l'autre, et s'imprégnant d'idées réciproques. Un duc par exemple signifie beaucoup plus qu'un comte ; cependant le duc verra le comte. Il sont gens du même monde. Au point de vue social, lords, baronets, chevaliers vivent sur le même pied. Pour les gentilshommes d'armoiries, une distinction devient nécessaire, suivant leur ancienneté. Le représentant d'une vieille famille de comté passera évidemment dans la société d'un lord, quel qu'il soit. Mais un gentleman ordinaire ne sera pas admis par le fait seul qu'il porte des armoiries. En revanche il garde une chance d'avoir accès chez le gentilhomme de vieille souche.

Le snobisme a souvent produit des effets excellents. On lui est redevable du goût général des sports, de ce souci de l'hygiène et de la bonne tenue qui sont

caractéristiques des Anglais, pris dans l'ensemble. Ces qualités ne sont pas plus innées en eux que chez les autres peuples ne le sont les défauts contraires : elles dérivent de l'imitation universelle, simple emprunt aux habitudes du gentleman. Peut-être l'Angleterre doit-elle au snobisme de représenter en Europe l'élément conservateur par excellence. C'est que tout entière elle s'étudie à copier les gens bien nés. N'est-ce pas, en effet, un trait commun à toutes les aristocraties de tenir à leurs traditions, au moins dans ce qu'elles ont de plus superficiel. Il entre certainement pour une part dans le loyalisme. Par des marques d'attachement ostentatoires à la famille royale, les grands désirent montrer à quel point ils lui tiennent de près, et le public fait comme les grands. On sait que l'accord parfait n'a pas toujours régné dans le passé entre la Couronne et la Nation. La royauté mit au ^{xvii}^e siècle un acharnement intraitable à revendiquer contre le peuple ce qu'elle jugeait être ses droits intangibles. Le peuple mit de son côté un acharnement identique à défendre ce qu'il croyait être ses droits non moins intangibles. On trouvait le moyen de copier le roi et ceux qui formaient ses appuis, alors même qu'on leur résistait.

L'origine de cette attitude doit être recherchée, pensons-nous, dans la mentalité même de l'individu et dans les moyens à sa portée pour choisir son idéal personnel.

M. Boutmy a écrit un ouvrage fameux sur la psy-

chologie politique des Anglais, en prenant comme point de départ cette observation que chez eux les aptitudes de la volonté l'emportent sur celles de l'intelligence. On a pu l'accuser de systématisation à outrance : le principe même de sa théorie ne semble guère réfutable. L'Anglais goûte mieux l'action que la sensation. Comparés à ceux d'un Français, ses sens sont obtus. Il ne perçoit que des sensations atténuées. Les images qu'elles gravent en son cerveau restent rares et manquent de la force suffisante pour réagir les unes sur les autres. En raison de cette impuissance, l'individu aura une tendance à accepter comme modèle, sans le critiquer, le type social qui lui sera présenté. Pour lui, ce type possède en effet un avantage inestimable, celui d'être tout fait. Il n'a pas besoin de le retoucher, tâche à laquelle il succomberait. A l'inverse, le Français est, avant tout, un sensitif. Percevant des sensations en grand nombre et fort délicates, il se complait à les évoquer de nouveau à sa pensée, à en contempler les résidus pour en modifier le groupement. La première fois qu'elles lui sont apparues, elles lui ont causé un sentiment de plaisir si précis qu'il cherche de lui-même à le faire renaître et à l'accroître, en ordonnant les images selon un plan plus harmonieux. De cette façon il contracte l'habitude de passer au crible ses multiples impressions. Si ensuite le type social qu'on lui montre contredit son esthétique, il en sera quitte pour le répudier et s'enquérir d'un autre plus à sa convenance. Si aucun ne le satisfait, ainsi qu'il arrivera souvent,

il se composera de toutes pièces un idéal personnel bâti dans l'abstrait.

Au cours de cette entreprise, il sera guidé encore par son intellectualisme. Il mettra une portion de lui-même en cet être abstrait, jailli de son invention, et qui ne sera d'ordinaire qu'une charge de ses propres inclinations : son idéal voisinera donc plus ou moins autour du concept de l'artiste, entendu au sens large, c'est-à-dire de l'amateur de sensations. L'Anglais n'a pas de peine à retrouver dans son idéal concret ses défauts et ses qualités, car les dons qu'il estime souverainement sont de ceux qu'il est possible de garder par une hérédité de choix, qu'il n'est même facile d'obtenir que par une hérédité de choix. Le sang-froid, la force d'endurance, la maîtrise de soi, — la vie d'un seul homme suffirait-elle pour les acquérir pleinement.

Voilà pourquoi les Anglais tiennent tant à leur aristocratie et à ce qu'elle demeure une aristocratie de naissance. On a parlé du remplacement de la Chambre des Lords par une Chambre des pairs nommés à vie. La réalisation de ce projet offre peu de vraisemblance. L'hérédité est trop adéquatement adaptée à l'imagination légèrement primitive de l'Anglais. Qu'un fils représente la continuation de la famille où il a été engendré, c'est là une idée parfaitement simple, qui ne demande aucun effort à l'imagination pour être saisie. C'est la théorie opposée qui au contraire en réclame, puisqu'elle préjuge la dissociation de ces deux idées si étroite-

ment liées : l'individu et le milieu qui l'a produit. Les Anglais ne paraissent pas avoir une idée aussi nette que nous de l'individu conçu en tant qu'unité sociale. Ils l'aperçoivent toujours au milieu du groupe auquel il se rattache, unique anneau perdu dans la chaîne des générations qui ont précédé et de celles qui suivront. Nos répugnances instinctives à admettre l'hérédité, même pour les autres peuples, leur sont étrangères. Il importe de ne pas perdre de vue ces différences de mentalité, en appréciant leur attitude envers la *nobility* et la *gentry*. Ils ont un besoin impérieux de types sociaux concrets, et les plus à leur goût, ils ne peuvent les obtenir que grâce à l'hérédité. Les types sont chez eux des types de sang et de chair, au lieu que chez nous ce ne sont que des idées.

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu : le Président de la thèse
CAPITANT

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice Recteur de l'Académie
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Notions élémentaires, les Nobles et les Gentilshommes.	9
CHAPITRE II. — Idée générale du sujet ; que la noblesse anglaise est plutôt une aristocratie qu'une noblesse au sens continental	14
CHAPITRE III. — Comment le principe de la souveraineté nationale a amené historiquement la réduction de la Nobility à la Pairie et permis toutefois le développement de la Gentry	20
§ I. — Réduction de la Nobility à la Pairie. . . .	21
§ II. — Développement de la Gentry.	32
CHAPITRE IV. — <i>Les Pairs, Nobiles Majores ou Noblemen.</i> — Modes d'acquisition de la Pairie. . .	40
§ I. — Baronnies par tenure.	41
§ II. — Baronnies par writ	47
§ III. — Baronnies par brevet	52
§ IV. — Élévation aux autres degrés de la Pairie.	56
CHAPITRE V. — <i>Les Pairs, Nobiles Majores ou Noblemen.</i> — Privilèges de la Pairie	58
§ I. — Des privilèges de la Pairie en général. .	58
§ II. — De la Chambre des Lords.	61
§ III. — Du jugement par les Pairs	70
CHAPITRE VI. — <i>Les Pairs, Nobiles Majores ou Noblemen.</i> — Transmission de la Pairie	75
§ I. — Différence entre la transmission des Biens réels et des Chattels	76
§ II. — Différences entre la transmission de la Pairie et des autres Biens réels	95

§ III. — L'Abeyance	102
§ IV. — La succession au trône d'Angleterre. . .	110
CHAPITRE VII. — <i>Les Pairs, Nobles Majores ou Noble men.</i> — Protection de la Pairie	116
§ I. — Protection du droit aux divers privilèges possédés par les Pairs, notamment de celui de législateurs héréditaires.	119
§ II. — Protection du droit à un nom titré, possédé par les Pairs.	126
CHAPITRE VIII. — <i>Les Gentilshommes, Nobles Minores ou Gentlemen.</i> — Des Esquires.	137
CHAPITRE IX. — <i>Les Gentilshommes, Nobles Minores ou Gentlemen.</i> — Du collège d'Armes	154
CHAPITRE X. — <i>Les Gentilshommes, Nobles Minores ou Gentlemen.</i> — Des survivances de la chevalerie	165
CHAPITRE XI. — Titres de courtoisie.	177
CONCLUSION	189

